

MOUVEMENTUP

ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

LE CAPITALISME MÉRITE-T-IL UNE SECONDE CHANCE ?

PENSER LA FIN D'UN SYSTÈME,
C'EST DÉJÀ CONSTRUIRE LE SUIVANT

Benjamin Coriat
**LES COMMUNS
CONCILIENT
ÉCOSYSTÈMES
ET DÉMOCRATIE**

Chékéba Hachemi
**INSPIRER, SE BATTRE
ET RECOMMENCER**

Jean-Pascal Zadi
**ENGAGÉ ET TOUT
SIMPLEMENT DRÔLE**

LE PREMIER MÉDIA QUI MET LA SOLUTION AU CŒUR DE L'INFORMATION

L'INFORMATION DE
SOLUTIONS SE LIT,
S'ÉCOUTE ET SE PARTAGE

Magazine
trimestriel
& web

Radio &
podcasts

Conférences

MOUVEMENT-UP.FR

SUIVEZ-NOUS



L'histoire est têtue : chaque tentative de résolution des crises sociales et environnementales semble être confrontée, et le plus souvent empêchée, par un système capitaliste peu enclin à mettre l'humain et la planète au cœur de sa réflexion.

La question est structurelle : les dynamiques du changement - guidées par la nécessaire prise en compte du temps long et la complexité d'un territoire et de chaque situations - sont-elles compatibles avec le capitalisme financier, intrinsèquement lié au court terme et à la maximisation des profits ?

La France, comme nombre de pays occidentaux, a fait le choix d'une économie de marché comme modèle économique et social. Depuis les années 1980 et la domination de Wall Street, ce capitalisme est devenu totalement débridé, avec pour seule boussole la financiarisation de tout ce que notre époque peut offrir : les produits, les services, et les ressources naturelles. Cette course-poursuite, nous le savons, entraîne des dégâts irréversibles. Notre planète est pillée, le dérèglement climatique est venu impacter notre quotidien, chacun est devenu le bourreau et la victime inconsciente de sa propre condition sociale, sanitaire, citoyenne.

La machine s'est emballée, elle ne produit plus le cercle vertueux qu'elle ambitionnait : le fait de permettre à chacun de créer sa propre histoire.

Plus que jamais, nous sommes nombreux à rechercher des explications et du sens face à ces absurdités.

Le capitalisme, dans ses principes fondateurs, était pourtant synonyme de progrès. Comment, et à quel moment, ce modèle a-t-il basculé ? Est-ce irréversible ? Peut-on revoir les priorités de cette matrice et mettre l'homme et la planète au cœur de la réflexion ? Si tel n'est pas le cas, quels chemins pouvons-nous emprunter et à quel prix ?

Il n'y a pas de planète B, et pourtant l'humanité continue, consciemment ou non, de piller des ressources dont elle a besoin et qui ne se renouvelleront pas. « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Dès lors, comment pouvons-nous forcer cette transformation nécessaire ? Peut-on recycler le capitalisme ?

Des réponses dans ce numéro de printemps 2021.

Macha Binot
Rédactrice en chef de MOUVEMENT UP

S'informer

Loi Climat et résilience :
« Le compte n'y est pas »
10

Réchauffement climatique :
quelles conséquences
sur notre quotidien ?
12

Clap de fin pour une ferme
vachement polluante
14

Réparable ?
Indice sur l'étiquette
18

Lutter contre les violences,
un tchat à la fois
20

2021 : féminicide
dans le dico
22

Barbara Pravi : « Mettre
des mots sur ce qui nous
abîme, c'est le début
de la guérison »
24

Handicap et sexualité :
le statut des assistants
sexuels dans le monde ?
28

L'héritage d'Aaron Swartz,
architecte du web
30

Ils préparent
le monde d'après
32

Cahier de saison
36

Comprendre

Chloé Morin :
« En France, la peur
du déclassé est forte »
42



Barbara Pravi :
« Mettre des mots sur
ce qui nous abîme,
c'est le début
de la guérison »
24

Renaud Duterme :
« Le capitalisme ne
prospère qu'au détriment
d'une partie de
la population »
46

Olivier Bonfond :
« Il faut accepter avec
sérénité la nécessité
d'une révolution »
52

Rapport Meadows :
de l'alerte à l'oubli
56

Peut-on soigner
le capitalisme ?
60

Benjamin Coriat :
« Les communs concilient
les deux impératifs que
sont la préservation
des écosystèmes et
le renouveau de
la démocratie »
64

Michel Bauwens :
« Il faut passer du
mono-capitalisme
au multi-capitalisme »
72

Comment traquer l'argent
sale ? Les propositions
d'un juge
76

Quand les médias
permettent de limiter
les dérives
80

« The Great Reset »
ou l'erreur de com'
devenue complot
82

Bibliographie
86

Agir

Thomas Sammut,
le cancre préféré
des champions
88

L'ambullangère
94

Les Cuistots migrants :
de l'exil au fournil
100

Chékéba Hachemi :
Inspirer, se battre
et recommencer
104

Le code de
la seconde chance
108

TÊTU
Comment réagir
face aux mots
qui blessent
112

Se cultiver

Une seconde chance
(au cinéma)
118

Rachid Ouramdane :
« La diversité culturelle,
c'est la diversité des
individus et de leurs
imaginaires »
124

Écouter, c'est s'inspirer :
notre sélection
de podcasts
128

Jean-Pascal Zadi,
engagé et tout
simplement drôle
130

Climate Heroes
134

Le monde à poils :
des fables pour
changer le monde
140

Les Beaubois
144

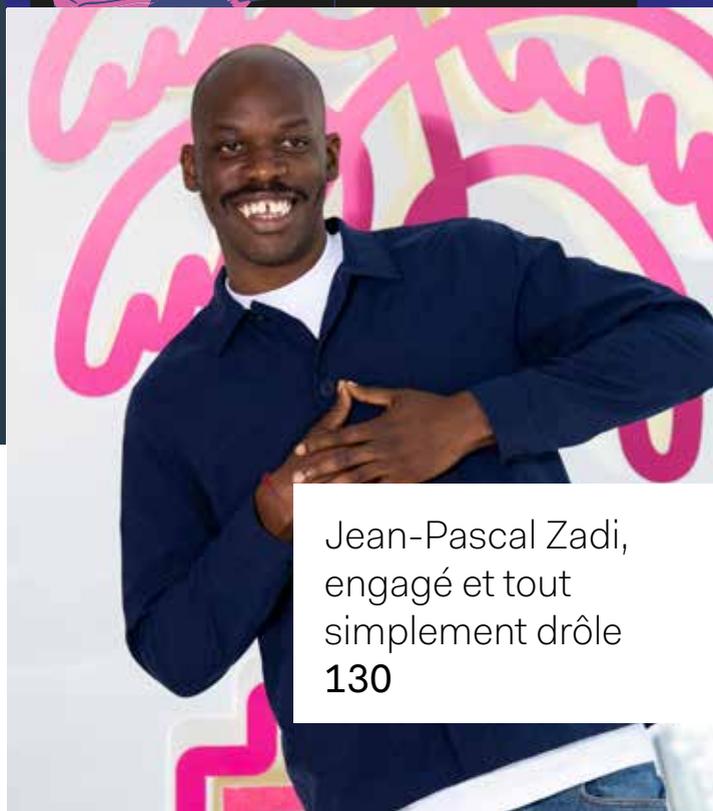
Michel Bauwens :
« Il faut passer du
mono-capitalisme
au multi-capitalisme »

72



Chloé Morin :
« En France, la peur
du déclassement
est forte »

42



Jean-Pascal Zadi,
engagé et tout
simplement drôle

130

Contributeurs



Olivier Saretta

Journaliste indépendant depuis une dizaine d'années, Olivier Saretta collabore avec plusieurs titres de presse écrite et numérique. Après plusieurs années passées à jongler entre pratique sédentaire et reportages au long cours, sa route a croisé celle de *MOUVEMENT UP*. Le début d'une nouvelle aventure placée sous le signe de la solution.



Cédric Taling

Passé par Canal + ID, où il est scénariste, puis par le dessin animé et le cinéma, Cédric Taling débute sa vie d'artiste-peintre en 2007. Sa peinture est souvent inspirée par la bande dessinée. Récemment, il a publié aux éditions Rue de l'échiquier *Thoreau et moi*, BD autour du philosophe naturaliste Thoreau.



Roxane Guichard

Quand elle n'est pas en train de contempler son van en panne sur le bord d'une route d'Amérique latine, Roxane Guichard se consacre à des reportages sur des sujets allant du cinéma gore de série Z aux communautés mennonites du Belize.



Pauline Ferrari

Journaliste indépendante, spécialiste des questions de nouvelles technologies, de genre et de société, Pauline Ferrari s'intéresse aux tréfonds du web. Passionnée de féminisme et d'internet, elle collabore avec différents médias (*Vice*, *Konbini*, *Le Monde*, *Usbek & Rica*). Elle anime et réalise le podcast *Comic Sans MST* qui parle de sexualités et diffusé sur *MOUVEMENT UP*.



**UN COUP DE GUEULE ?
UN COUP DE GRÂCE ?
UN COUP D'AMOUR ?
UNE DÉCLARATION À FAIRE ?
UNE HUMEUR À PARTAGER
SUR L'AMBIANCE GÉNÉRALE
DE NOTRE SOCIÉTÉ ?**

Partagez-nous votre sentiment du moment et vos solutions sur le répondeur de MOUVEMENT UP, nous diffuserons vos messages sur nos réseaux sociaux et notre webradio.

MOUVEMENT-UP.FR

SUIVEZ-NOUS







S'informer

On vous aide ici à décrypter l'actualité liée aux problématiques environnementales.

Décoder les tendances, des phénomènes, comprendre un mot entré dans le langage du moment. Analyser hier pour mieux inventer demain.

Se projeter aussi dans le prochain trimestre pour décoder les enjeux sociétaux à venir pour anticiper, réagir.

Voici des clés pour comprendre un monde en mouvement.

Loi Climat et résilience :
« Le compte n'y est pas »
10

Réchauffement climatique :
quelles conséquences sur
notre quotidien
12

Clap de fin pour une ferme
vachement polluante
14

Réparable ?
Indice sur l'étiquette
18

Lutter contre les violences,
un tchat à la fois
20

2021 : féminicide dans le dico
22

Barbara Pravi : « Mettre des
mots sur ce qui nous abîme,
c'est le début de la guérison »
24

Handicap et sexualité :
le statut des assistants
sexuels dans le monde
28

L'héritage d'Aaron Swartz,
architecte du web
30

Ils préparent le monde d'après
32

Cahier de saison
36



**Loi Climat et résilience :
« Le compte n'y est pas »**

En ce début de printemps, les parlementaires ont prévu de débattre du projet de loi ayant repris une partie des préconisations de la Convention citoyenne pour le climat. Les 150 citoyens tirés au sort avaient rendu un rapport en ce sens en juin 2020.

C'était une promesse du chef de l'État : reprendre « *sans filtre* », notamment via la voie parlementaire, les mesures préconisées par la Convention citoyenne pour le climat, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Début février, le gouvernement a présenté son très attendu projet de loi. Texte décevant pour certains participants. « *Le compte n'y est pas* », ont ajouté avec regret de nombreuses organisations dans une lettre ouverte adressée le 10 février à Emmanuel Macron. Ces dernières ont rappelé que « *l'étude d'impact accompagnant le projet de loi a estimé que les mesures proposées ne permettraient pas, en l'état, de tenir les objectifs de baisse d'émissions de 40 % à horizon 2030* ».

En ce qui concerne la rénovation thermique des logements, le gouvernement entend batailler contre les passoires thermiques. La Convention citoyenne souhaitait que la rénovation énergétique de ces bâtiments soit rendue obligatoire pour les propriétaires d'ici quelques années. L'exécutif a exclu cette hypothèse.

Référendum ou pas ?

Le président de la République s'est exprimé pour la tenue d'un référendum en vue de modifier l'article 1 de la Constitution et d'y ajouter que la République « *garantit la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et lutte contre le dérèglement climatique* ». Néanmoins, il a écarté l'idée de réécrire le préambule de la Constitution pour y « *placer l'environnement au-dessus des autres valeurs fondamentales* », comme celles d'entreprendre.

Toujours est-il que le référendum ne peut avoir lieu qu'à condition que les deux chambres – Assemblée nationale et Sénat – approuvent la proposition de révision en « *des termes identiques* ». Or, la chambre haute a déjà fait savoir qu'elle était plutôt opposée à la modification de l'article 1.

Désaccords et jokers présidentiels

En outre, les conventionnels réclamaient l'instauration d'une interdiction de publicités de produits polluants, à l'instar des SUV. Mais le gouvernement ne l'a pas vu ainsi et a proposé, dans le projet de loi, de n'interdire que les publicités sur les énergies fossiles, au final assez rares. L'exécutif souhaite en outre lutter contre l'artificialisation des sols, en bannissant l'implantation sur des espaces naturels de nouveaux centres commerciaux de plus de 10 000 m². Toutefois, des dérogations devraient être possibles et, par ailleurs, l'interdiction ne devrait pas concerner les entrepôts de e-commerce, parfois décriés. Les vols domestiques devraient, eux, être interdits, si une alternative d'une durée de moins de 2h30 en train existe, et non 4 heures comme le préconisaient les 150 citoyens.

■ Par **Philippe Lesaffre**



Réchauffement climatique : quelles conséquences sur notre quotidien ?

Selon Météo-France, 2020 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée. Selon de nombreux scientifiques, le scénario d'ici 2050 est plus ou moins écrit, même en cas de fortes réductions de gaz à effet de serre. Comment va évoluer le climat dans les prochaines décennies et quelles en seraient les répercussions en France ? ■ Par Philippe Lesaffre

↗ Hausse des températures moyennes d'ici 2050

+ 0,6°C-1,3°C, par rapport à la moyenne de référence calculée sur la période 1976-2005 (soit +2 °C par rapport à l'ère préindustrielle)

↗ Hausse du nombre de jours chauds (= 25°C)

- Plus de 5 jours chauds sur tout le territoire (de 5 à 10 jours dans le Sud-Est)
- Après 2050, plus d'épisodes de canicule comme en 2003

↘ Baisse des jours anormalement froids en hiver

- Entre 1 et 6 jours en moins
- Moins d'enneigement en montagne à basse altitude
- Hausse du nombre d'avalanches en plein hiver à haute altitude et de neige humide

↗ Plus d'épisodes de sécheresse intenses, ce qui impactera les végétaux

- 2021-2050 : la période devrait s'étendre de la mi-juin à la mi-octobre
- 2071-2100 : la période de sécheresse pourrait durer de la mi-mai à la mi-novembre

➤ Impacts sanitaires dus au réchauffement importants

- Hausse des décès imputables à la chaleur. Ces derniers pourraient représenter de 0,1 % à 1 % des décès en 2050, en fonction des scénarios des émissions de gaz à effet de serre
- Autres répercussions : perte d'attention, symptômes cardiovasculaires, troubles de la grossesse, hausse des consultations médicales, hausse des passages aux urgences et hospitalisations
- Extension, en dehors des zones endémiques, de l'aire de peuplement du moustique-tigre, qui est vecteur de nombreux virus, notamment dans la partie nord

➤ Risque d'incendies accrus

- 2021 : 10-40 jours de risque extrême d'incendies dans le Sud-Est
- 2060 : 10-20 jours de risque extrême sur tout le territoire et 90 jours dans le Sud-Est

➤ Baisse du débit moyen annuel des cours d'eau, de 10 à 40 %

- Le changement des cycles hydrologiques (débits et niveaux des eaux) et la hausse des températures pourraient conduire à une remobilisation dans les eaux souterraines de polluants (tels que les nitrates), d'où un risque de développement d'organismes pathogènes et de bactéries

➤ Hausse du niveau de la mer de 60 cm à 1 m à la fin du siècle par rapport au début du XX^e siècle

- Aggravation des phénomènes de submersions permanentes (de zones basses, de marais côtiers) et temporaires (tempêtes marines)
- Des régions plus à risque comme la côte des Hauts-de-France, de Calais à Dunkerque, la façade atlantique, de Saint-Nazaire à Arcachon, et au niveau de la Méditerranée, de Perpignan à Fos-sur-Mer
- Augmentation de la salinité des cours d'eau en raison des submersions de l'eau de mer sur le littoral

➤ Répercussions économiques

- Sècheresse agricole : selon l'INRA, les facteurs climatiques seraient responsables de 30 à 70 % de la stagnation des rendements de blé
- La hausse de la concentration de CO₂ a un impact sur la qualité nutritive (zinc, fer)
- Baisse de l'enneigement et impact sur le tourisme hivernal de montagne
- Le réchauffement et la raréfaction des eaux de surface pourront impacter le tourisme des bords de mer, des lacs et des rivières sur le littoral atlantique (eaux impropres à la baignade, disparition de plages)

Sources :

- rapport sénatorial de prospective sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050
- Agence européenne de l'environnement



Clap de fin pour une ferme vachement polluante

La ferme-usine dite des « 1 000 vaches » ne produira plus de lait. Ce symbole de l'agrobusiness a mis la clé sous la porte début janvier 2021. Retour sur un modèle agricole controversé.

« C'est une véritable victoire pour tous ceux qui luttent pour une transition agricole respectueuse des animaux, de l'environnement, des éleveurs et des consommateurs », se félicite Francis Chastanier, porte-parole de Novissen, une association opposée à la ferme laitière industrielle des 1 000 vaches, depuis son installation à proximité d'un village de 800 habitants dans la Somme. Si, dès le départ, l'association a compté dans ses rangs des riverains inquiets pour leur tranquillité et des défenseurs de l'environnement, elle a aussi réussi à fédérer les militants du bien-être animal et des agriculteurs de la Confédération paysanne, rassemblant au final près de 3 200 adhérents. Cette mobilisation,



ainsi que le manque de rentabilité de la ferme, ont eu raison de l'exploitant (la SCEA) qui a dû mettre la clé sous la porte, 10 ans après son installation.

Une ferme laitière d'un nouveau genre

L'histoire commence en 2011, lorsque Michel Ramery, un entrepreneur du BTP, petit-fils de paysans picards, décide de se lancer dans la production laitière

intensive. Il rêve d'installer une ferme industrielle de 1 000 vaches entre les villages de Buigny-Saint-Maclou et de Drucat-Le Plessiel. Le chef d'entreprise investit 11 millions d'euros pour donner vie à la SCEA, qu'il défend comme un projet novateur. Rien de semblable n'existe encore en France, où une exploitation laitière compte en moyenne pas plus de 60 animaux. L'entrepreneur voit grand, car il souhaite, en plus de vendre du lait, produire de l'électricité. Pour ce faire, il souhaite installer un pôle de méthanisation pour transformer le lisier des vaches en courant. Des projets décriés avant même que les bâtiments ne soient inaugurés. Les actions coup-de-poing se succèdent, exemple : en 2013, le chantier est démonté par des militants de la Confédération paysanne.

Si les habitants interrogés dans le cadre de l'enquête publique ne veulent pas de cette méga-ferme, celle-ci voit quand même le jour en 2014. La préfecture limite toutefois le cheptel à 500 vaches. Pas de quoi rassurer les riverains mobilisés autour de l'association Novissen. C'est elle qui va d'ailleurs alerter les services de l'État sur certains dysfonctionnements au sein de l'exploitation, qui compte 300 vaches en trop. À l'appel de Nicolas Hulot, alors ministre, la cour administrative de Douai condamne l'exploitant, en août 2018, pour avoir dépassé le nombre de vaches autorisé.

Les procédures juridiques ralentissent l'expansion de l'exploitation, qui n'arrivera jamais à atteindre son objectif de 1 000 vaches. Le rêve de Michel Ramery, décédé en 2016, ne sera jamais concrétisé, l'exploitation ne sera jamais rentable.

Un modèle au coût environnemental élevé

Ce type d'exploitation permet de produire plus, et donc de vendre un lait bon marché. 21 000 litres de lait quittent quotidiennement la ferme-usine pour être vendus à 200 km de là, à une coopérative laitière belge. En Europe, les fermes laitières industrielles sont courantes aux Pays-Bas et en Allemagne. On en trouve aussi ailleurs dans le monde, en Arabie saoudite, en Nouvelle-Zélande, en Chine ou encore aux États-Unis. À proximité de Chicago, par exemple, la Fair Oaks Farms compte plus de 40 000 vaches laitières. En Arabie saoudite, la ferme-usine pharaonique d'Almarai recense quant à elle 94 000 animaux et produit plus 1,2 milliard de litres de lait par an. Ces entreprises agricoles gigantesques reflètent une évolution progressive des façons de produire le lait, qui se traduit par l'abandon d'un recours au pâturage et celui de l'alimentation naturelle des vaches. « *Les vaches sont principalement nourries avec du soja importé d'Amérique du Sud. Ces modèles contribuent donc indirectement à la déforestation de l'Amazonie, où la forêt est détruite au profit*



de la culture de soja », rappelle Bertrand Valiorgue, auteur du livre *Refonder l'agriculture à l'heure de l'anthropocène*, publié en 2020. Ce modèle industriel hors-sol est cependant plébiscité par des pays qui militent pour leur souveraineté alimentaire, comme l'Arabie Saoudite, car il a l'avantage de baisser les coûts de production. Plus de 6 milliards de personnes dans le monde consomment du lait et des produits laitiers. Le lait produit dans ces exploitations géantes alimente principalement l'industrie agroalimentaire et le marché des produits transformés. « *En quelque sorte, ce modèle nous permet de manger du fromage fondu et des pizzas au fromage même dans le désert* », ironise la journaliste Elsa Casalegno, coauteure avec Karl Laske du livre *Les cartels du lait*, publié en 2016.

Quand les Gaulois font de la résistance

Avec l'échec économique de l'exploitation des 1 000 vaches, la France semble résister à un modèle phare du capitalisme agricole. L'Hexagone est le deuxième pays producteur de lait en Europe, derrière l'Allemagne et devant le Royaume-Uni, et sa production est relativement stable. Chaque année, en France, environ 25 milliards de litres de lait sont produits par les 54 000 fermes du pays.

Avec la crise sanitaire, et surtout le réchauffement climatique, Bertrand Valiorgue estime que le concept même de fermes-usines laitières a peu de chance de revoir le jour en France, car les gains de productivité dégagés ne compenseront jamais le coût environnemental. La France a aussi une culture de la gastronomie qui la préserve

un peu, par rapport à ses voisins de l'industrialisation agricole. « *Les appellations d'origine contrôlée sont financièrement valorisées et c'est positif pour les éleveurs français* », rappelle Elsa Casalegno. À l'heure où le changement climatique presse un système à engager un chemin vers la résilience, la France pourrait ouvrir la voie vers une véritable transition agricole respectueuse de la planète, si, toutefois, elle s'en donne les moyens.

■ Par **Sandra Coutoux**

Pour aller plus loin :

- *Refonder l'agriculture à l'heure de l'anthropocène*, de Bertrand Valiorgue, aux éditions Au bord de l'eau.
- *Les cartels du lait*, d'Elsa Casalegno et Karl Laske, aux éditions Don Quichotte.



10^e *Deauville*
GREEN AWARDS 
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM RESPONSABLE
16 & 17 JUIN 2021

Réparable ? Indice sur l'étiquette

Depuis le début de l'année, les fabricants de certains appareils électroniques doivent mesurer et afficher un indice de réparabilité sur leurs produits. Objectif : sensibiliser les consommateurs, qui envisagent de plus en plus de réparer leurs produits en panne.

Depuis le 1^{er} janvier, petite nouveauté : un indice de réparabilité a été mis en place dans le cadre de la loi anti-gaspillage, promulguée en 2020. Sous la forme d'une note (sur 10) et d'un code couleur (de rouge à vert), celui-ci doit désormais figurer sur certains produits vendus : téléviseurs, smartphones, lave-linges, tondeuses à gazon...

Des marques soumises à... l'autoévaluation

Cet indice concernera, à terme, d'autres familles de biens, afin d'informer les consommateurs et les inciter à réparer davantage. Ce sont les constructeurs eux-mêmes qui vont l'évaluer, et pas une instance indépendante. Et ce, selon des critères prédéfinis par le gouvernement dans la loi. Parmi les critères, il y a la documentation

technique d'utilisation et d'entretien, le caractère de démontage de l'appareil, la disponibilité, le prix des pièces détachées sur le marché et le délai de livraison, sans compter divers critères spécifiques aux types d'appareils.

Certaines marques ont rapidement joué le jeu sur les sites de vente et en magasins, d'autres prennent leur temps. Les constructeurs ont un an pour déployer la mesure. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), qui se chargera des contrôles, ne sanctionnera pas avant début 2022 en cas de non-conformité avec la loi. Chaque citoyen pourra par ailleurs alerter la DGCCRF ou l'Ademe en cas de manquements observés. ■ Par **Philippe Lesaffre**

Les Français sont-ils aptes à réparer ?

Selon une étude de 2019 (parue en mars 2020), réalisée par l'institut Harris Interactive pour l'Ademe :

- Plus de **8 Français sur 10** ont une bonne image de la réparation et peuvent envisager de faire réparer un bien tombé en panne.
- **2/3** des personnes interrogées considèrent la panne comme un motif suffisant pour remplacer un objet.
- Près de **9 sondés sur 10** déclarent rechercher des informations (coûts, pièces détachées, réparateurs, SAV) avant de se lancer dans la réparation.
- Seules **4 personnes sur 10** se renseignent sur le prix du produit neuf.
- **1 interrogé sur 2** a une méconnaissance du secteur de la réparation.
- **3 personnes sur 10** vont réparer un produit tombé en panne, et plus de la moitié le remplaceront.





Lutter contre les violences, un tchat à la fois

Depuis 2013, l'association féministe En Avant Toutes propose un tchat : derrière l'écran, des écoutant.e.s recueillent la parole et orientent les plus jeunes sur la question des violences au sein du couple.

Dans les locaux colorés de la Cité Audacieuse, Élodie et Morgane s'affairent sur leurs claviers. Écouter, faire émerger le récit et donner les ressources : telles sont les missions des écoutant.e.s du tchat « Comment on s'aime », porté par l'association féministe En Avant Toutes. À destination des moins de 25 ans, le tchat est venu répondre à une problématique dans le domaine des violences conjugales, sexistes et sexuelles : la prise en charge des plus jeunes.

« Taper à une porte alors qu'on ne sait pas si on est concerné.e, ou décrocher son téléphone, c'est un vrai problème », explique Louise Delavier, porte-parole d'En Avant Toutes. Pour toucher les plus jeunes qui vivent des violences au



Chez les moins de 25 ans, les violences sexuelles sont plus importantes, et on retrouve une grande représentation des cyberviolences.

les réseaux sociaux. « *Les gens qui leur répondent sont au mieux maladroits, au pire malveillants* », détaille Louise Delavier. Sur le tchat, la dizaine d'écoutant.e.s est formée à accueillir la parole de celles et ceux qui se posent des questions sur leurs relations, ou qui sont victimes de violences, et à les orienter au besoin.

Utiliser le numérique pour faire de l'humain

Car les moins de 25 subissent aussi des violences : les violences sexuelles sont plus importantes, notamment chez les mineur.e.s, et on retrouve une grande représentation des cyberviolences.

« *Le profil type sur le tchat, c'est plutôt des filles de moins de 25 ans, et de plus en plus de mineures* », analyse Louise Delavier. L'association dispose également d'un axe autour des jeunes LGBTQ+, que les violences et les LGBTphobies peuvent isoler. « *On a beaucoup de questions du type : est-ce que c'est normal que ?* », explique Morgane, écoulante sur le tchat. Poser le terme

de « violence » sur ce qu'on vit est difficile, y compris pour les plus jeunes. « *C'est offrir aux jeunes une autre solution ou alternative, et prendre le temps de déconstruire ensemble* », renseigne Elodie, écoutant.e. De plus, les écoutant.e.s sont formé.e.s à une « écoute à l'écrit ». « *On utilise le numérique pour faire de l'humain* », insiste Louise Delavier.

Durant le premier confinement, En Avant Toutes a réussi à ouvrir son tchat 7 jours sur 7, au vu de la situation d'urgence pour les victimes. « *Il y avait le problème d'être confinée avec son agresseur, et le téléphone pouvait être dangereux* », décrit Louise Delavier. Entre 2019 et 2020, le nombre de discussions par tchat a été multiplié par 10 : le signe d'un véritable besoin.

■ Par **Pauline Ferrari**

Le Tchat Commentonsaime.fr est accessible du lundi au samedi, de 10h à 21h.

sein du couple, l'association a choisi d'axer son action sur le numérique, à travers un tchat. « *Maintenant, on utilise le numérique pour plein de choses qui relèvent de l'intime : se rassurer, se booster, se soigner, s'exprimer... Pour nous, c'est essentiel que ce soit un espace où l'on peut aussi parler des violences* », ajoute Louise Delavier. D'autant que les plus jeunes se faisaient déjà entendre sur Internet, via des forums ou sur



2021 : féminicide dans le dico

Le mot « féminicide » vient de faire son entrée dans le Petit Larousse. Un nouveau pas vers la reconnaissance des violences faites aux femmes ?

Le 10 janvier 2021, une soixantaine de militantes du collectif Paris Collages Féminicides se sont réunies devant un mur de la capitale transformé en mémorial pour les victimes de féminicide. 111 prénoms, dont 98 sont des femmes décédées sous les coups de leur conjoint. Depuis 2019, à Paris et ailleurs, les colleuses crient leur colère à coups de slogans et d'affiches, pour rendre visible dans l'espace public un fléau trop longtemps cantonné à

la sphère intime. Pour la colleuse parisienne, Citlali Souloumiac, il était urgent de rappeler que « *le féminicide n'est pas un crime comme un autre, car il reflète un mécanisme de la violence patriarcale* ». En 2020, les signalements pour violences conjugales ont augmenté de 60% durant le second confinement. Le phénomène est loin d'être anodin.

Un mot sans valeur juridique en France

C'est l'essai américain *Femicide, The Politics of Woman Killing*, écrit en 1992 par la professeure de criminologie anglaise Jill Radford et la sociologue féministe américaine Diana Russell, qui a popularisé le terme. Le mot sera rapidement adopté au sein des associations internationales comme l'OMS ou l'ONU. Plusieurs pays ont choisi d'introduire le crime de féminicide dans

leur droit, notamment en Amérique latine. Le Costa Rica a été le premier, en 2007. En Europe, l'Espagne en 2004, puis l'Italie en 2013, ont toutes deux intégré la notion de « violence de genre » dans leur législation. En France, si le mot féminicide désigne le meurtre d'une femme en raison de son genre, ce terme n'a pas de sens légal. En droit français, depuis 2010, lorsqu'un meurtre est perpétré par un conjoint ou un concubin, il s'agit d'une circonstance aggravante qui est punie de la réclusion criminelle à perpétuité. L'association Osons le féminisme ! milite pour que le féminicide soit reconnu comme un « fait de société », alors que de nombreux meurtres de femmes sont encore qualifiés de « crimes passionnels » et relégués au rang de faits divers.

■ Par **Sandra Coutoux**



**RETROUVEZ
TOUS LES JOURS
UNE INFORMATION
QUI MET EN AVANT
LES SOLUTIONS
QUI CHANGENT
LE MONDE**

Retrouvez les articles de notre rédaction à #LIRE, les podcasts de nos émissions à #ECOUTER, nos conférences passées et à venir pour #SORTIR, toutes nos actualités #EN BREF et notre radio à écouter en #LIVE !

MOUVEMENT UP, le premier média qui met la solution au cœur de l'information

MOUVEMENT-UP.FR

SUIVEZ-NOUS







Barbara Pravi

« Mettre des mots sur ce qui nous abîme, c'est le début de la guérison »

En mai prochain, Barbara Pravi représentera la France au concours de l'Eurovision. Rencontre avec cette jeune artiste à la plume thérapeutique et engagée dans la cause des femmes.

« C'est peu de chose, mais moi, tout ce que j'ai, je le dépose là, voilà », chante-t-elle dans son titre Voilà, qu'elle défendra pour la France à l'Eurovision. Barbara Pravi sort de l'ombre, elle qui avait l'habitude ces dernières années d'écrire surtout pour les autres : Chimène Badi, Julie Zannetti ou Yannick Noah, entre autres. *« Depuis que je suis sélectionnée pour l'Eurovision, j'ai gagné en deux jours plus de followers qu'en six ans »,* sourit-elle. Une petite revanche pour celle qui a fait ses premiers pas dans l'industrie musicale dans la douleur.



Tout commence pourtant comme dans un conte de fée. À 21 ans, alors qu'elle est serveuse à Paris, elle produit un clip à ses frais pour démarcher les maisons de disque. L'une d'elles, Capitol Records, lui propose un contrat. Barbara est folle de joie, mais en réalité, elle va vivre un enfer. « *On m'habillait, me coiffait, me faisait chanter des textes qui ne me correspondaient pas. J'étais consi-*

dérée comme une poupée », se souvient-elle. Quand elle essaie de se rebeller pour défendre ses propres créations, on lui renvoie « *qu'elle n'est rien* ». Dévalorisée, affaiblie, sans soutien, elle perd confiance en elle. Une violence psychologique dont elle osera se libérer en claquant la porte du label au bout de trois ans, et en reprenant sa carrière à zéro. Elle s'entoure de personnes bienveil-

lantes, commence à écrire pour les autres, avant de retrouver l'inspiration pour elle-même en trempant sa plume dans ses propres blessures.

Une chanteuse qui porte la voix des femmes

En 2018, sa réécriture au féminin de la chanson *Kid* d'Eddy de Pretto est particulièrement remarquée. La même année, elle fait partie des 39 artistes à enregistrer une reprise de *Debout les femmes*, l'hymne féministe du MLF créé en 1971. En 2019, pour célébrer la journée internationale des femmes, elle reprend *Notes pour trop tard* d'Orelsan, qu'elle mixe avec son morceau *Malamour*. Elle décide de reverser les droits de la chanson à la Maison des femmes de Saint-Denis. L'année dernière, après un premier EP intitulé *Reviens pour l'hiver*, elle partage une chanson poignante, *Chair*, dans laquelle elle raconte un avortement traumatisant vécu à l'âge de 17 ans. « *J'ai été jugée, dévalorisée et cela a pesé sur ma construction*

de femme. Mettre des mots sur ce qui nous abîme, c'est le début de la guérison. » Si elle ne se sent pas forcément investie d'une mission, elle observe que les artistes ont de tout temps transmis des messages pour faire changer les mentalités. Aujourd'hui, elle rêve d'une société où l'éducation dès le plus jeune âge contribuerait à casser les injonctions sexistes. Si elle se réjouit d'être aujourd'hui entourée de beaucoup d'hommes féministes, elle regrette que « même eux ont encore du mal à écouter les femmes ». Elle confie recevoir chaque jour des messages de femmes qui racontent les violences qu'elles ont subies. « Pour moi, c'est aussi le signe d'un dysfonctionnement, car cela veut dire que ces femmes ne se sentent pas assez en confiance dans les commissariats pour partager leurs histoires. »

Quand les femmes reprennent leur pouvoir

« Les femmes doivent apprendre à s'aimer pour poser leurs limites

Bio express

- Naissance le 10 avril 1993 à Paris
- 2016 Elle participe au spectacle musical *Été 44*
- 2018 Elle reprend *Kid* d'Eddy de Pretto
- 2019 Elle reprend *Notes pour trop tard* d'Orelsan
- 2020 Elle sort *Chair*
- 2021 Elle représente la France à l'Eurovision

et briser ainsi les jeux de domination et les relations d'emprise », poursuit Barbara. Combien sont-elles ces femmes talentueuses et brillantes victimes du syndrome d'imposture, prises au piège du regard des hommes, en attente de validation ? Barbara l'avoue, elle a fait ce travail sur elle-même « hyper tard », mais ses relations ont changé depuis. « Mon entourage est bien plus bienveillant depuis que je m'accorde de l'amour. Je me suis détachée du

regard de l'autre. Je ne me compare plus, j'essaie juste d'être la plus honnête possible avec moi-même. » Elle admire la nouvelle génération de chanteuses qui, aujourd'hui, écrivent et composent comme Clara Luciani ou Juliette Armanet. Elle salue le courage de Pomme, qui, après avoir remporté une victoire de la musique, a dénoncé dans une tribune publiée sur Mediapart les violences sexistes et sexuelles auxquelles elle a été exposée à ses débuts dans l'industrie musicale. Le parcours de résilience de Barbara Pravi prouve aujourd'hui que les femmes artistes ont la possibilité de reprendre le pouvoir sur leur destin en affirmant leur singularité. Après *Voilà* et sa participation à l'Eurovision, cette héritière d'une chanson française à la sensibilité brute devrait sortir son premier album à l'automne 2021. ■ Par **Sandra Coutoux**

Handicap et sexualité : le statut des assistants sexuels dans le monde

Si, en France, l'accompagnement sexuel n'a pas d'existence légale, d'autres pays autorisent la pratique à travers le monde. Extrait du dossier « Handicap et sexualité », à venir prochainement sur respectmag.com.

■ Par **Geoffrey Chapelle**

• États-Unis

Outre-Atlantique, aucune loi n'interdit spécifiquement l'accompagnement sexuel, contrairement à la prostitution. Encouragée par les travaux de deux sexologues, Virginia Johnson et William Masters, la pratique apparaît dans les années 70, dans certains États comme la Californie. Via le programme Surrogate Partner Therapy, des sexologues certifiés sont autorisés à orienter leurs clients, qu'ils soient en situation de handicap ou non, vers des accompagnants sexuels formés.

• Pays-Bas

Les Pays-Bas ont autorisé l'accompagnement sexuel pour les personnes en situation de handicap au début des années 80. L'assistance sexuelle y est aujourd'hui considérée comme un soin, et certaines prestations sont même remboursées par l'assurance sociale ou les collectivités locales.

RESPECT.



• Danemark

La prostitution est dépénalisée depuis 1999, mais les services d'accompagnement sexuel des personnes en situation de handicap existent depuis 1987.

Aujourd'hui, une aide sociale leur est allouée pour leur permettre de bénéficier des services d'un.e assistant.e sexuel.le ou d'un.e prostitué.e.

• Belgique

En Belgique, où la prostitution est légale, l'assistance sexuelle n'est pas interdite par la loi, mais peu répandue, car le métier n'est pas officiellement reconnu. Des organisations comme Aditi forment des personnes à devenir des accompagnants sexuels, et les mettent en relation avec des personnes en situation de handicap. À ce jour, on compte une centaine de personnes proposant ces services, et certaines mutuelles remboursent une partie des consultations d'aide à la sexualité pour les personnes âgées ou en situation de handicap.

• Japon

Au Japon, l'organisme White Hands accompagne des personnes en situation de handicap dans leur sexualité. On nomme ces travailleurs sociaux « les mains blanches », car ils portent des gants blancs et proposent uniquement des services de masturbation. Les prestations sont financées par des aides publiques et dispensées par des professionnels de l'assistance à domicile ou des infirmières.

• Suisse

De nombreuses formations d'assistant sexuel pour les personnes âgées ou en situation de handicap existent en Suisse, et sont dispensées par des associations telles que Sexualités et handicaps pluriels ou Corps solidaires.

À noter que chez nos voisins helvétiques, où la prostitution est légale et encadrée, les assistants sexuels sont considérés comme des travailleurs du sexe, excepté à Genève.





L'héritage d'Aaron Swartz, architecte du web

Huit ans après sa mort, la figure d'Aaron Swartz continue à hanter Internet. De par ses idées, cet hacktiviste a profondément structuré le web que l'on connaît aujourd'hui.

11 janvier 2013 : Internet est en deuil. Aaron Swartz, 26 ans, se suicide dans son appartement new-yorkais. Celui qui est considéré comme l'un des architectes du web s'éteint un mois avant son procès fédéral, procès qui, au-delà de l'avoir ruiné financièrement, l'a épuisé psychologiquement. Selon ses proches, il était « harcelé » par le FBI et l'ordre judiciaire. Son crime ? Avoir téléchargé 4,8 millions d'articles scientifiques.

Le parcours d'Aaron Swartz est singulier : il sait lire à 3 ans, programmer à 8 ans, et contribue dès ses 14 ans à des projets qui feront date dans la culture de l'Internet libre. Il participe notamment à la création du format RSS, qui permet d'actualiser les sites web. De même, il aide au développement de la licence Creative Commons, qui permet de rendre accessibles des œuvres de manière légale, en les libérant des droits de propriété intellectuelle, et participe activement à des projets comme Wikipédia ou Reddit. Écrivain, informaticien mais aussi militant politique : Aaron Swartz s'engage très jeune pour un Internet libre, et pour l'accès gratuit aux connaissances. Ce sont ces idées qui le mèneront à télécharger presque 5 millions d'articles scientifiques, pour lesquels il sera accusé de fraude électronique, et d'une dizaine d'autres chefs d'accusation. Pourtant, huit ans après sa mort, l'ombre d'Aaron Swartz continue de planer sur le web,

Huit ans après sa mort, l'ombre d'Aaron Swartz continue de planer sur le web, tant par ses créations que ses idées.

tant par ses créations que ses idées. « Il a mis en avant sa personne à travers un grand nombre de combats. Il n'a jamais joué à la star : cela explique l'effacement de la personne au profit du projet collectif », explique Anne Cordier, maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Rouen.

Un héritage omniprésent mais invisibilisé

« C'est un héritage à la fois puissant, qui structure une grande partie de nos pratiques quotidiennes sur le web, et, en même temps, assez invisibilisé », détaille Anne Cordier, qui a monté avec Sophie Bocquet-Tourneur, professeure documentaliste, un projet autour d'Aaron Swartz et de son héritage. Car si les créations et les idées demeurent, le nom même de l'hacktiviste a tendance à être élué. « Aaron Swartz n'a pas généré d'argent, et on est dans une société qui va mettre en avant les Zuckerberg et Steve Jobs : la réussite d'un jeune

considéré comme différent n'est pas donné comme un modèle enviable », explicite-t-elle. Au-delà d'être un penseur, Aaron Swartz était dans la mise en pratique de ses convictions : des lignes de codes à son engagement politique contre le Stop Online Piracy Act (SOPA). « Framasoft ou la Quadrature du Net sont dans des prolongements des combats d'Aaron Swartz : le partage et la circulation des savoirs, des codes, des données, de l'information... Dans la volonté aussi de faire du web un espace de liberté, qui ne se soumet pas au contrôle politique », décrit Anne Cordier. Malgré un web de plus en plus contrôlé par les géants des GAFA, la culture de l'Internet libre résiste encore et toujours.

■ Par **Pauline Ferrari**



Ils préparent le monde d'après

KisskissBankbank et
MOUVEMENT UP s'associent
pour mettre en avant des porteurs
de projet visant à concevoir
une société plus juste,
plus égalitaire, plus durable.





« Les gens veulent soutenir les commerçants de proximité »

La plateforme en ligne EthicAdvisor aiguille les citoyens qui veulent s'engager dans une consommation plus responsable.

Que proposez-vous exactement ?

Youna Zerrouki, chargée de la communication : L'idée a vu le jour en 2018 grâce à Éric Taillard et Adrien Chauve. L'idée : apporter des solutions aux personnes qui ont cet objectif de consommer éthique pour qu'elles puissent s'y retrouver. Quelle que soit la problématique de consommation responsable, on veut pouvoir y répondre sous les angles de la santé, la société et la planète. Cela passe par une appli de scan pour les produits du quotidien, mais aussi par une sélection de produits à impacts positifs qu'on va chercher et qualifier nous-même. Sur EthicAdvisor, on peut chercher des biens en fonction de critères objectifs au niveau des

conditions de l'entreprise, des ingrédients, du transport, entre autres. Mais il y a surtout une personnalisation possible dans le calcul. Et ce, pour adapter les notes des produits (les « ethicoscores ») en fonction de ce qui nous est cher. On a tous une grille de critères différente.

Vous avez lancé une campagne de crowdfunding l'an dernier... Pour quelle raison ?

On s'est rendu compte que les consommateurs veulent véritablement rencontrer des producteurs locaux et éthiques, découvrir des boutiques de proximité. D'où notre volonté d'aller plus loin que les achats en ligne et de recenser les commerces engagés, tendant au zéro déchet, les Amap, etc.



On veut que les personnes puissent découvrir des adresses en fonction de leurs propres critères, près de chez elles. L'outil que nous développons, et qui devrait être prêt pour l'été 2021, permettra à toutes et tous de se géolocaliser et de savoir en un clic que tel ou tel produit souhaité est disponible en boutique, tout près. Ainsi, on entend favoriser le lien social et les personnes pourront, plutôt que de commander en ligne un produit, le chercher dans le commerce.

Depuis le début de la pandémie, avez-vous observé des évolutions de comportements ?

Les gens veulent soutenir les commerçants de proximité et demandent plus de local, on l'a observé ces derniers mois. Nous avons remarqué que les gens recherchaient de plus en plus d'informations avant de penser à acheter des produits. Ils veulent déchiffrer l'impact des produits consommés. Certains évoluent dans leurs comportements et veulent s'engager dans une consommation plus responsable, mais ne savent pas encore comment s'y prendre. On est là pour les aiguiller. D'autres ont une idée plus précise et savent comment ils veulent consommer, il n'y a plus qu'à trouver la bonne adresse, le bon produit...

■ Par **Philippe Lesaffre**

Autres projets

Phenomenal Women Global

ONG présente en Ouganda et en Suisse depuis 2019, Phenomenal Women Global (PWG) accompagne des femmes immigrées pour les aider à s'intégrer dans le marché du travail en Suisse, dans un souci de justice sociale, de parité et afin qu'elles puissent mieux évoluer dans leur carrière. Pour y parvenir, la structure solidaire PWG souhaite monter un espace d'échange, de séminaires, de mentorat et de formations (un « Women's Hub ») pour que ces femmes puissent monter en compétences, afin, explique-t-elle sur la plateforme Kisskissbankbank, d'« améliorer leurs moyens de subsistance » et les aider, si elles le souhaitent, à créer leur propre entreprise.

Concrètement, l'ONG a lancé une campagne de crowdfunding pour notamment aider, à partir de juin 2021, 40 femmes. Les fonds récoltés serviront à couvrir les frais des animateurs et des experts qui dispenseront des ateliers, ainsi que les frais d'aide à l'enseignement pour un groupe de femmes entrepreneures.

Foodwise

Un tiers des aliments produits sur la planète sont jetés sans être consommés. Une statistique insupportable quand on sait que près de 385 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté, selon l'Unicef. Depuis 2018, l'entreprise sociale Foodwise, tout en sensibilisant, récupère des invendus dans les hôtels et les supermarchés pour les redistribuer à des enfants dans le besoin, via des partenaires locaux. Foodwise opère sur l'île Maurice, à Madagascar, en Côte d'Ivoire et au Maroc. Vous pouvez l'aider sur la plateforme Kisskissbankbank.





Estampe

Baume à lèvres, crème anticernes, poudre matifiante ou bronzante... Estampe, c'est un maquillage qui se veut non-genré, il est d'origine naturel, éco-conçu, sans conservateur et rechargeable. Pour démarrer la production, l'équipe a fait appel au public via une campagne de crowdfunding sur Kisskissbankbank. « *Je veux ajouter une marque pour que les gens cultivent leur confiance en eux et consomment sans surconsommer* », indique la fondatrice Anne Wonner.



cahier de saison
Le Printemps



Les premiers rayons du soleil affolent notre besoin de vitamine D et celui de remonter nos manches au bord de la fenêtre pour faire chauffer notre peau à la douceur des rayons du soleil. C'est aussi le moment où l'on renoue avec la nature, où l'on peut être un peu plus dehors et voir pousser tout ce qu'elle a pu apporter sur nos tables pendant ces derniers mois.

Le printemps fait germer la nature

Petits bijoux de vitalité, les graines à germer offrent une diversité qui vous permet de varier les plaisirs. Très riche en vitamines et en protéines, elles permettent aussi de vite ressentir une sensation de satiété. Vous pouvez les déguster régulièrement dans votre journée sans même avoir besoin de culpabiliser.

La plus populaire d'entre elles : la lentille. Elle est riche en protéines et en minéraux essentiels. Les graines d'alfalfa, encore appelé luzerne, ont ce petit goût amer qui leur donnent un goût de « reviens-y ! »

La magie des graines : elles s'activent toutes seules

Il faut savoir qu'une graine ne pousse pas grâce à la terre et à l'eau que l'on y verse dessus. Pour pousser, la graine ne compte que sur elle-même, et sur une réserve de minéraux, de vitamines, d'enzymes nécessaires qui sont réveillés avec l'eau. Les graines possèdent donc une énergie qui leur permet de rester endormies pendant

longtemps et de se réveiller dès que vous allez les planter. Elles deviennent un aliment réellement vivant, avec un apport en nutriments plus important que la graine seule. De plus, le processus de germination permet une meilleure assimilation des nutriments par l'organisme.

Faire germer des graines , mode d'emploi :

- Choisissez des graines « à germer » dans un magasin si possible bio.
- Remplissez un bol d'eau et mettez les graines que vous souhaitez faire germer pendant 1 nuit.
- Après une nuit, rincez les graines.
- Disposez les graines dans une assiette creuse ou remplissez un germoir.
- Maintenez les graines toujours humides, en les vaporisant tous les jours.

Au bout d'un jour, les premiers germes apparaîtront. Quand vous souhaitez les consommer, rincez-les et égouttez-les. Vous pouvez les conserver quelques jours au réfrigérateur.



Détox grâce à la sève de bouleau

À prendre sous forme de cure, la sève de bouleau a une apparence liquide et un goût légèrement sucré qui permet de faciliter le rendez-vous quotidien, à jeun, le temps de la cure. Cette sève a une fonction purifiante des reins, de la flore intestinale et soutient l'immunité de l'organisme. Son effet drainant et anti inflammatoire lui prodigue une place de choix dans les rayons des magasins diététiques aux mois de mars et avril.

La sève de bouleau compte plus d'une dizaine de vitamines, 17 acides aminés, du magnésium, du silicium, du potassium, de la manganèse, du fer et du zinc rien que ça !

Comment réussir sa cure ?

Pour un effet optimal – et selon la marque que vous achetez – il est conseillé d'en boire un verre à jeun, le matin, de 7 à 21 jours.





L'indispensable huile essentielle de niaouli

Considéré comme le remède anti-infectieux incontournable des bibles des huiles essentielles, cet arbre de Nouvelle-Calédonie voit sa popularité grandir. Il a aussi été introduit à Madagascar et en Floride. Sans doute l'huile essentielle antivirale la plus efficace contre les maladies des voies respiratoires mais aussi d'origine virale ou bactérienne (bronchite, rhume, rhinite ou grippe).

L'huile essentielle de niaouli est antifongique. Elle est recommandée contre les infections gynécologiques et de nombreux problèmes

dermatologiques. À cette longue liste s'ajoute aussi une action stimulante du système veineux, elle peut être utilisée comme raffermissant sur les tissus. Elle est aussi conseillée contre les gastro-entérites.

Comment l'utiliser ?

- 1 à 2 gouttes 3 fois par jour dans une cuillère à café de miel, d'huile d'olive, sur la mie du pain
- A diluer dans 20% d'une huile de massage et à appliquer deux fois par jour sur le torse ou encore en inhalation ou diffusion pour dégager les voies respiratoires.
- Lire les contre-indications et demander conseils à votre médecin avant tout usage.



Comprendre

Dès 1972, le rapport Meadows, commandé par le Club de Rome, alertait sur les impacts du modèle capitaliste au regard des ressources naturelles limitées. Doit-on pour autant changer de système ? Peut-on recycler le capitalisme ? MOUVEMENT UP fait le point.

Chloé Morin :

« En France, la peur du déclassement est forte »

42

Renaud Duterme :

« Le capitalisme ne prospère qu'au détriment d'une partie de la population »

46

Olivier Bonfond :

« Il faut accepter avec sérénité la nécessité d'une révolution »

52

Rapport Meadows : de l'alerte à l'oubli

56

Peut-on soigner le capitalisme ?

60

Benjamin Coriat :

« Les communs concilient les deux impératifs que sont la préservation des écosystèmes et le renouveau de la démocratie »

64

Michel Bauwens :

« Il faut passer du mono-capitalisme au multi-capitalisme »

72

Comment traquer l'argent sale ?

Les propositions d'un juge

76

Quand les médias permettent de limiter les dérives

80

« The Great Reset »
ou l'erreur de com' devenue complot

82

Bibliographie

86





Chloé Morin

« En France, la peur du déclassement est forte »

Selon le dernier baromètre de la confiance politique*, publié en février 2021, 41 % des Français souhaitent une réforme en profondeur du système capitaliste. Cette défiance envers le capitalisme cache, selon l'analyste politique et experte de l'opinion publique Chloé Morin, un malaise social et un sentiment d'injustice spécifique à la France.

Pourquoi les Français souhaitent-ils une réforme du système capitaliste ?

Le sondage de Sciences Po résonne avec un autre sondage réalisé par l'Institut IPSOS sur la démocratie, qui indiquait qu'une majorité de Français avait tendance à penser que le pouvoir est concentré entre les mains des élites économiques. La défiance des Français envers le capitalisme est donc une défiance

envers la toute-puissance de la finance, qui décide des délocalisations, des licenciements et impose la rentabilité au détriment de l'humain. En France, il y a un immense sentiment de manque de reconnaissance au travail, comparé à nos voisins européens, et cela génère beaucoup de souffrance. De nombreuses enquêtes ont démontré qu'au quotidien nous accumulons les difficultés de pouvoir d'achat,

*Le Baromètre de la confiance politique est une enquête académique annuelle menée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po, en partenariat avec Fondapol, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean-Jaurès, la Mutuelle Intériale et la prestigieuse Université Internationale des Études Sociales Guido Carli.

le manque de reconnaissance au travail, la peur du déclassement – près de la moitié d'entre nous estimons que notre niveau de vie s'est dégradé ces dernières années. Il y a aussi la conscience croissante que ce modèle économique encourage la consommation au détriment de la planète et des humains.

Bien avant la crise sanitaire, en 2018, 39 % des Français imaginaient déjà une dégradation de la situation économique. Pourquoi un tel pessimisme ?

Aux États-Unis, on peut peut-être encore croire pouvoir partir de rien et s'élever socialement par la

force du travail. En France, la réussite dépend plutôt de son réseau. Notre système a tendance à favoriser les personnes issues de familles qui possèdent déjà le capital social, économique et culturel. Selon une étude de l'OCDE, publiée en 2018, il faut six générations en France pour sortir de la pauvreté. La France est une mauvaise élève de la mobilité sociale, or la promesse du capitalisme, c'est le progrès. Ce système économique s'est construit sur l'idée que l'avenir sera meilleur pour nos enfants. Aujourd'hui, chacun peut constater qu'un Bac +5 ne protège plus du chômage. Les Français sont les plus pessimistes d'Europe,

car la peur du déclassement est forte. Les Gilets jaunes exprimaient, à travers le témoignage des travailleurs pauvres, ce sentiment de perdre le contrôle de sa propre vie. Si le mouvement n'a pas réussi à trouver des débouchés concrets, les causes profondes, qui ont poussé une partie de la population à occuper les ronds-points, n'ont pas disparu.

La crise sanitaire peut-elle créer ce « nous » dont la société française semble manquer ?

Le « nous » semble avoir disparu devant la montée de l'individualisme, la fragilisation économique et la disparition des lieux qui créaient autrefois du commun, comme les colonies de vacances ou le service militaire. Le sentiment d'appartenance est en crise. La pandémie a fait émerger de nombreuses actions de solidarité, mais a aussi révélé les fractures sociales existantes. Nous vivons dans un système individualiste et ce système ne nous convient pas. Le culte de l'individualisme ne nous aide pas à construire des repères rassu-

« La France est une mauvaise élève de la mobilité sociale. Il faut six générations en France pour sortir de la pauvreté. »

« La crise sanitaire a fait émerger de nombreuses actions de solidarité, mais a aussi révélé les fractures sociales existantes. »

rants dans un monde de plus en plus complexe. Les sentiments persistants d'injustice sociale et de malaise devraient alerter le pouvoir politique, car ils sont dangereux pour la bonne santé de la démocratie.

De nombreux citoyens pensent que les entreprises sont plus puissantes que les États, et décident du sort du monde. Est-ce une vision complotiste ?

Dans mon dernier livre, *Le Populisme au secours de la démocratie*, j'explique que critiquer le système ne signifie

pas être complotiste. Penser que la politique peut être influencée par des lobbies, c'est observer des faits. Le géant des pesticides Monsanto, par exemple, a caché des informations pendant des années pour continuer à commercialiser des produits dangereux, comme le glyphosate. En revanche, un complotiste cherche une réponse simple à des enjeux complexes, cela l'aide à mieux accepter une situation pour se rassurer. C'est ce qui conduit certains à remettre en question l'existence même des attentats du 11 septembre, par exemple. L'histoire a démontré

que la montée des extrêmes se nourrit du terreau fertile de la crise sociale et des inégalités. Aujourd'hui, le repli vers l'extrême droite n'est plus juste une menace en l'air. La gauche parle de moins en moins de justice sociale et le sujet peine à s'imposer dans l'agenda médiatique. Il est porté par les syndicats et par la société civile. Partout, si les peuples semblent se dresser contre la démocratie, et s'attaquer au « système », c'est – au moins, en partie – parce que ce système ne joue plus son rôle.

■ Propos recueillis par
Sandra Coutoux



Les livres de Chloé Morin

- *Le Populisme au secours de la démocratie ?* (Éditions Gallimard, 2021)
- *Les Inamovibles de la République* (Éditions de L'Aube, 2020)

Renaud Duterme

« **Le capitalisme ne prospère qu'au détriment d'une partie de la population** »



Selon l'enseignant et auteur Renaud Duterme, ce qui manque dans de nombreuses analyses sur le capitalisme, c'est sa dimension géographique. Pourtant, tout au long de l'histoire, « celle-ci lui a toujours été nécessaire, et elle lui a permis de surmonter ses contradictions à plusieurs reprises ». En quoi cet aspect territorial nous éclaire sur les crises que rencontre le capitalisme ?

« *Le système du capitalisme est peut-être celui qui a le plus bouleversé notre monde* », démarre Renaud Duterme, auteur du *Petit manuel pour une géographie de combat* (La Découverte, 2020). À MOUVEMENT UP, le professeur de géographie, membre du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), esquisse quelques pistes pour que des pans entiers de la société puissent « *échapper à la sphère marchande* ».

Vous écrivez que des formes de capitalisme sont apparues avec la découverte des nouveaux mondes. Comment ces îlots capitalistes se sont-ils mis en place puis développés ?

Le capitalisme présente plusieurs caractéristiques telles que la recherche d'un profit permanent, l'accumulation de richesses et la concurrence. Mais ce qui caractérise, à mon sens, véritablement le capitalisme, c'est la mainmise de l'économie sur l'ensemble de la société. Or, cette mainmise a démarré avec la naissance du commerce de longue distance.

La sphère marchande capitaliste va s'autonomiser, se dédouaner des règles des sociétés. C'est ce qui explique pourquoi le capitalisme est né en Europe. Du fait de l'émiettement du féodal, il y avait une liberté du monde marchand qui pouvait jouer sur la concurrence entre les différents seigneurs, les différents États. C'est ainsi que certaines cités, Venise ou Gênes, peuvent être considérées comme des îlots capitalistes dans un monde qui ne l'est pas encore. En pratiquant le commerce de longue distance, loin de leurs territoires, les marchands étaient de moins en moins soumis à leur pouvoir public. Et une liberté s'est créée petit à petit. Avec la découverte du nouveau monde transatlantique, on verra des États soutenir ce commerce de longue distance, voire se soumettre aux puissances marchandes. Ils seront à leur disposition et s'endetteront vis-à-vis de ces derniers.

Et, en parallèle, dans de nombreux pays, à commencer par la Grande-Bretagne, il y aura une dépossession des agriculteurs

de leur terre, ce qui va les forcer à dépendre du marché pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et à vendre leur force de travail ; c'est du prolétariat (selon le terme marxiste).

Vous parlez de crises de surproduction, dans votre ouvrage. Qu'entendez-vous par là ?

L'intérêt du capitalisme, c'est de réduire les coûts, notamment via des baisses de salaire, puisque c'est ce qui coûte le plus cher dans une entreprise. Or, c'est la main-d'œuvre qui achète les produits du capitalisme. Les capitalistes produisent, mais n'arrivent pas à tout vendre. Ce sont des crises de surproduction. Des crises qui sont résolues par plusieurs mécanismes. Notamment par la géographie. C'est-à-dire vendre « ailleurs » ce que l'on ne peut pas vendre là où on a produit. Trouver de nouveaux marchés pour éviter de stagner. Au 19^e siècle, l'urbanisation, la construction du bâti et des routes pour les transports, permettront également de trouver des débouchés,

« Les capitalistes produisent, mais n'arrivent pas à tout vendre, ce sont des crises de surproduction. »

des nouveaux marchés, et faire tourner l'économie. Le capitalisme, c'est comme un vélo, il faut pédaler en permanence. Car un capitalisme qui ne produit plus, ça n'a plus de sens.

Le capitalisme ne peut, selon vous, prospérer sans violence et sans contrôle des territoires ? C'est forcément un rapport de force marchand ?

Je ne considère pas le capitalisme comme un mal absolu et je reconnais qu'il y a eu de bonnes choses, notamment un progrès en matière de niveau de vie, mais force est de reconnaître que le capitalisme ne peut prospérer qu'au détriment d'une partie de la population. Puisqu'en produisant en permanence, on abîme la planète, les écosystèmes, et on exploite des populations. Le capitalisme est intrinsèquement violent. C'était flagrant durant les siècles précédents, mais cette violence est encore présente de nos jours. Exemple, en Chine, avec l'esclavage de nombreuses catégories de personnes en vue de produire en masse, ou au Congo

pour l'extraction des minerais destinés à la révolution numérique. Cela se traduit également par de la pollution sans nom, une évacuation de déchets sur des territoires lointains. Autre exemple :

la consommation de viande, perçue comme un progrès. Pour faire face à la demande, il y a notamment un accaparement de terres, au Brésil en particulier. Les nouvelles technologies ont permis d'aller beaucoup plus loin et, pour réduire les coûts, de produire de l'autre côté de la planète. Mais c'est une fuite en avant, la concentration des richesses est toujours plus importante, les riches de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.

C'est violent, et source de conflits...

À la fin des Trente Glorieuses et le choc pétrolier dans les années 70, les gens ont été équipés en produits du quotidien, et cela a saturé les marchés. Mais le capitalisme a su s'adapter. Toujours est-il qu'il a besoin de conquérir de nouveaux marchés ;

sinon, il y a un souci. Chaque pays est ainsi tenté d'élargir sa zone de conquête et, forcément, on ne peut le faire qu'au détriment des autres. Tout ceci provoque de nombreuses tensions qui ne vont pas toutes jusqu'au conflit direct, comme on le voit actuellement entre la Chine et les États-Unis.

Y a-t-il encore « des aspects de la vie qui demeurent sans l'emprise du capital », comme vous l'écrivez dans votre livre ? Si oui, comment les sauvegarder ?

Pour limiter les déséquilibres sociaux et environnementaux, on peut remettre en question les politiques libérales. Il ne reste plus grand-chose qui échappe à la logique marchande. De nos jours, même les hôpitaux publics fonctionnent comme des entreprises, ce que l'on a pu observer durant la crise sanitaire. C'est dommageable. Or, heureusement, il reste des pans de la société qui résistent encore un peu. Les services publics, la sécurité sociale. Il faut les sauvegarder, comme le logement, en contrôlant les loyers.

Dans le domaine de la santé et de l'éducation, c'est prioritaire. Je pense qu'il faudrait envisager de se réapproprier des services publics pour les rendre plus démocratiques. Cela pourrait être des secteurs gérés par des représentants politiques, syndicaux, ainsi que par des représentants d'usagers. Il pourrait y avoir des conseils d'administration pas seulement orientés par des chiffres. Cette crise sanitaire est l'occasion à ne pas manquer pour qu'on se (re)prenne en main. Mais il faut le savoir : les changements ne se font pas uniquement dans les urnes, ils se font aussi via des luttes sociales.

Vous écrivez aussi qu'il est impossible de limiter la crise écologique sans rompre avec la logique capitaliste...

Il convient au moins de rompre avec... certains principes du capitalisme. Il faudrait le brider. C'est un système dont l'objectif est d'accumuler de l'argent, donc il s'agit de produire plus et de transporter plus. Or, on le sait, pour entamer la transition écologique nécessaire, il faut produire moins, transporter moins. D'où la contradiction.

À mon avis, il ne faut pas relancer la demande pour la croissance, mais il ne faut pas non plus se contenter de stopper des secteurs polluants comme

le secteur aérien, car il y aurait un risque social. Des personnes se retrouveraient sans emploi. Pour moi, on pourrait envisager une reconversion de nombreux secteurs et une réduction du temps de travail. Cela peut passer par la création d'une instance (que ce soit un ministère ou pas) de la reconversion économique. L'idée : fermer des secteurs moins utiles, et changer de direction... Comme on l'a vu durant la crise avec des entreprises qui se sont lancées dans la fabrication de produits dont elles n'avaient pas la charge auparavant.

Mission difficile ?

Tout à fait, c'est un combat de titans ! Je ne dis pas que cela marchera. Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. Il ne suffit pas de le renverser comme on renverserait une dictature. Et, par ailleurs, on baigne dedans. On est tous capitalistes, en contribuant à son développement. On achète des ordinateurs, des voitures...

« La concentration des richesses est toujours plus importante, les riches de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. »

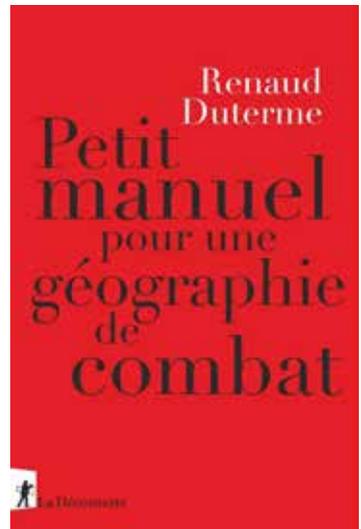
« On abîme la planète, les écosystèmes, et on exploite des populations. »

Cette période si particulière est-elle propice à la réflexion ? Les prises de conscience paraissent nombreuses, non ?

En 2020, on a pris conscience qu'il était bon de ralentir. On a compris aussi que l'argent ne manquait pas, contrairement à ce que l'on pouvait raconter. Il faut vraiment déconstruire certains discours et travailler sur des nouveaux imaginaires. En particulier sur l'argent. Mais il faut surtout comprendre que les changements ne viennent pas d'en haut. Cela doit partir de la base. Il faut lutter. Il ne suffit pas de demander pour que des préconisations soient acceptées par les autorités. Tous les acquis sociaux ont été gagnés après de rudes batailles. Je ne suis pas naïf. Il faudrait en outre que les mouvements, les collectifs, les associations, qui sont parfois en vase clos, sans connexion avec le réel, fassent leur autocritique, se réunissent et formulent quelques revendications communes, non éloignées du quotidien des citoyens, des propositions fédératrices.

Vous évoquez « le concept d'autogestion territoriale » qui pourrait « redonner un pouvoir de décision aux habitants et donc une véritable autonomie à une unité géographique ».

Ce n'est pas l'alternative qui fait le mouvement, mais le mouvement qui crée l'alternative. Ces unités autogérées peuvent prendre plusieurs formes selon les territoires, que l'on soit en zone urbaine ou rurale. Je pense, par exemple, à des comités de quartier. Elles peuvent également voir le jour en entreprise. Donnons le pouvoir à celles et ceux qui connaissent vraiment le terrain. Mais ne mettons pas la charrue avant les bœufs, créons d'abord les conditions pour créer le changement. Par exemple : la nécessaire relocalisation alimentaire. Comment y arriver sans sortir des traités de libre-échange, sans revendiquer une réforme agraire, sans que les pouvoirs publics encouragent la propriété de la terre chez les petits propriétaires ? Il faut se donner les moyens de l'autonomie. ■ Propos recueillis par **Philippe Lesaffre**



Capitalisme, géographie et déforestation

En 2020, la forêt couvrait 31,2 % de la surface du globe (4,1 milliards d'hectares), contre 31,9 % en 2000, soit presque 100 millions d'hectares en moins, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. En cause : la conversion des zones boisées en terres cultivables ou en pâturages.

Venezuela

Déforestation due à l'exploitation minière d'or, de diamant et de nickel, parfois illégale par des bandes armées (conditions de travail abusives) avec une exportation clandestine.

(Sources : Human Right watch, WWF)

République démocratique du Congo

En 2019, perte de 475 000 hectares de forêt naturelle, ce qui place le pays en 2^e position (derrière le Brésil) des nations les plus touchées par la déforestation cette année. En cause : l'agriculture paysanne et commerciale, l'utilisation massive du charbon de bois pour l'énergie, et l'exploitation forestière illégale pour l'export et la concession à des entreprises.

(Sources : Greenpeace, Global Forest Watch, WWF)

Amazonie

Elle abrite 10 % de la biodiversité mondiale, 550 millions d'hectares de forêts denses, le tiers des forêts tropicales humides restantes de la planète, mais elle est menacée par l'homme. Plus de la moitié de la déforestation en Amazonie est liée à la conversion de forêts en zones de culture (de soja) ou de pâturage (élevage de bétail). Au Brésil, entre 2019 et 2020, plus de 11 000 km² de forêt tropicale ont été rasés, par exemple. (Sources : WWF, Science)

Birmanie

Perte de zones forestières en raison de l'exploitation (parfois illégale) de bois de teck, un matériau très demandé en Chine et en Europe. (Sources : WWF, National Geographic)

Australie

Dans la région du Queensland, près de 300 000 hectares d'arbres sont abattus chaque année. Cela se poursuit malgré les mégafeux (pour l'agriculture et le pâturage de bovins).





Olivier Bonfond

**« Il faut accepter
avec sérénité
la nécessité
d'une révolution »**

Olivier Bonfond est un économiste belge, auteur de « Il faut tuer TINA ». Il défend la construction d'un autre système, dans lequel la planète et les peuples passeraient avant la recherche du profit. Entretien.

« L'eau, l'air, les sols, mais aussi la santé, l'éducation, l'agriculture, la monnaie... ne peuvent pas être considérés comme des marchandises. »

À quel moment le capitalisme est-il devenu néfaste pour l'humain et la planète ?

Le capitalisme contemporain a acquis cette capacité destructrice depuis le tournant néolibéral amorcé à la fin des années 1970. Un tournant qui s'est appuyé sur une crise économique majeure, le choc pétrolier, mais aussi sur les théories ultralibérales des think tank de l'école de Chicago ou de la Société du Mont Pèlerin, fondée par les économistes Friedrich van Hayek et Milton Friedman. En réaction au keynésianisme de l'après 1945, les gouvernements ont favorisé l'économie de marché à l'échelle mondiale. Cela s'est traduit par le recours à la privatisation, la dérégulation du système bancaire et la libéralisation des capitaux. Ce néolibéralisme a donné naissance à des puissances financières gigantesques qui peuvent nous faire penser que le système actuel est devenu fou et incontrôlable. Mais ne nous y trompons pas, le capitalisme mis en œuvre au cours des cinq siècles précédents n'avait rien à envier à celui d'aujourd'hui.

La traite des noirs menée entre les 16^e et 19^e siècle, le travail des enfants dans les industries européennes au 19^e, la colonisation et le pillage des ressources naturelles aux 19^e et 20^e, les deux guerres capitalistes mondiales au 20^e siècle, broyaient déjà tout sur leur passage. Un des seuls moments où le capitalisme a été un peu régulé et encadré, c'est pendant la période 1945-1975, aussi appelée les « Trente glorieuses », mais l'amélioration des conditions de vie d'une partie des populations des pays du Nord s'est faite au détriment du pillage des ressources et de l'exploitation des travailleurs et travailleuses au Sud.

De quels pouvoirs les citoyens disposent-ils pour faire émerger un système qui respecterait davantage les êtres humains et la planète ?

Il y en a beaucoup et peu à la fois. Même si cela peut paraître dérisoire, agir individuellement dans son quotidien est fondamental, car comment convaincre de la possibilité d'un autre monde si l'on n'intègre et n'applique pas soi-même ces valeurs ?

Les possibilités d'agir sont multiples. Changer son mode de transport, diminuer fortement sa consommation, manger local et biologique, apporter son aide à des personnes en détresse (sans-papiers, sans-domicile, réfugiés, etc.), sont autant d'actions utiles et nécessaires. Pour construire un monde meilleur, il est également fondamental d'agir là où l'on se trouve, en participant à des initiatives et des actions locales. La production locale d'aliments, la gestion de jardins collectifs, les groupes d'achats communs (GAC), les mouvements des « villes en transition », les associations d'éducation populaire ou culturelles, les collectifs de soutien aux sans-papiers et réfugiés, les actions collectives contre des projets nuisibles à l'environnement, sont autant de moyens d'actions. Elles montrent que des victoires sont possibles et permettent de transformer notre sentiment individuel d'impuissance en une force d'action collective.

« Il existe des alternatives simples, crédibles et immédiatement réalisables pour remettre la finance à sa juste place. »

Bien sûr, c'est avant tout par une action politique collective que l'on parviendra à transformer en profondeur la société, via des alternatives globales.

Pourquoi ces alternatives ne se concrétisent-elles pas ?

Selon moi, parce que ces alternatives vont directement à l'encontre des intérêts des puissances économiques et financières, et parce que les hommes et les femmes politiques au pouvoir, que ce soit par peur, aveuglement, cynisme, facilité ou collaboration consciente, servent les intérêts de ces mêmes puissances. Il faut l'admettre, il y a toujours bel et bien une lutte des classes. Des changements démocratiques profonds sont nécessaires pour sortir des caricatures de démocratie dans lesquelles nous vivons et pour remettre la politique sous le contrôle des citoyens et à leur service. Dans mon livre, *Il faut tuer TINA*, je développe 27 solutions qui vont dans ce sens, parmi lesquelles des mandats électoraux courts, non cumulables, révocables, mesures déjà

appliquées par la Commune de Paris, qui fête cette année ses 150 ans.

Quelles sont les solutions qui permettraient de protéger les biens communs de l'humanité ? L'eau, l'air, les sols ?

Emmanuel Macron a dit quelque chose de juste lors de son discours, le 12 mars 2020 :

« Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. »

Le secteur privé capitaliste n'est pas capable de placer la satisfaction des besoins sociaux et le respect de la nature avant le profit. Par conséquent, tous les secteurs stratégiques devraient être socialisés. L'eau, l'air, les sols, mais aussi la santé, l'éducation, l'agriculture, la monnaie ne peuvent pas être considérés comme des marchandises. Ils doivent être considérés comme des biens communs de l'humanité et gérés comme tels par la collectivité. Il est très important de parler de socialisation plutôt que de nationalisation, car ce n'est pas parce qu'une entreprise

est détenue par l'État qu'elle fonctionne forcément dans le sens de l'intérêt général. Il faut donner à ces entreprises ou secteurs une mission de service public, ce qui n'exclut pas la possibilité de faire des profits, mais cet objectif n'est plus considéré comme la priorité. Il est également très important de développer l'économie coopérative et solidaire, qui relève de l'initiative privée mais qui n'a rien à voir avec la logique capitaliste, en appliquant trois principes-clés : priorité à l'utilité sociale, rémunération limitée du capital et gestion démocratique. Au niveau mondial, il existe environ 1,4 million de coopératives qui emploient plus de 100 millions de salariés. L'économie coopérative fait donc déjà partie de la structure économique de nos sociétés. Il faut la renforcer.

Que diriez-vous aux personnes qui ont peur d'un changement de système, ou à ceux qui pensent qu'il est impossible de le transformer à un niveau planétaire ?

Je commencerais par dire que ce qui est irréaliste et dangereux,

c'est de penser que l'humanité va pouvoir continuer à vivre dans un tel système, totalement destructeur et insoutenable. Ensuite, je dirais : oui, c'est possible ! On peut parfaitement aborder un changement de direction, transformer radicalement nos modes de production et de consommation, et nos relations avec les êtres humains et la nature. Il existe des alternatives simples, crédibles et immédiatement réalisables pour remettre la finance à sa juste place, pour diminuer radicalement le poids

« Ce qui est irréaliste et dangereux, c'est de penser que l'humanité va pouvoir continuer à vivre dans un tel système, totalement destructeur et insoutenable. »

de la dette, pour sortir de l'austérité. Pour concrétiser ces alternatives et rompre avec l'orientation capitaliste, au minimum deux éléments seront nécessaires : du courage politique, mais aussi et surtout un mouvement social puissant pour mettre la pression sur nos représentants politiques. Le bilan global du capitalisme est catastrophique : inégalités, famines, guerres, exclusions sociales, désastres écologiques qui font disparaître des millions d'espèces vivantes et mettent la survie de l'espèce humaine en danger. Je crois qu'il faut donc accepter avec sérénité la nécessité d'une révolution. Et je pense qu'il y a beaucoup de révolutionnaires qui s'ignorent, car est révolutionnaire toute personne qui pense que le profit, la croissance économique, la compétition, l'égoïsme, la marchandisation et la propriété privée des grands moyens de production, constituant les valeurs motrices du capitalisme, sont incapables de relever les défis auxquels l'humanité est confrontée.

■ Propos recueillis par
Sandra Coutoux



Pour aller plus loin :

Olivier Bonfond est économiste au CEPAG (Centre d'éducation populaire André Genot) et coprésident du CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). *Il faut tuer TINA, 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde.* Éditions du Cerisier.

Rapport Meadows : de l'alerte à l'oubli

En 1972, un petit groupe de chercheurs du MIT publiait, à la demande du Club de Rome, un rapport dont le retentissement immédiat n'aura d'égal que le silence qui finira par l'entourer. Près de 50 ans plus tard, « Les limites à la croissance » n'a pourtant rien perdu de sa pertinence. Retour sur un avertissement dont l'écho lointain se fait encore entendre.

Certains cris d'alarme se heurtent parfois à une coupable incrédulité. Les auteurs du rapport Meadows, plus connu en France sous le nom des Limites à la croissance, en ont fait l'amère expérience. Durant des décennies. L'aventure avait pourtant commencé sous les meilleurs auspices. En 1970, les Américains Dennis Meadows, son épouse Donella, Bill Behrens et le Norvégien Jørgen Randers ne sont alors que de jeunes étudiants chercheurs au prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Cambridge, lorsque le professeur Jay Forrester, spécialiste des systèmes dynamiques complexes, toque à la porte de leur labo pour leur soumettre un ambitieux pro-

jet de recherche commandé par le Club de Rome. L'organisation, créée en 1968 à l'initiative du chimiste écossais Alexander King et de l'industriel italien Aurelio Peccei, est désireuse de soumettre le système économique mondial à l'épreuve de la science. Ni une, ni deux, le quatuor se saisit du mandat. Pendant 18 mois, il va réunir une impressionnante quantité de données sur les ressources naturelles, la production alimentaire et industrielle, la consommation, la démographique mondiale, ou encore la pollution, et passer le tout au tamis de la croissance. Un travail de titan, relayé par les simulations de World3, un système de modélisation informatique créé pour l'occasion afin d'établir différents

scénarios d'évolution possible de la situation en fonction des choix effectués. « En découvrant les premières projections, nous étions tellement secoués que nous nous sommes dit : "Ce n'est pas possible, on a dû se planter." On a repris nos calculs, fait quelques modifs ici et là... mais les nouvelles n'étaient pas meilleures », rembobinera près de 50 ans plus tard Bill Behrens dans les colonnes de Télérama. Les conclusions de l'étude sont en effet inquiétantes : en l'absence de mesures drastiques visant à limiter son empreinte écologique, l'humanité court droit à l'effondrement à l'horizon 2100. Pour la première fois, les limites de la croissance économique sont clairement identifiées.



Retour vers le futur

À sa parution en 1972, sous la forme d'un livre intitulé *The limits to growth*, le rapport Meadows fait l'effet d'une bombe. Son retentissement est planétaire - il sera traduit en une trentaine de langues et vendu à plus de 10 millions d'exemplaires -, et stimule des discussions enflammées. De conférences en colloques, de débats en séminaires, les jeunes chercheurs tentent d'interpeller les grands de ce monde, répétant inlassablement les conclusions de leur minutieuse enquête. Non, les ressources de la planète ne sont pas inépuisables, et passé un certain seuil, ses limites physiques peuvent être atteintes sous la pression combinée

d'une démographie incontrôlée, d'une consommation effrénée et d'une pollution à l'avenant. Avec, à la clé, une catastrophe écologique et un retour, à l'aube du XXI^e siècle, à un niveau équivalent à celui de 1900. Alarmants, mais lucides, le rapport Meadows et ses auteurs ne vont pas tarder à essayer une pluie de critiques acerbes. Si les premières salves sont tirées par un trio d'économistes dans les colonnes du *New York Times*, qui tournent en ridicule leurs conclusions, les flèches les plus acérées sont tirées par Friedrich Hayek en personne. Auréolé du prestige de son prix Nobel d'économie décerné en 1974, le tout-puissant apôtre du néo-libéralisme dira de l'étude :

« L'immense publicité donnée récemment par les médias à un rapport qui se prononçait au nom de la science sur les limites de la croissance, et le silence de ces mêmes médias sur la critique dévastatrice que ce rapport a reçue de la part des experts compétents, doivent forcément inspirer une certaine appréhension quant à l'exploitation dont le prestige de la science peut être l'objet. » Sentence mortelle. Laquelle sera également prononcée par les membres de la classe politique de l'époque, de Raymond Barre à Georges Marchais, pourtant peu enclins à partager la même opinion. De droite comme de gauche, défenseurs du tiers-monde ou fervents partisans du libre-

Les conclusions de l'étude sont inquiétantes : en l'absence de mesures drastiques visant à limiter son empreinte écologique, l'humanité court droit à l'effondrement à l'horizon 2100.

échange, tous sont vent debout contre les conclusions d'une étude qui appellent tout à la fois à mettre un frein à la consommation insouciante des pays riches, et à contrôler le développement des pays pauvres. Le Club de Rome lui-même, qui avait commandé l'étude, fera la sourde oreille, mettant en doute sa dimension scientifique. Difficile, en effet, de remettre en question un modèle qui a offert 30 années de croissance économique ininterrompue, sans que le déni s'invite au menu...

Dans les poubelles de l'histoire

Le discrédit dont le rapport Meadows fera l'objet ne se limitera pas aux derniers feux des Trente Glorieuses. En 2002, l'écologiste et statisticien danois Bjorn Lomborg l'enverra même sans ménagement dans « Les poubelles de l'Histoire », selon le titre d'un célèbre article, arguant que ses prévisions ont été démenties par le temps. Ainsi estimera-t-il que les prédictions des Cassandre se sont fracassées sur le mur de la réalité, notamment sur

les réserves de pétrole. Encore eût-il fallu que Dennis Meadows et ses compagnons aient prédit leur extinction au tournant du nouveau millénaire, comme Lomborg le prétend. Ce qui est... totalement faux. Une mauvaise interprétation contre laquelle l'ingénieur français, consultant et spécialiste de l'énergie et du climat, Jean-Marc Jancovici, s'est élevé en 2009, dans un commentaire de l'étude : « *Le rapport Meadows fait probablement partie, comme le rapport du Giec sur le changement climatique aujourd'hui, de ces documents que 99 % des personnes qui le citent n'ont pas lu, vu la quantité de conclusions que l'on attribue à ce papier dont on ne trouve pas trace lecture faite. Ainsi, il est fréquent d'entendre que le Club de Rome (en fait l'équipe Meadows) aurait "prédit" la fin du pétrole pour l'an 2000, ce qui n'est pas arrivé, et donc qu'il y a urgence à ne tenir aucun compte de ce travail prospectif, qui ne peut être qu'une œuvre fantaisiste de quelques farfelus terrorisés par l'avenir. Mais il n'y a nulle trace d'une telle prévision sur la pénurie de pétrole*

en l'an 2000 dans ce rapport Meadows. » Comment expliquer alors que Les limites à la croissance ait fait l'objet, jusqu'à une période récente, de tant de critiques acides ? « *Une des raisons pour lesquelles l'idée de réduire la croissance n'est pas bien accueillie, notamment par les économistes, vient du fait qu'ils considèrent qu'à travers l'innovation et une meilleure compréhension des limites de l'environnement et des politiques adaptées, il est possible de maintenir une croissance économique durable, estime Elisa Lanzi, économiste à la direction de l'environnement et de développement économiques (OCDE). Mais le débat sur le potentiel maintien de la croissance reposant sur un modèle d'économie plus vert n'est pas clos, 50 ans plus tard. En ce sens le rapport Meadows n'a rien perdu de sa pertinence sur les questions qu'il soulevait. »*

Sur le chemin de la catastrophe

Mais qu'en est-il de ses conclusions ? En 2014, le docteur Graham Turner, de l'université de

Melbourne, a publié une étude⁽¹⁾ comparant les projections du scénario « Business As Usual » (BAU) du rapport - simulant l'évolution de la situation dans le cas où l'homme ne ferait rien pour limiter son empreinte écologique - avec l'évolution réelle de ces 40 dernières années. Résultat : les données sont étonnamment similaires aux prévisions de l'enquête présentée au Club de Rome en 1972. De fait, s'il est encore trop tôt pour affirmer que l'effondrement prédit par Dennis Meadows et ses camarades aura bien lieu, il semble bien que l'on en prenne le chemin. Quant au scénario 9, le seul envisagé à l'époque par les chercheurs pour limiter les dégâts, il appartient d'ores et déjà à l'irréel du passé.

Il aurait en effet fallu, pour en respecter les termes, que dès 1975, l'humanité s'engage dans une trajectoire de réduction de 90 % sa consommation de ressources non renouvelables et de 80 % de la pollution générale. Dire qu'on en est encore loin aujourd'hui est une douce litote... Jamais, en dépit de sa réflexion pionnière

sur les limites de la croissance, le rapport Meadows ne sera parvenu à convaincre les dirigeants de la planète de l'imminence du danger, et de l'urgence à freiner la machine productiviste. Face à leur inaction coupable, ses auteurs, après avoir passé des décennies à user leur conviction sur le mur de l'irresponsabilité, finiront par jeter l'éponge l'un après l'autre. Après avoir enseigné l'économie des ressources naturelles au Dartmouth College, dans l'État du New Hampshire, Bill Behrens a acheté une cabane sans électricité dans les bois, et s'est lancé dans l'agriculture biologique et l'élevage. Jørgen Randers est devenu président de la Norwegian Business School, et partage désormais son temps entre les terrains forestiers qu'il a achetés pour les préserver, et l'écriture - son dernier ouvrage porte sur le réchauffement climatique, on ne se refait pas. Amer, il a déjà prévu son épitaphe : sur sa tombe sera simplement écrit « *Qu'est-ce que je vous avais dit ?* » Des quatre auteurs du rapport, Dennis Meadows a été

le plus endurant. Après la mort de sa femme Donella, en 2001, le chercheur a continué d'interpeller personnalités politiques, capitaines industriels et médias durant près de 20 ans. Jusqu'à ce que le découragement prenne le dessus, et qu'il décide de garder le silence. Répondant à notre demande d'entretien, il nous a simplement dit ceci : « *Je suis un partisan du journalisme de solution. Mais je crois également à la vérité. Aujourd'hui, ma vision de l'avenir n'est pas positive. C'est précisément la raison pour laquelle je n'accorde plus d'interviews.* »

À force d'hurler dans le désert, on finit par perdre sa voix.

■ Par **Olivier Sarreta**

(1) « *Is globalcollapse imminent ?* », Graham Turner, University of Melbourne.

Peut-on soigner le capitalisme ?

Alléger la dette publique en Europe, repenser la place des travailleurs au côté des détenteurs du capital, prôner une justice fiscale... Une jeune génération d'économistes et de sociologues réfléchit à des pistes visant à limiter les dérives du capitalisme, qui renforcent la concentration des richesses et aggravent les inégalités sociales.



Alléger les dettes publiques

Une centaine d'économistes, de sociologues et d'autres chercheurs, dont l'économiste Thomas Piketty, se sont prononcés en février 2021 pour une suppression de la dette détenue par la Banque centrale européenne. Celle-ci représente environ un quart des dettes publiques en Europe.

« Il est de notre devoir, écrivent-ils, d'alerter sur le fait que la BCE pourrait aujourd'hui offrir aux États européens les moyens de leur reconstruction écologique, mais aussi de réparer la casse sociale, économique et culturelle, après la terrible crise sanitaire que nous traversons. »

Concrètement, ils proposent que la BCE s'engage à « effacer les dettes publiques (ou à les transformer en dettes perpétuelles sans intérêt), tandis que les États s'engagent à investir les mêmes montants dans la reconstruction écologique et sociale. Ces montants s'élèvent aujourd'hui, pour l'ensemble de l'Europe, à près de 2 500 milliards d'euros.

De quoi répondre (...) à la sauvegarde de l'intérêt général ». Selon eux, « la BCE peut se le permettre sans aucun doute ». Ils rappellent qu'une « banque centrale peut fonctionner avec des fonds propres négatifs sans difficulté. Elle peut même créer de la monnaie pour compenser ces pertes ». Néanmoins, ils insistent sur un point crucial : cette proposition de suppression de la dette publique n'est pas suffisante et il convient de réfléchir à d'autres options telles qu'une réforme fiscale

« L'évasion fiscale internationale des plus riches prive les États du monde entier d'environ 155 milliards d'euros chaque année. »

Gabriel Zucman

visant à réduire le niveau des inégalités. La liste des signataires est à retrouver sur annulation-dette-publique-bce.com.

Endiguer l'explosion des inégalités via la justice fiscale

C'est un autre enjeu important que la crise de la Covid-19 a mis en lumière : les inégalités, toujours plus criantes au cœur d'un monde globalisé. Pour y faire face, l'économiste Gabriel Zucman, dont le directeur de thèse a été Thomas Piketty, avance quelques pistes afin que les États puissent « retrouver une partie de la souveraineté qu'ils se sont laissé dérober (et) endiguer l'explosion des inégalités patrimoniales », comme le professeur à Berkeley, en Californie, l'écrit dans *La richesse cachée des nations* (Seuil, 2017). Le futur lauréat du prix du meilleur jeune économiste (attribué en 2018 par *Le Monde* et le Cercle des économistes) prône notamment, outre un impôt progressif sur le capital,

la création d'un « cadastre financier du monde ». Il s'agit, précise-t-il, d'un « registre indiquant qui possède l'ensemble des titres financiers en circulation, les actions, les obligations et les parts de fonds d'investissement du monde entier ». Utile pour « permettre aux administrations fiscales de vérifier que les banques leur transmettent bien toutes les données dont elles disposent », écrit-il. « À court terme, selon le professeur, il semble plus réaliste d'envisager la création de registres régionaux (par exemple, un cadastre européen géré par la Banque centrale européenne); ces derniers pourraient ensuite fusionner progressivement afin de couvrir, in fine, toutes les actions et les obligations du monde. » Gabriel Zucman estime par ailleurs que « l'évasion fiscale internationale des plus riches prive les États du monde entier d'environ 155 milliards d'euros chaque année ».

Et de soutenir : « 8 % du patrimoine financier des ménages, a été détenu sur des comptes situés dans les paradis fiscaux », en 2016.

Dans *Le triomphe de l'injustice* (Seuil, 2020), Gabriel Zucman, en compagnie de l'économiste Emmanuel Saez*, rapporte que, mondialisation oblige, « près de 20 % des bénéfices des entreprises sont actuellement réalisés en dehors du pays où leur siège social est situé, contre moins de 5 % avant les années 2000 ». Et, en même temps, selon une étude de 2018, « 40 % des profits réalisés par les multinationales hors du pays où se situe leur siège social sont déclarés dans des paradis fiscaux ». Cela représente « 800 milliards de dollars de bénéfices générés aux États-Unis, en France ou au Brésil, mais enregistrés et imposés aux îles Caïmans, au Luxembourg et à Singapour ». Des transferts qui correspondent à de l'optimisation fiscale. Celle-ci représente une somme très importante, analyse Gabriel Zucman dans son ouvrage *La richesse des nations : 120 milliards d'euros par an*

* Emmanuel Saez, lauréat du prix du « meilleur jeune économiste » en 2010, a aussi publié avec Thomas Piketty et Camille Landais *Pour une révolution fiscale - Un impôt sur le revenu pour le XXI^{ème} siècle* (Seuil, La République des idées, 2011)

« Réévaluer les salaires, réduire les écarts. » Julie Battilana

pour les seules entreprises américaines (qui) ne profitent qu'aux actionnaires.» Et ils voient ainsi «leurs dividendes gonfler».

Repenser la place des « investisseurs du travail »

Selon l'enseignante chercheuse à la Harvard Business School, Julie Battilana, coauteure du *Manifeste Travail* (Seuil, 2020), il conviendrait de «*démarchandiser*» de nombreux pans de la société, notamment dans les domaines cruciaux de la santé et du travail auxquels de nombreux citoyens n'ont pas accès. Ainsi, santé et travail ne devraient pas dépendre de la seule «*loi du marché*».

Les auteures du manifeste prônent notamment la mise en place, au niveau européen, d'une «*garantie d'emploi pour tous*». En pleine pandémie, elles encouragent en tout cas à repenser la place de l'humain, du travailleur,

du salarié dans son univers, et notamment professionnel. Dominique Méda l'avait déjà rappelé dans un précédent numéro de *MOUVEMENT UP* :

nous avons su rester confinés en particulier grâce au dévouement de nombreuses personnes, tant des caissiers que des livreurs. Autant de professions qu'on a (enfin) jugées essentielles, alors que leur contribution n'est «*pas reconnue ou valorisée à (leur) juste valeur*» dans la société. L'intention : «*Réévaluer les salaires et réduire les écarts*», écrit Julie Battilana.

Mais il faut aller plus loin afin que «*les investisseurs de travail*» (dixit la sociologue Isabelle Ferreras, autre auteure de l'ouvrage) puissent se retrouver au centre du jeu et compter dans leur entreprise, par exemple, au sein des «*instances de décision*» des sociétés, au sein desquelles

elles sont pour le moment souvent «*exclues*». En un mot, on pourrait tendre vers une «*démocratisation du travail*», vers «*un réel modèle de partage du pouvoir*», entre, d'une part, le conseil d'administration (les «*apporteurs du capital*») et, de l'autre, les représentants des salariés au sein des entreprises. Ce serait un modèle dans lequel «*une double majorité*» serait nécessaire pour valider le nom du PDG, la stratégie à mener ou encore la répartition des richesses de l'entreprise.

■ Par **Philippe Lesaffre**



Benjamin Coriat

« Les communs concilient préservation des écosystèmes et renouveau de la démocratie »

Benjamin Coriat est professeur d'économie à l'Université Paris-XIII et membre de l'association des Économistes atterrés. Spécialiste des communs, auxquels son dernier ouvrage* est consacré, il voit dans cette notion ancienne un outil capable de répondre aux grands défis de notre temps et de revitaliser la démocratie. Le voyage en terre commune ne fait que commencer...

I. Aux origines des communs

« **Communs** », « **bien commun** », « **biens communs** »...

Il est parfois difficile de distinguer ces différents concepts.

Une certaine indécision sémantique entoure en effet ces différentes notions. Il est donc nécessaire de préciser ce qui se cache derrière les mots, pour éviter toute confusion. À ce titre, les communs - au pluriel - ne posent pas véritablement de problème, car leurs racines historiques

sont extrêmement claires, tout comme leur résurgence contemporaine.

Quand l'histoire des communs a-t-elle commencé ?

À l'origine des communs se trouvent les « commons », tels qu'ils ont existé dans l'ensemble de l'Europe occidentale du XII^e au XIX^e siècle, notamment en Angleterre. Plus spécifiquement, on parlait alors outre-Manche de *lands of commons* pour qualifier ces terres, qui représentaient plus d'un tiers du territoire.

Qu'est-ce qui faisait la spécificité de ces terres ?

Il s'agissait de terres qui n'étaient pas encloses. Non seulement elles étaient ouvertes, mais les villageois possédaient en outre des droits sur elles. Pour l'essentiel, des droits de prélèvement (tourbe, fruits, gibier, poissons des lacs...) qui étaient fixés, généralement en fonction de la taille des familles et de l'abondance du bien, de manière à préserver la ressource à long terme. Ces terres étaient donc soumises à des droits et à des obligations.

« Robin des Bois, l'allié des commoners. »

Une sorte de surveillance collective était organisée, de sorte que chacun veille à ce que personne n'outrepasse ses droits. Ce système de gestion collective de la ressource a perduré durant des siècles.

Qu'est-ce qui y a mis fin ?

Ce système avait l'art de déplaire aux possédants, à commencer par les châtelains et les religieux qui détenaient des domaines privés. Ces classes dominantes avaient des vues sur ces terres, et ont progressivement fait bouger leurs clôtures pour se les approprier. C'est ce qu'on a appelé le premier mouvement des enclosures. C'était un mouvement violent, qui voyait presque systématiquement gagner ses bénéficiaires, les tribunaux du Moyen Âge leur étant acquis. La bataille entre défenseurs des communs et partisans des enclosures, tantôt ouverte, tantôt rampante, a malgré tout duré plusieurs siècles.

Elle a d'ailleurs nourri un puissant imaginaire...

Cette lutte a en effet connu des épisodes homériques. Le légendaire Robin des Bois, ce voleur des grands chemins qui prenait aux riches pour donner aux pauvres, était l'allié des *commoners*, une figure emblématique de la résistance face aux appropriateurs. Malheureusement, ces derniers ont remporté la bataille grâce au soutien de la couronne britannique, qui a pris fait et cause pour les enclosures.

Pour quelle raison ?

Pour commencer, cela lui permettait d'étendre le domaine royal. Mais surtout, cette « expropriation primitive », pour reprendre la terminologie de Marx, entraînait une « libération » de la force de travail fort utile aux manufactures et à l'armée. Nous étions alors au début de l'expansion coloniale anglaise, et le besoin en main-d'œuvre et en soldats était grand. Des enclosures parlementaires,

et plus seulement locales, se sont alors développées partout dans le pays. Ce puissant mouvement a abouti à l'instauration de la propriété privée, et les anciens commoners ont été transformés en prolétaires coupés de leurs ressources, n'ayant plus que leurs bras à vendre.

À quelle date le processus s'est-il achevé ?

Au moment du blocus continental de Napoléon, en 1815, l'affaire est entendue : la propriété privée l'a emporté, et il n'y a presque plus de *lands of commons*. Tout juste en reste-t-il quelques vestiges, par exemple certains parcs londoniens, où des pancartes indiquent encore aujourd'hui : « *This park is a common* ». Il s'agit là de terres qui furent des communs dans un passé lointain. Le droit de prélèvement n'y a bien sûr plus cours, mais un droit de fréquentation subsiste toujours...

II. La résurgence contemporaine

Après une longue éclipse, les communs ont fait leur grand retour à la fin du XX^e siècle. Qu'est-ce qui est à l'origine de leur résurgence ?

Un peu plus de 160 ans plus tard, dans les années 1980, la « révolution verte » s'amorce dans le tiers-monde. Dit autrement, c'est le début des enclosures dans les terres tropicales : l'agrobusiness s'en empare et les remembre pour créer des exploitations de grande ampleur livrées à la mécanisation et la chimie.

** Elinor Ostrom a obtenu, en 2009, le prix Nobel d'économie pour l'ensemble de ses travaux sur les communs. Elle est la première femme à avoir obtenu cette distinction

Ce mouvement n'est pas sans conséquence, et se traduit généralement par l'expropriation des populations locales et un phénomène concomitant de surpopulation urbaine. C'est là que les États-Unis entrent en scène.

Dans quelle mesure ?

À cette époque, le National Research Council (NRC) - l'équivalent de notre CNRS - se penche sur les troubles engendrés par la révolution verte. Une grande conférence a lieu en 1983, à Annapolis, pour étudier le phénomène. Une chercheuse du nom d'Elinor Ostrom** y participe. C'est elle qui va être chargée de rédiger les conclusions tirées de la centaine d'études de cas qui ont été menées en amont. La question qui est alors posée est la suivante : assiste-t-on à la destruction des communs dans le Sud ? La réponse d'Ostrom et de son groupe de chercheurs est sans équivoque : oui, ce qui est à l'œuvre est bien en partie lié à un nouveau mouvement des enclo-

sures. Point positif néanmoins, cela a mis en évidence le fait que les communs étaient encore bien vivants, partout dans le monde, de l'Amérique latine à l'Afrique, en passant par l'Inde et même la Suisse.

Ce constat a eu une importance capitale...

Une décision a en effet été prise : partout où les communs existaient, il a semblé nécessaire de les préserver. Commence alors un grand mouvement d'étude des communs à travers le monde. Elinor Ostrom en devient peu à peu la grande théoricienne. En 1990, elle publie un ouvrage magistral, *Governing the commons*, dans lequel apparaît une définition très précise des communs.

Quelle est-elle ?

Un commun consiste en trois éléments : une ressource dont l'accès et la propriété sont partagés (une terre, un pâturage, une forêt, un étang...), des ayants droit claire-

ment désignés disposant de droits et soumis à des obligations vis-à-vis de cette ressource, et, enfin, une structure de gouvernance qui veille à ce que chacun respecte les règles d'usage en vigueur. En Inde, par exemple, pour certains pâturages éloignés, les communs payaient des gardes armés pour s'assurer qu'aucun berger n'outrepassait pas ses droits. Les communs ne sont pas un monde de bisounours ! C'est pour cette raison que la «tragédie des communs» est une ineptie.

Vous faites ici référence au célèbre article publié en 1968 par l'écologue Garrett Hardin dans la revue Science.

Hardin, c'est de l'idéologie en barre si je puis dire. On était alors en pleine guerre froide, et ses travaux ont été relayés par toutes les agences américaines pour renforcer leur poids. En plein conflit contre les Soviétiques, Hardin postule opportunément que la propriété collective est impossible car, si une ressource

« Cela fait 50 ans que l'on essaye de gouverner le climat, en vain. »

est ouverte, chacun va l'utiliser au maximum et cela va inéluctablement conduire à sa destruction. Or, un commun est régi par des règles et soumis à une gouvernance visant justement à garantir sa préservation. Par conséquent, il n'y a pas de tragédie des communs ! En revanche, il y a bien une tragédie, et c'est celle des biens ouverts non gouvernés pouvant faire l'objet d'une appropriation privée.

Les biens communs correspondent-ils à cette description ?

Il est en effet possible de les considérer comme des biens ouverts, non ou mal gouvernés. Le meilleur exemple est bien évidemment le climat : il s'agit d'un bien commun ouvert qui n'est pas soumis à une gouvernance. Conférence de Kyoto, COP 21, 22, 23... Cela fait 50 ans que l'on essaye de le gouverner, en vain...

III. Les communs numériques

Les communs et les biens communs n'ont pas exactement suivi la même trajectoire...

Les premiers ont connu un destin fantastique. Comme je le disais précédemment,

nous avons découvert dans les années 1980 qu'il y avait des communs fonciers partout sur la planète. Mais ce n'est pas tout. À l'époque où Internet a commencé à se développer, de nouvelles enclosures ont fait leur apparition, à travers l'extension des droits de propriété intellectuelle sur les logiciels et sur le vivant. Deux domaines de la connaissance scientifique qui étaient autrefois non brevetables.

On peine un peu à voir ce qu'il y a de « fantastique » là-dedans...

C'est la réaction à ce mouvement qui l'a été. Un certain nombre de gens sont en effet entrés en résistance. Parmi eux, un certain Richard Stallman, qui n'est autre que l'inventeur du logiciel libre. À l'époque, il travaillait au MIT et diffusait dans le domaine public les logiciels qu'il développait. Mais les grandes firmes s'empressaient de s'en saisir, de les modifier à la marge et de les breveter. Stallman a alors eu une idée géniale : mettre un copyright sur ses logiciels et déclarer qu'ils étaient ouverts et pouvaient être copiés, dupliqués et améliorés à volonté. Personne ne pouvait s'y opposer, car il en était le propriétaire.

Ce faisant, Stallman a retourné le droit de propriété contre la propriété exclusive elle-même. Un grand mouvement s'est alors développé, et toutes sortes de communautés se sont lancées dans l'aventure dans divers domaines (science, littérature, musique...). Les *creative commons* étaient nés. Le cas-type est bien évidemment Wikipedia, commun numérique par excellence.

Qu'est-ce qui fait la spécificité des communs numériques ?

Ce qui les caractérise, c'est que contrairement aux communs fonciers, potentiellement épuisables si les droits de prélèvements ne sont pas contrôlés, les communs numériques sont inépuisables ; ils peuvent donc être et sont d'accès universel. Ce qui ne les empêche pas d'être gouvernés, comme c'est le cas de Wikipedia. Aujourd'hui, ces communs fleurissent partout, et rivalisent avec l'entreprise.

On a plutôt le sentiment que celle-ci s'est emparée de leurs concepts...

Les gros magnats du numérique, comme Airbnb et ses semblables, utilisent en effet

**« Avec la Convention citoyenne,
les biens communs ont trouvé
une forme de gouvernance pertinente. »**

« Qui dit communs ne dit pas absence de propriété. »

des outils et des concepts qui ont été inventés par des *commons*. Toutefois, l'offre de services partagés, comme le covoiturage, continue d'exister et se développe dans toute une série de domaines. Cela fait bientôt 20 ans que je travaille sur les communs, et je suis stupéfait par la vitalité du mouvement. J'en découvre tous les jours de nouveaux, dans des endroits ou des objets que je ne soupçonnais pas.

Faire face aux multinationales qui ont fait main basse sur l'économie du partage semble néanmoins difficile. Est-il encore possible de rééquilibrer le rapport de force ?

Ce n'est pas facile, mais c'est faisable. Le mouvement lancé il y a deux ans par les chauffeurs Uber le prouve : certains d'entre eux ont saisi la justice et ont obtenu une requalification de leur contrat de travail. Ils ont d'ailleurs récemment remporté une nouvelle victoire, le gouvernement français les ayant autorisés à créer leur syndicat. Un pas important vient d'être franchi.

IV. Les biens communs

Les biens communs ne semblent pas bénéficier de la même effervescence qui entoure les communs. Certaines initiatives ont-elles malgré tout émergé en la matière ?

Absolument, notamment en Italie à la fin des années 2000.

À l'époque, Silvio Berlusconi a tenté de faire passer une loi qui risquait de conduire à la privatisation de tous les services publics. C'est sur le secteur de l'eau que tout s'est joué. Un grand mouvement de contestation contre sa privatisation s'est alors constitué à travers toute la péninsule. Ce qui est intéressant, c'est le mot d'ordre de ce mouvement : « *Aqua, bene commune!* », l'eau est un bien commun. En Italie, ce cri de ralliement a rencontré un vif succès.

Pour quelle raison ?

Dans la loi de la Rome antique, la *res publica*, la chose publique, ou la *res communes*, la chose commune, étaient inappropriables. Si vous étiez propriétaire d'un terrain où coulait une source,

et que des gens venaient s'y abreuver, vous ne pouviez pas les en empêcher. C'est la raison pour laquelle le thème du mouvement, « eau, bien commun », a trouvé un immense écho dans toute l'Italie. Un référendum d'initiative populaire a réuni quelque 27 millions de votants, et la loi portée par le gouvernement Berlusconi a été rejetée. Cet élan en faveur du bien commun s'est d'ailleurs prolongé : à Naples, la distribution l'eau a été remunicipalisée, et les premiers litres sont désormais gratuits. En effet, l'eau étant un bien commun, les plus pauvres doivent pouvoir y accéder, quitte à la rendre gratuite.

L'aventure du bien commun en Italie ne s'est pas arrêtée là...

Une commission de juristes, installée par le gouvernement Prodi sous la direction du sénateur Stefano Rodotà, a effectivement été chargée de redéfinir la notion de bien en général. Bien qu'elle n'ait jamais pu transmettre sa proposition de loi au Parlement, la commission a profité de sa mission pour proposer une définition juridique de la notion de bien commun, qui dit la chose suivante : a vocation à devenir un bien commun, tout bien qui a une utilité fonctionnelle à l'exercice des droits fondamentaux ainsi qu'au libre développement de la personne. En d'autres termes, cela signifie que la santé, l'éducation, le climat, bref, tout ce qui a trait aux droits fondamentaux peut devenir un bien commun. Attention toutefois : un bien n'est pas commun par essence,

« Wikipedia, commun numérique par excellence. »

son statut doit faire l'objet d'une délibération préalable. Mais dès lors qu'il est déclaré comme tel, il nécessite un encadrement juridique. Lequel doit permettre deux choses : son accès à tous, et sa préservation pour les générations futures - on retrouve ici l'inspiration des communs initiaux. Pour que cela soit garanti, un troisième élément doit intervenir, à savoir la participation citoyenne à la gestion du bien. J'insiste sur ce point : il ne s'agit pas des élus, mais bien du corps citoyen. La gestion des biens communs suppose une combinaison entre de la démocratie directe (ou délibérative) et de la démocratie élective.

Pour quelle raison ?

Car les seuls élus ne peuvent pas gérer les biens communs. On ne peut pas avoir une confiance aveugle en eux. Il suffit de voir ce qu'il s'est récemment passé en France avec la Convention citoyenne pour le climat pour s'en convaincre... Pour autant, je persiste à penser qu'avec la Convention citoyenne, les biens communs ont trouvé

une forme de gouvernance pertinente. De toute façon, il ne peut pas y avoir de biens communs sans une révolution dans leur mode de gestion.

V. Les communs, entre préservation de l'environnement et renouveau démocratique

La logique de préservation de la ressource qui irrigue la pensée des communs est en phase avec les défis de notre temps. Leur échelle d'efficacité locale semble toutefois difficilement compatible avec ces enjeux globaux.

Comment concilier ces deux « extrêmes » ?

Pour répondre à cette question, je vais de nouveau me référer à Elinor Ostrom. Quand on lui disait : « *Vous pensez vraiment que c'est avec vos communautés de base que vous allez gérer le climat ?* », elle rétorquait : « *Et vous croyez réellement qu'on peut le faire sans elle ?* » Bien sûr, il est nécessaire de passer des accords internationaux, de signer des traités, ou encore de possé-

der un organe de résolution des conflits à l'échelle planétaire. Mais on sait très bien que tout cela ne peut être que fragmentaire, car les intérêts des États sont aujourd'hui tellement contradictoires qu'on ne parviendra jamais à mettre tout le monde d'accord. Il ne faut pas rêver, on ne fera pas signer de sitôt un accord à l'Arabie Saoudite, au Venezuela et aux États-Unis sur une taxe carbone mondiale. Or, les économistes distingués - y compris quelques prix Nobel - nous expliquent qu'une telle taxe ne peut être efficace que si elle est adoptée par tout le monde...

Comment sortir d'une telle impasse ?

La solution que préconisait Elinor Ostrom, qui n'est pas un remède miracle mais une piste à suivre, consiste à mettre en place un mode de gouvernance polycentrique.

De quoi s'agit-il ?

Des accords internationaux passés au sein de coalitions entre pays désireux d'avancer dans le même sens et réunis

autour d'objectifs communs sont évidemment nécessaires. Mais il faut également qu'à tous les niveaux (comités de quartier, villes, régions, associations professionnelles...), on essaye de converger vers des solutions dont la mise en œuvre ne dépend pas du bon vouloir des États. D'une certaine manière, c'est ce qui s'est passé lorsque Donald Trump s'est retiré de l'accord de Paris. Lorsqu'il a pris cette décision, une quarantaine de villes américaines, de New York à Boston en passant par San Francisco, ont pris la décision de se concerter et de poursuivre leurs efforts pour respecter ses termes. La gouvernance polycentrique qu'Elinor Ostrom appelait de ses vœux, c'est cela : le fait que chacun agisse à son échelle, et que les autres ajustent, copient et complètent la démarche, afin de parvenir au but commun recherché.

D'aucuns voient en les communs une sorte de troisième voie entre le marché et la puissance publique. Qu'en pensez-vous ?

La formule est trop simplificatrice. Il faut davantage raisonner en matière de complémentarité entre ces différentes sphères. Elle est d'ailleurs à l'œuvre aujourd'hui. Sous la présidence de François Hollande par exemple, la loi sur les coopératives a changé, et a permis la création des Sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic). Près de 90 % des *commoners* choisissent aujourd'hui

cette forme d'association-là. Or elle a été créée par l'État. Dans plusieurs villes françaises, comme à Grenoble, les municipalités donnent des moyens d'actions aux *commoners*, par exemple en mettant à leur disposition des bâtiments ou de friches industrielles. Par ailleurs, beaucoup de communs se prêtent à des activités marchandes, à l'image des pêcheries de Sanary : les règles de prélèvement du poisson y sont très rigoureuses, mais cela n'empêche pas les pêcheurs de le vendre sur le marché une fois qu'il a été pêché.

Ce dernier point est important, car beaucoup de gens considèrent à tort que communs et propriété ne font pas bon ménage...

Qui dit communs ne dit pas absence de propriété, mais absence de forme exclusive de la propriété privée, c'est très différent. Le commun, je le répète, c'est de la propriété partagée soumise à des règles d'usage collectif. Le sel de Guérande, que tout le monde connaît et consomme, est un commun. Au départ, le marais salant était en déshérence. Des anciens mareyeurs ont décidé de le reprendre en main et en ont fait un commun. Ils ont ensuite créé le label - qui est aujourd'hui un label de qualité - une coopérative de distribution, et on le trouve aujourd'hui dans tous les supermarchés.

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les failles de notre système. Elle a aussi démontré la pertinence de l'action collaborative et locale. L'heure des communs a-t-elle sonné selon vous ?

Elle a doublement sonné. D'une part, l'extractivisme, la déforestation, l'hyperproductivisme ont atteint un degré tel qu'au niveau global, la question de la préservation des grands biens communs se pose avec une acuité inédite. D'autre part, la pandémie a mis en lumière les carences de nos services publics, et souligné la nécessité de redonner sa place à la volonté et à la participation citoyenne. Les communs concilient ces deux impératifs, et c'est ce qui fait leur force. Ils s'intriquent à la préservation des écosystèmes, et contribuent au renouveau de la démocratie, à travers des formes de gouvernance susceptibles de redonner toute leur place aux citoyens.

En ce sens, la Convention citoyenne pour le climat nous a fait faire un bond considérable. Elle a prouvé que la relation entre les mandataires et les mandants pouvait, et devait changer. L'administration ne peut plus décider de tout.

■ Propos recueillis par
Olivier Saretta



Michel Bauwens

**« Il faut passer
du mono-capitalisme
au multi-capitalisme »**

Doit-on et peut-on sortir du capitalisme ? Michel Bauwens, informaticien belge, théoricien des communs, conférencier et auteur de « Sauver le monde » (Éditions Les Liens qui libèrent), nous livre son analyse.

Il faut bien distinguer le marché et le capitalisme. Le marché est une forme d'allocation des ressources selon le facteur du prix, qui est censé représenter le coût de production d'une denrée. Le capitalisme, lui, est une forme de marché spécifique, où le travail de l'humanité est une marchandise qui n'a aucun droit dans la gestion de sa vie productive, où les externalités négatives sont balayées dans l'invisible, et dans lequel l'abondance est l'ennemi, puisque l'abondance n'a pas de prix. Accessoirement, l'agent principal du capitalisme, l'entreprise, est une forme juridique anti-démocratique, le fruit d'une période de privilège royale.

L'économiste Kate Raworth a assez bien défini dans quel contexte le capitalisme et ses entreprises peuvent respecter le fameux doughnut. Il s'agit de prendre toutes les décisions dans le cadre de deux limites : celle d'un minimum social, à savoir la garantie que tous les humains dans un territoire ont accès aux services de base pour vivre dans la dignité

('the social floor'), et celle de ne pas dépasser les seuils critiques des ressources naturelles ('the ecological ceiling'). Entre les deux, il y a la zone sécurisée où l'humanité peut vivre en paix avec elle-même et avec le vivant. Pour y arriver, il faut passer du mono-capitalisme au multi-capitalisme.

Repenser notre comptabilité...

Aujourd'hui, les dirigeants des entreprises choisis par la démocratie de l'argent n'ont de responsabilité qu'envers le capital financier. Aucune logique interne les oblige à tenir compte du bien-être des travailleurs, ni de l'état de santé de la planète. En revanche, dans un multi-capitalisme, la responsabilité fiduciaire est étendue vers le capital humain et celui du vivant. Pour y parvenir, il faut connaître les stocks planétaires et les différents facteurs pouvant mettre en danger leur capacité à produire des flux continus pour les besoins de l'humanité et des autres êtres vivants. Cette approche, en anglais 'thresholds

and allocations", permet de déterminer les allocations justes qui sont disponibles pour les acteurs économiques et sociétaux, par le biais de comptabilités énergétique et multi-capitales. C'est ce qui est déjà fait dans des projets mondiaux tels que le Reporting 3.0 (R30.org), la Global Commons Alliance, ou le projet Compta-Care, en France, mené par le professeur Jacques Richard dans le cadre de la Coop des Communs. Cette infrastructure, qui peut aujourd'hui se mettre en place grâce aux infrastructures technologiques telles que la blockchain et ses avatars (post-blockchain), permet de concevoir des comptabilités et des chaînes logistiques circulaires, ouvertes et collaboratives, afin de prendre des décisions objectivement justifiées par la connaissance des limites planétaires et de leurs dépendances locales.

D'autres réformes comptables peuvent également être mises en avant, comme celle du Bien Commun (de Christian Felber), qui mesure les impacts des

« Les communs sont les seuls qui, au long cours de l'histoire humaine, ont réussi à gouverner l'emploi des ressources naturelles pour le long terme et les prochaines générations. »

entreprises selon les 17 critères relatifs aux objectifs de développement durable de l'ONU. Si les gouvernements et leurs programmes fiscaux et de soutien peuvent alors tenir compte des résultats de ces mesures d'impact, nous aurions des motivations extrinsèques qui pourraient influencer l'organisation et la conduite de ces entreprises. Rien n'empêche évidemment de restructurer les modèles d'entreprise vers des modèles plus démocratiques.

...et notre modèle de société

Ce type de changement nécessite une réorientation de nos sociétés, de notre économie et de nos entreprises vers un modèle davantage orienté « commun ». Les communs sont les seuls qui, au long cours de l'histoire humaine, ont réussi à gouverner l'emploi des ressources naturelles pour le long terme et les prochaines générations. En effet, nous pouvons lire l'histoire humaine de façon cyclique, où des périodes d'expansion menées par les États et les marchés se terminent en crise éco-

logique régionale, mais donnent naissance à des mouvements populaires et spirituels visant à régénérer ces sociétés atteintes, par le biais de la reconstitution des communs. Les communs sont donc ce que Stiegler appelle un pharmakon, un médicament qui, à bonne dose, peut guérir les sociétés malades de leur surexploitation des ressources. Il nous faut tout simplement, au niveau global comme local, des magistrères communs, des institutions capables de protéger les ressources en donnant le moyen aux institutions économiques de prendre les bonnes décisions, compatibles avec la survie de la planète.

L'agent de ce changement social sera non plus seulement le travailleur, qui demande sa part du surplus de son travail et du capitalisme, mais le commoneur. Un commoneur participe à la construction d'un nouveau régime de valeur basé sur la contribution, régi non plus par la valeur de la seule marchandise rare, mais de toute la création de valeur nécessaire à la reproduction de l'humanité et de

son écosystème. Si vous contribuez à un écosystème, vous participez à la création de valeur. La société et l'économie contributive, par essence post-capitaliste, reconnaissent que tout citoyen est productif, qu'il ne faut tolérer que ces formes marchandes respectueuses des communautés humaines et extrahumaines, et qu'il faut des institutions 'du bien commun'. La sphère de l'État oriente vers le soutien de l'autonomie productive de ses citoyens, c'est ce que nous appelons l'État partenaire. Les entreprises existent toujours, mais elles sont devenues 'entre-donneuriales', c'est-à-dire génératives envers les communautés humaines et la sphère du vivant.

■ Par **Michel Bauwens**

C'EST LE MOIS DE LA FORÊT :
ENSEMBLE, AGISSONS POUR LA PRÉSERVER



ENGAGEZ-VOUS :
1€ = 1 ARBRE PLANTÉ



planete-urgence.org

Depuis 20 ans, Planète Urgence s'engage
pour la reforestation et la solidarité
internationale



PLANÈTE URGENCE
VOLONTARIAT & DÉVELOPPEMENT
| GROUPE SOS |



Comment traquer l'argent sale ? Les propositions d'un juge

La justice a aussi son rôle à jouer dans la lutte contre les dérives de la mondialisation. Comme en témoigne le parcours de Renaud Van Ruymbeke. Pendant des années, l'ex-doyen du pôle financier au tribunal de Paris a traqué l'argent aux quatre coins du globe. Lui qui s'est heurté à nombre d'obstacles politiques et judiciaires esquisse dans ses mémoires quelques pistes pour mieux batailler contre les paradis fiscaux.

En début d'année, l'ex-juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke, quelques mois après avoir pris sa retraite, a publié ses mémoires. Le célèbre magistrat revient sur les grands dossiers qui l'ont animé depuis les années 70. Impossible de tous les citer ; de l'affaire Boulin (du nom du ministre retrouvé mort dans un étang, en 1979) au financement occulte du Parti socialiste (dont il perquisitionnera le siège parisien en 1992, une première), en passant par les contrats d'armement des frégates de Taiwan, qui ont donné lieu à des rétrocommissions, à l'affaire Kerviel. Engagé dans la lutte contre les paradis fiscaux, l'ancien doyen du pôle financier au tribunal de Paris n'a cessé de contourner les obstacles pour traquer l'argent sale, et il a dû passer des années à retrouver et identifier des comptes pour saisir les avoirs masqués dans des territoires à la législation légère. « *Des années sont (parfois) nécessaires pour pouvoir tracer le circuit de l'argent ayant transité en quelques secondes sur différents comptes ouverts à Hong Kong ou à Singapour.* »



Fort de son expérience, Renaud Van Ruymbeke suggère quelques idées de réformes qui permettraient d'éviter l'évasion fiscale et de récupérer des fonds considérables. D'autant plus utile en cette période de crise sociale.

Une législation à harmoniser

Pour mettre fin à l'évasion fiscale, le juge Van Ruymbeke propose dans son ouvrage d'« harmoniser la législation fiscale des différents États ». Pour lui, ce serait possible, au sein des Vingt-Sept, d'avoir « la même pour tous ». Plus loin, il poursuit : « *Il est urgent que l'Europe, qui porte des valeurs universelles, agisse enfin et montre l'exemple.* » Et ce, pour nettoyer les écuries d'Augias.

Réformer certaines institutions européennes

Des organisations existantes au niveau européen pourraient mener la bataille. Et, en premier lieu, Eurojust, l'agence européenne chargée de renforcer la coopération judiciaire entre les États membres. « *Eurojust pourrait être dotée de pouvoirs de contrôle sur l'action menée dans chaque État dans ce domaine* », car « *les magistrats qui la composent sont bien placés pour apprécier le degré de coopération de chaque pays* ».

En 2021, a été mis en place le Bureau du procureur général européen, à Luxembourg (mené par Laura Codruta Kövesi, ndlr). Une demande qu'il avait formulée il y a plusieurs années.

Seul problème de cet organe : « *Ses compétences sont limitées aux fraudes contre les intérêts financiers de l'Ue. Ses pouvoirs pourraient être parfaitement élargis à la lutte contre la fraude internationale.* »

Des actions anticorruption plus globales

Le magistrat le rappelle : sans le concours de la justice, l'argent de la fraude fiscale ou de la corruption, ne peut être confisqué « *sans l'intervention de procureurs, de juges d'instruction et d'enquêteurs spécialisés* ».

Pour y parvenir de façon sereine, l'ancien juge d'instruction déclare que la justice « *doit être soutenue par les services fiscaux, qui sont les premiers concernés. Ils doivent se concerter et poursuivre le même objectif* ». Renaud Van Ruymbeke demande à ce que des initiatives soient prises afin que des sanctions soient prononcées, notamment « *contre les institutions qui s'adonnent au blanchiment* ». Souvent, la justice locale ne fait que répondre favorablement aux demandes de l'étranger.

« La justice doit être soutenue par les services fiscaux. »



Biographie

- 1952 : naissance à Neuilly-sur-Seine
- 1977 : nommé juge d'instruction à Caen
- 1983-1985 : substitut du procureur de la République à la section financière de Caen
- 1985-1988 : maître de conférences à l'École nationale de la magistrature
- 1988 : nommé conseiller à la Cour d'appel de Rennes.
- 1996 : signataire, au côté de Denis Robert, de l'Appel de Genève pour une harmonisation fiscale et de la justice au niveau de l'Europe et pour la levée du secret bancaire
- 2000 : Premier juge d'instruction au pôle financier du tribunal de grande instance de Paris
- 2013 : nommé premier vice-président chargé de l'instruction du tribunal de grande instance de Paris
- 2019 : retraite
- 2021 : publie *Mémoires d'un juge trop indépendant* (Taillandier)

Il faudrait aller plus loin : « *Les procureurs locaux doivent engager des poursuites dans leur propre pays contre les banquiers et les fiduciaires.* »

La transparence capitale en Europe... et au-delà

Pour faciliter la tâche à la justice, il suggère un autre changement, pour le cas européen : « *Centraliser dans chaque pays les références des comptes bancaires au sein d'un organisme centralisateur.* » C'est le cas en France, dit-il. Pour lui, cet outil pourrait faire gagner du temps. « *Une simple demande adressée à un service unique* » suffirait pour connaître « *l'ensemble des comptes détenus par une personne* ». Une mesure de « *bon sens* », qui, selon lui, « *n'empiète pas sur la souveraineté des États membres* ».

L'argent sale, aujourd'hui, dort sur d'autres territoires, comme à Dubaï. « *Des escrocs y ont trouvé refuge et font prospérer leur fortune* », écrit le juge Van Ruymbeke. Et de se demander pourquoi les démocraties ne pourraient pas « *contraindre* » les pays refuges à jouer la transparence « *sous peine d'embargo ou d'autres sanctions commerciales internationales* », par exemple.

■ Par **Philippe Lesaffre**

Quand les médias permettent de limiter les dérives

Corruption, évasion fiscale... Ces dernières années, de nombreux médias ont révélé lors d'enquêtes communes plusieurs affaires impliquant des personnalités, des industriels et des politiques. Des investigations qui se sont avérées utiles.



C'est qui ? C'est quoi ?

Offshore Leaks, Panama Papers, Paradise Papers... Depuis plusieurs années, des journalistes du Consortium international des journalistes d'investigation (organisation à but non lucratif lancée en 1997 regroupant près de 200 reporters), ont dévoilé des affaires d'abus de pouvoir, de corruptions, d'évasion et de fraude fiscale, parfois avec le consentement des autorités publiques.



Les reporters ont exploré une masse importante de données qui ont fuité grâce à des lanceurs d'alerte. Ces investigations, diffusées dans de nombreux médias, éclaboussent de grandes entreprises, des sportifs, des artistes ou le monde politique.

Des révélations qui ont été suivies d'effets, comme vous le montre *MOUVEMENT UP*, en prenant l'exemple des enquêtes au sujet du Luxembourg.

Des affaires...

• LuxLeaks (2014)

En 2014, une investigation commune à des journalistes du monde entier a révélé, après une fuite de données, que le Luxembourg proposait des accords fiscaux attractifs à des centaines d'entreprises, notamment des multinationales.

• OpenLux (2021)

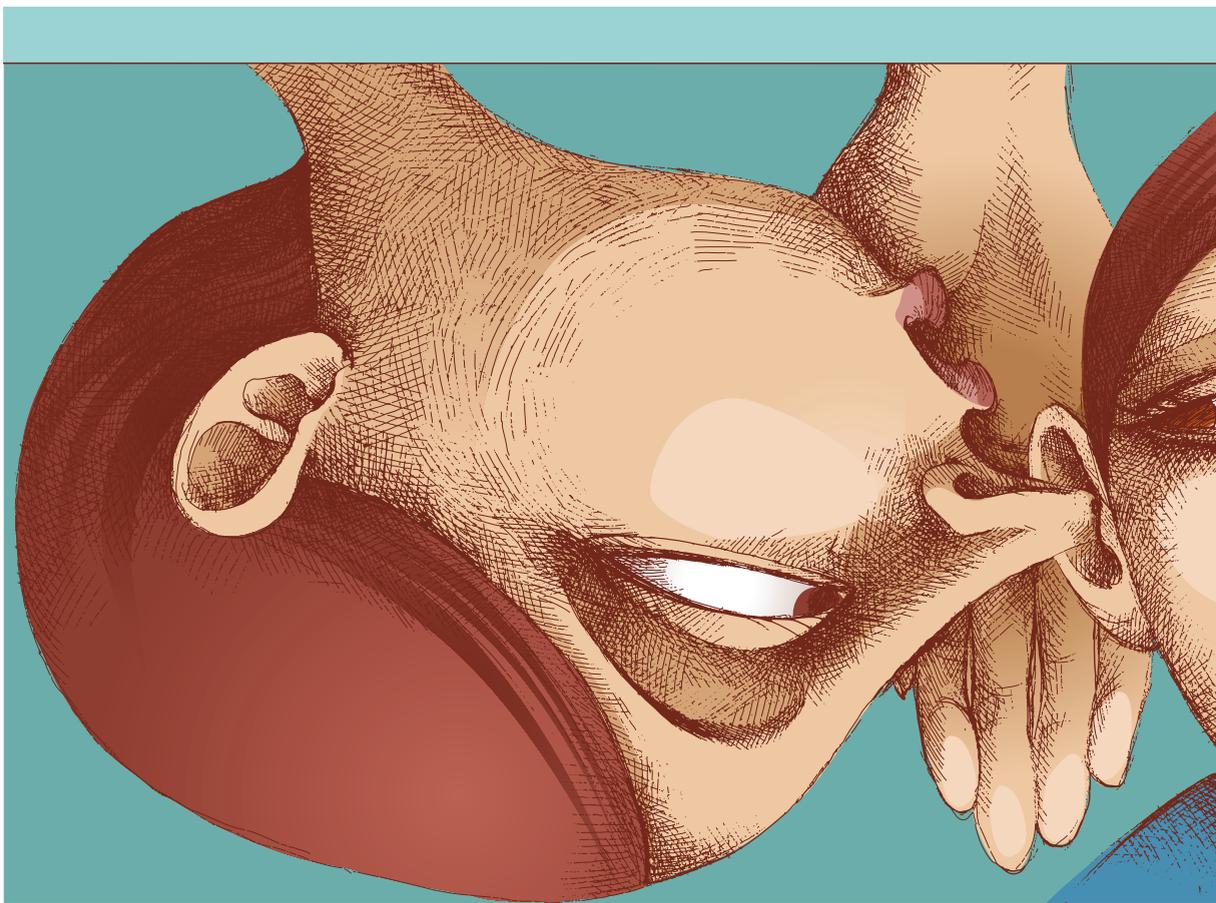
Nouvelle enquête du *Monde*, associé à des médias étrangers. Au Luxembourg, de nombreuses multinationales, ainsi que des particuliers (souvent d'origine française), ont enregistré des sociétés offshore (sans réelles activités, ni salariés) dans une visée d'optimisation fiscale, voire pour frauder le fisc, ce qui prive les États voisins de recettes fiscales importantes.

... qui font bouger les lignes

Prise de conscience, puis réactions. Après les révélations des LuxLeaks, la communauté internationale a par exemple approuvé en 2015 un plan de l'Organisation de coopération

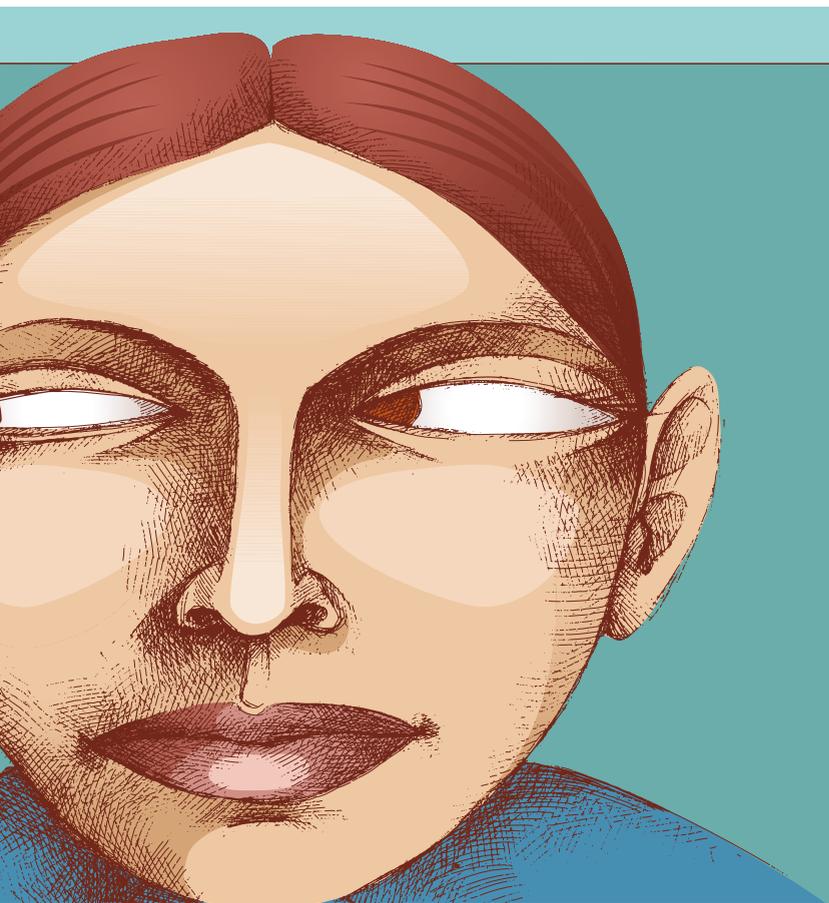
et de développement économiques (OCDE), visant, entre autres mesures, à mettre fin aux techniques d'optimisation fiscale les plus nocives. Dans un souci de transparence, l'Ue a en outre demandé en 2018 aux États membres de créer des registres publics des propriétaires réels des sociétés ainsi qu'un registre des bénéficiaires effectifs des entreprises (RBE) immatriculées au Luxembourg. Le Grand-Duché s'est mis en conformité en 2019. C'est justement ce récent RBE qui a servi de base à l'enquête OpenLux. Et qui a permis d'observer, comme *Le Monde* l'a en particulier dévoilé, « *un pic de réorganisations, de départs et de regroupements d'activités* » au Luxembourg début 2020. Un grand « ménage » qui a permis à des sociétés de se conformer au nouveau règlement entré en vigueur, qui s'avère plus contraignant, quelques années après le LuxLeaks. Verdict : certaines entreprises se sont domiciliées dans leur pays d'origine, or d'autres se sont rendues là où les règles étaient... encore opaques. Selon l'OCDE, des failles pourraient encore être comblées au sujet de la fiscalité des entreprises. La mise en place d'une imposition minimum mondiale des sociétés est sur la table. Reste à plancher, en outre, sur la régulation internationale de la fiscalité des personnes physiques.

■ Par **Philippe Lesaffre**



“The Great Reset” ou l’erreur de com’ devenue complot

Dans un essai intitulé « The Great Reset », le fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab, décrit les conséquences de la Covid-19 et propose des réformes économiques et sociétales transnationales. Depuis, l’ouvrage fait parler de lui sur les réseaux sociaux, certains y lisant le programme d’une conspiration des élites mondiales pour asservir l’humanité. Retour sur les ingrédients d’une rumeur tenace.



Au commencement, il y eut l'ouvrage. Publié en juin 2020 et baptisé *The Great Reset* (*La Grande Réinitialisation*, dans son édition française), il a été coécrit par l'économiste allemand Klaus Schwab, fondateur du Forum économique mondial (Davos), et le Français Thierry Malleret, son ex-directeur. Le livre s'adosse à un programme du même nom qui a servi de thème, en juin 2020, à cette conférence annuelle réunissant chefs d'État, grands patrons, ONG et personnalités civiles pour « penser le

monde de demain ».

Dans cet essai de prospection politique, économique et sociale - sorti dans un relatif anonymat -, les auteurs tentent de conceptualiser les grands changements générés par la pandémie de Covid-19. La crise sanitaire ayant, selon eux, mis en avant les failles de nos sociétés, Klaus Schwab et Thierry Malleret plaident pour un « *reboot* » - comme on le ferait avec un ordinateur défaillant - du système actuel mondial, en concertation avec les grandes entreprises,

les chefs d'États, les banques centrales et le FMI.

Leur objectif : poser de nouvelles bases d'un « *monde moins clivant, moins polluant, moins destructeur, plus inclusif, plus équitable et plus juste que celui dans lequel nous vivions à l'ère pré-pandémique* ». Pour faire court, il s'agirait de corriger les « *bugs* » du monde actuel, inégalités et destruction de la planète en tête, en profitant de la déflagration de 2020 pour dégager les bases d'un nouveau contrat social.

Supprimer les libertés individuelles

Klaus Schwab et Thierry Malleret prophétisent de nombreuses conséquences désastreuses de la pandémie. Dans le désordre, sont évoqués la flambée des nationalismes, le risque croissant de tensions nationales, de concurrence pour l'accès aux ressources, de guerres, l'explosion de la dette publique puis une hyperinflation, le remplacement des professions précaires par des robots et une défiance croissante entre individus avec une explosion de la rhétorique complotiste...

Une plus grande coopération, plus de justice sociale, des villes intelligentes et des infrastructures vertes...

Ils prévoient également, en réaction à ce jeu de dominos, un retour de l'État-providence et plaident pour une plus grande coopération, plus de justice sociale, des villes intelligentes et des infrastructures vertes, mais surtout une « *quatrième révolution industrielle* », robotique et informatique, le tout géré par une « *gouvernance mondiale* » vue par les auteurs comme l'unique moyen d'orchestrer le chaos des années à venir. Si « *gouvernance mondiale* » était déjà venue chatouiller les oreilles les plus sensibles, le plaider des auteurs pour le traçage numérique des citoyens - certes nuancé par le rappel des mises en garde des défenseurs de la vie privée, mais néanmoins présenté comme inévitable pour parvenir à réguler une pandémie qui se prolonge -, a fait le reste. Le tout a été perçu comme l'aveu d'un projet de soumettre l'humanité en imposant des mesures coercitives limitant - voire supprimant - les libertés individuelles.

QAnon et le documentaire « Hold Up » à la rescousse

L'un des premiers à avoir sonné la charge est Monseigneur Viganò, ex-ambassadeur du Vatican aux États-Unis. Dans une lettre ouverte envoyée en octobre à Donald Trump, il affirme que « *le destin du monde est mis en danger par une conspiration mondiale contre Dieu et l'humanité* » et que tous ceux qui n'accepteront pas une vaccination et un passeport sanitaire devenus obligatoires seront « *confinés dans des camps de détention et tous leurs avoirs seront confisqués* ». Un message qui a trouvé un bel écho du côté des catholiques intégristes. Une simple requête Google permet de tomber sur des vidéos de nonnes se filmant face caméra et affirmant que « *The Great Reset ou 'Grande Réinitialisation' nous prépare à l'apparition de l'Antéchrist* ».

Les choses auraient pu s'arrêter là si « Q », figure de proue anonyme de la mouvance conspirationniste QAnon, n'avait relayé l'appel du religieux sur son site. La machine s'est alors emballée,

« On a utilisé cette métaphore pour expliquer qu'il faut mettre en place des réformes qui rendent nos économies, nos sociétés, plus inclusives et plus respectueuses de la nature. »

des traductions multilingues fleurissant et étant partagées et likées des milliers de fois sur les réseaux sociaux. Enfin, le coup de grâce est arrivé à la mi-novembre 2020 avec le documentaire à succès *Hold Up*, du journaliste Pierre Barnérias, qui a aussi bien travaillé pour le *Journal du Seigneur* que *Envoyé Spécial*, *Zone interdite* ou LCI.

La thèse portée par ce dernier est protéiforme mais ressemble globalement à ceci : la pandémie a été provoquée par une élite mondiale à la solde des Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft), et ces derniers misent sur une vaccination obligatoire pour implanter dans chaque humain une puce électronique, qui sera ensuite activée grâce au futur réseau de 5G. Les récalcitrants, eux, seront réunis dans des camps de détention et privés de leurs biens.

Enfiler des perles sur un volcan

De quoi faire halluciner Thierry Malleret, co-rédacteur de *The Great Reset*, qui semble commencer à regretter d'avoir utilisé

cette expression : « *On a utilisé cette métaphore - qui est extrêmement vague et qui est héritée du monde de la tech - pour expliquer qu'il faut mettre en place des réformes qui rendent nos économies, nos sociétés, plus inclusives et plus respectueuses de la nature* », a-t-il confié à France Info en janvier. Rien à voir donc avec le projet confiscatoire voire concentrationnaire décrit par ce que les principaux médias français s'accordent à nommer la sphère complotiste.

Une analyse partagée par Dany Lang, enseignant-chercheur à la Sorbonne Paris Nord et membre des Économistes atterrés, association d'économistes « *opposés à l'orthodoxie néo-libérale* », donc peu suspects de sympathie démesurée envers les représentants du Forum économique :

« *On a déjà vu Davos par le passé, à la suite notamment de la crise financière globale de 2008, dire qu'il faut complètement repenser le capitalisme et changer radicalement les choses, en particulier le fonctionnement du système, et rien n'a changé.* »

Laurent Joffrin, directeur de la publication du quotidien *Libération*, écrivait lui, un an avant la pandémie, le 23 janvier 2019 : « *En 2008 et 2009, déjà, ils avaient juré, croix de bois, croix de fer, qu'ils mettraient bon ordre aux extravagances de la finance mondiale. Paroles, paroles...* »

Baptisé différemment, le petit ouvrage serait-il passé inaperçu ? Est-il envisageable qu'un goût de la formule un peu cabotin ait lancé la plus grosse rumeur internationale de ces dernières années ? Laurent Joffrin avait, lui, conclu son analyse sur Davos par cette formule : « *Les grands prêtres du libéralisme [...] croient penser sur une montagne. Ils enfilent des perles sur un volcan.* »

■ Par **Roxane Guichard**

Bibliographie

À lire

- *Pour un capitalisme d'intérêt général* de Jean-marc Borello
- *Aux origines de la catastrophe* sous la direction de Pablo Servigne et Raphael Stevens
- *Redonner du pouvoir à son argent* de Julien Vidal
- *Voulons-nous (sérieusement) changer le monde ?* de Bertrand Badré
- *Quand l'improbable surgit, un autre futur revient dans la partie* de Yannick Roudault
- *Bifurquer* sous la direction de Bernard Stiegler
- *The is no alternative, 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde* d'Olivier Bonfond
- *Petit manuel pour une géographie de combat*, Renaud Duterme (La Découverte, 2020)
- *La richesse cachée des nations*, Gabriel Zucman (Seuil/République des idées, 2017)
- *Mémoire d'un juge*, Renaud Van Ruymbeke (Editions Taillandier, 2021)
- *Le triomphe de l'injustice*, Gabriel Zucman et Emmanuel Saez (Seuil, 2020)
- *Le Manifeste travail*, Julie Battilana, Isabelle Ferreras, Dominique Méda (Seuil, 2020)

À écouter :

- *Aux origines du capitalisme.* 4 épisodes. France Culture. Entendez-vous l'éco ?
- *La capitalisme est-il voué à mourir ?* France Culture. Le magazine de l'environnement.





RENDEZ-VOUS SUR MOUVEMENT-UP.FR

UP CONFERENCES

Fake news,
ne tombons
plus dans
le panneau
17 mars

UP
CAFÉ
Redonner
du sens
à sa vie
31 mars

UP
FACTORY
Entrepreneurs,
soyez sereins
et efficaces en
télétravail avec
Alice Vivian
26 mars

RENCONTRE
Nans et Mouts,
Nus et
Culottés
12 avril

À RÉÉCOUTER SUR MOUVEMENT-UP.FR

UP
CONFERENCES
La fatigue, le mal du siècle

UP
CONFERENCES
Vers l'infini et la quête de sens

SUIVEZ-NOUS





Agir

Le monde tel que nous l'avons connu ces dernières décennies va sans doute se transformer. Faut-il en avoir peur ? Peut-être pas. Les acteurs du changement proposent déjà des solutions pour un monde meilleur, plus respectueux de l'homme et de l'environnement. Nous vous proposons de découvrir leurs initiatives, leurs idées, leurs projets, à travers ces pages qui, nous l'espérons, vous encourageront à devenir, à votre tour, les futurs acteurs du changement.

Thomas Sammut,
le cancre préféré
des champions
88

L'ambullangère
94

Les Cuistots
migrateurs :
de l'exil au fournil
100

Chékéba Hachemi :
Inspirer,
se battre et
recommencer
104

Le code de
la seconde chance
108

TÊTU
Comment réagir
face aux mots
qui blessent
112



**« Quand on travaille sur la joie de vivre
et le bonheur, on peut amener un athlète
très loin dans les performances. »**



Thomas Sammut, le cancre préféré des champions

Il a permis à Florent Manaudou, Camille Lacourt ou encore Mathieu Faivre de devenir les immenses champions que l'on connaît aujourd'hui. Il les a surtout aidés à s'accomplir en tant qu'individu.

La performance par le bien-être, tel est le crédo de Thomas Sammut, ancien cancre devenu l'un des meilleurs préparateurs mentaux du monde aujourd'hui.

Aux dires de ses professeurs, Thomas Sammut n'aurait jamais dû briller... « *Bon à rien, nul en tout* », il était ce qu'on appelle communément un cancre à l'école. Non pas qu'il était plus stupide qu'un autre, mais il ne percevait ni sens ni plaisir à se trouver dans une salle de classe. Cet endroit où des « *enfants sont enfermés dans des schémas de pensée les empêchant d'accéder à leur vrai potentiel* », comme il l'écrit dans son livre *Un cancre dans les étoiles*. Du coup, naturellement, il décrocha. Il tentera bien de passer le bac en candidat libre, quelques années après sa déscolarisation, mais on lui refusera au rattrapage, pour un petit point seulement... Ultime humiliation pour un élève jugé sans avenir.

De désillusions en révélations

Sans diplôme en poche, il devient entraîneur de natation - discipline à laquelle il fut inscrit par son père pour éviter qu'il ne traîne trop dehors, après les cours, et dans laquelle il excellait au lycée - dans un petit club breton. C'est au bord des bassins qu'il fait une étonnante découverte : les perfor-

mances de ses nageurs, les jours de compétition, ne reflètent pas leur véritable niveau. Comment l'expliquer ? En échangeant avec eux, il finit par comprendre que leurs performances dépendent de leur bien-être et que, pour performer les jours de compétition, il faut qu'ils se sentent libérés. Libérés du regard des autres pour certains, de leurs croyances limitantes pour d'autres. Des pressions et des limites depuis trop longtemps ancrées en eux : « *80 % des pensées limitantes remontent à l'enfance et la période scolaire. Elles nous empêchent d'exprimer notre véritable potentiel et donc d'être heureux. Plus on grandit à l'école, et plus notre sourire, notre insouciance et notre soif d'apprendre disparaissent. On nous demande de travailler dur pour obtenir des résultats qui nous rendront, peut-être, heureux. C'est aberrant. Il faut partir du principe que c'est en étant heureux que l'on travaille mieux et qu'on obtient naturellement des résultats* », explique-t-il.

**« En France,
dès qu'on sort du moule, on est marginal,
et on ne peut être cité pour exemple. »**

Coach Sammut entame alors un travail inhabituel pour un entraîneur : celui de rendre ses athlètes heureux. Pour cela, il les encourage à se retrouver. Le fait d'apprendre à se connaître, à redevenir soi, leur permettent d'accumuler de la confiance et de mieux gérer le stress lors des compétitions. Il découvre dès lors que son propre plaisir ne réside pas dans le nombre de médailles glanées par ses nageurs, mais dans leur sourire au sortir du grand bain. Sensible à ses résultats, et curieux de sa méthode, le Cercle des nageurs de Marseille lui propose d'intégrer son staff à titre provisoire. Avec l'entraîneur Romain Barnier, ils partagent la même philosophie et souhaitent utiliser le Cercle comme laboratoire à cette vision philanthropique du sportif. Le début d'une idylle.

Des champions oui, mais des humains avant tout
À Marseille, Thomas Sammut encadre des nageurs à fort potentiel, mais sans médaille et en proie aux doutes - Florent Manaudou, Frédéric Bousquet,

Camille Lacourt, Fabien Gillot pour ne citer qu'eux. Il a une conviction : pour briller dans les bassins, ces jeunes doivent nager dans le bonheur. Comment les aider ? En les reconnectant à eux-mêmes dans un premier temps, en défaisant ou rétablissant tout ce qui a été détruit ou mal construit en chacun d'eux depuis tant d'années. Pour ce faire, il identifie, là encore, leurs pensées limitantes et les encourage à faire abstraction du jugement des autres.

Les pensées limitantes de Fabien Gillot, par exemple, étaient nées à l'école, où les professeurs lui avaient tellement rendu de copies dites « moyennes », qu'il avait fini par croire qu'il était lui-même quelqu'un de moyen. Florent Manaudou, lui, s'efforçait de combattre sa timidité et son hyper-sensibilité, d'aller contre sa nature, alors qu'il pouvait puiser énormément d'énergie dans ses émotions ressenties. Quant à Camille Lacour, on l'avait trop longtemps forcé à être « sérieux » pour gagner des compétitions, alors que c'est dans l'insouciance qu'il déborde d'énergie et que,

selon lui, tout devient possible. Le gros travail effectué avec chacun d'eux a permis à ces nageurs de devenir les immenses champions que l'on connaît aujourd'hui, mais avant tout de devenir des hommes accomplis. Résultat : 140 médailles internationales ont été remportées par les nageurs du CNM (soit les 2/3 des médailles de l'équipe de France !). « *En ne cataloguant pas le sportif comme une masse musculaire, mais comme une personne humaine à part entière, on a amené des nageurs aux championnats du monde et aux Jeux olympiques avec zéro moyen. Quand on travaille sur la joie de vivre et le bonheur, on peut amener un athlète très loin dans les performances* », explique-t-il.

« 80 % des pensées limitantes remontent à l'enfance et la période scolaire. »

il les a coachés

Objectif : changer le système

Malgré ce bilan sans égal, la Fédération française de natation – ni aucune autre d'ailleurs – n'a jamais prêté attention aux méthodes de Thomas Sammut, préférant se terrer dans ses vieux principes. « *En France, dès qu'on sort du moule, on est marginal, et on ne peut être cité pour exemple* », regrette Thomas Sammut.

Aujourd'hui, en plus d'encadrer des sportifs en vue des Jeux olympiques de Tokyo, Thomas Sammut accompagne aussi des entreprises dans leurs techniques de management et dans les relations interpersonnelles. Cadres, salariés ou champions... comme il s'amuse à le dire, « *on est tous différents, mais on fonctionne tous de la même façon* ».

Il travaille également sur une application mobile, qui mettra à disposition du plus grand nombre des outils pour aider les générations futures à ne plus reproduire les mêmes schémas de pensées limitantes que leurs aînés, et leur permettre de devenir des générations véritablement éveillées.

■ Par **Geoffrey Chapelle**

■ NATATION

● Florent Manaudou

champion olympique 2012/
vice-champion olympique
2016, triple recordman du
monde

● Camille Lacourt

5 fois champion du monde
2011/2013/2015/2017

● Frederik Bousquet

3° du monde 2013, recordman
du monde

● Inge Dekker

championne du monde 2011

● Fabien Gilot

vice-champion olympique
en relais 2016, champion
du monde en relais 2013 /
champion olympique en relais
2012 / vice-champion du
monde 2010. Capitaine de
l'équipe de France (2012 à
2016)

● Benjamin Stasiulis

vice-champion du monde
2014 relais

● Mehdy Metella

3° du monde 2017 et vice-
champion olympique relais
2016

● William Meynard

3° du monde 2011

● Femke Heemskerk

championne du monde 2014,
vice-championne du monde
2010

● Gregory Mallet

champion du monde 2013
en relais / vice-champion
olympique 2012 en relais

● Giacomo Perez-Dortona

3° du monde en 2014,
champion du monde relais
2013

● Clément Mignon

vice-champion olympique
relais 2016

■ FOOTBALL

● OGC Nice

meilleur classement de la
ligue1 (2016) et meilleurs
résultats en coupe d'Europe
(2017) de toute l'histoire du
club.

■ SKI

● Mathieu Faivre

champion du monde de géant
2021

■ WATER-POLO

● CNM - champion d'Europe
des clubs

Conseils de coach

Comment dépasser ses limites, s'affranchir du regard des autres ou combattre sa peur de l'échec ?
Thomas Sammut nous dévoile quelques tips.

Vous écrivez dans votre livre que pour libérer son potentiel, il faut d'abord se débarrasser de ses croyances limitantes. Comment procéder ?

La première chose à faire est de comparer la perception qu'on a de nous-mêmes à la réalité. Il faut prendre conscience que ces croyances que nous développons ne reposent sur aucun fait fondé, si ce n'est sur des phrases répétées que l'on a entendues X fois. Par exemple, à force de recevoir des notes médiocres à l'école, on finit par croire qu'on est soi-même quelqu'un de médiocre. Ce qui est bien évidemment faux. Essayez de prouver à quelqu'un que vous êtes vraiment quelqu'un de médiocre et vous vous rendrez compte que cela n'a pas de sens.

Cette prise de conscience est donc le premier pas vers le chemin de tous les possibles ?

Oui, une fois que l'on remet en cause ses croyances limitantes, on finit par identifier une qualité qui nous définit. De cette qualité va découler d'autres valeurs, de ces valeurs vont découler des caractéristiques qui nous sont propres et sur lesquels on va capitaliser. C'est un peu comme une pelote de laine.

Comment s'affranchir du regard des autres ?

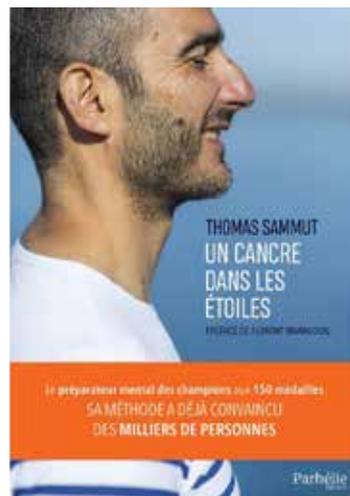
Il faut prendre conscience qu'en voulant plaire aux autres, il est impossible de renforcer son identité. À force de chercher à plaire aux autres, on finit par ne vivre qu'à travers leur regard, et on finit par passer à côté de sa vie. Il faut donc d'abord penser à soi, apprendre à s'aimer, et s'affranchir du jugement des autres.

L'égoïsme ne serait donc pas un vilain défaut ?

Exactement. Chaque jour, on passe 24 heures avec nous-mêmes, et il nous vient rarement à l'esprit de dire que nous sommes la personne la plus importante à nos yeux. Peut-être parce que c'est mal perçu dans notre société... Mais penser à soi permet de mieux se connaître pour mieux répondre aux besoins des autres. Et se donner le bon amour permet en retour de donner le bon amour aux autres. La base de mon travail, c'est justement de faire en sorte que les gens s'aiment pour ce qu'ils sont. À partir du moment où un nageur me dit qu'il est la personne la plus importante à ses yeux, je sais qu'il peut aller très loin dans les performances.

Comment apprivoiser sa peur de l'échec ?

Difficile quand on nous martèle que commettre une erreur, ce n'est pas bien. Alors, en commettre plusieurs qui conduisent à un échec, là, c'est encore pire, c'est la honte absolue ! Or, le propre de l'apprentissage, c'est l'échec. Un enfant tombe bien avant de savoir marcher. S'il n'avait pas connu l'échec, il serait encore allongé au moment où je vous parle. J'encourage donc les personnes que j'encadre à sortir de l'image qu'ils se font de l'échec. L'échec n'est pas égal à honte, c'est juste un moyen de rebondir et de se découvrir. L'échec est un chemin qui nous mène à la réussite. ■ Propos recueillis par **Geoffrey Chapelle**





**ÉCOUTEZ
OU RÉÉCOUTEZ
TOUS LES JOURS
DES ÉMISSIONS
INSPIRANTES
POUR VOTRE
QUOTIDIEN**

Retrouvez notre radio à écouter en #LIVE !, les podcasts de nos émissions et conférences à #ECOUTER sur Deezer, Spotify, Itunes et Google Podcast

MOUVEMENT UP, le premier média qui met la solution au cœur de l'information

MOUVEMENT-UP.FR

SUIVEZ-NOUS





Alors que nous empilons méthodiquement les bottes de foin sur la remorque, Agathe rayonne au volant de son tracteur. À 24 ans, la jeune normande a décidé de s'engager dans l'élevage caprin et la fabrication de fromage en s'inscrivant au BPREA (Brevet professionnel responsable d'entreprise agricole). Cette reconversion pastorale doit bien plaire au Mont-Saint-Michel qui semble veiller au loin, attendant imperturbablement que le soleil se couche sur sa baie.



Carnet de bord

L'ambullangère (2/4)

À travers mon carnet de bord, je vous invite sur les routes de France, sans moteur ni levure industrielle, au bon goût de foin et des tartines du matin. «L'ambullangère», c'est ce projet hybride autour d'un voyage initiatique à vélo et de ma passion pour le pain au levain naturel, dans une époque de bouleversements écologiques et sanitaires qui bousculent nos quotidiens contemporains. Voici la suite de mes aventures, à la ferme du Petit Changeons, cette fois-ci, dans l'Ouest de la France.

« En seulement quatre jours, j'aurai donc l'occasion de ramener les chèvres dispersées dans le vallon, participer à une fournée, vendre au marché d'Avranches, et rentrer les bottes de foin coupé. »

Pourquoi commencer un voyage à la rencontre de paysan.e.s boulanger.e.s par l'Ouest ?

À une exception près, la poignée de contacts potentiels dont je disposais aux prémices du projet devait plutôt m'orienter vers le Sud ou l'Est de la France. J'aurais pu partir de Lyon, où habitent mes parents, me lançant ainsi dès le départ dans une région très dynamique en matière d'agriculture biologique. Mais cela aurait été sans considération pour ma grande sensibilité à la chaleur. Suivre le parcours direction Ouest, Sud, puis Est aura donc été un choix stratégique déterminant qui m'a permis, j'en suis convaincue avec le recul, de tenir le voyage sur la durée. Ce n'était pas un hasard

si j'avais choisi @vikingonabike (« Viking sur un vélo ») comme pseudonyme sur Instagram il y a quelques années, mon tempérament nordique endurant plus volontiers la fraîcheur du crachin normand que le cagnard provençal.

Après mes premières étapes passées dans des fournils dans la Beauce, le Perche, la Manche et le Calvados, je m'arrête quelques jours à la ferme du Petit Changeons dans les pentes d'Avranches. Le cadre est idyllique ; dans une rue anodine en contrebas de la ville, un portillon de fer s'ouvre sur un vallon boisé avec, comme toile de fond, la baie du Mont-Saint-Michel. La ferme est en contrebas. J'y suis accueillie par Vincent et Apolline,





Pour soulever les bottes, tout est dans la position du genou, placé en avant afin de faire basculer et remonter la fourche très haut, presque sans effort. Un début de geste hésitant empêche l'effet de levier et garantit un ratage total de l'opération, alors on apprend vite. Stocké au-dessus de la chèvrerie, le foin servira à nourrir les bêtes pendant l'hiver.



L'itinérance à vélo m'a permis de m'inscrire en relation directe avec le territoire traversé et les personnes rencontrées. Cette aventure estivale a trouvé sa cohérence et sa continuité parce que les fermes et fournils où j'ai fait étape ont été comme des escales où j'ai pu raconter mon épopée, décrire le paysage que j'avais traversé, par quel temps, et ce qu'on y fait là-bas, dans une autre ferme, chez une consoeur ou un confrère, 80 ou 100 kilomètres plus à l'Est ou au Nord. Je pense d'ailleurs que je n'aurais tout simplement pas été accueillie de la même manière, pas aussi chaleureusement, si j'avais voyagé en voiture ou en van.

**« Dans l'agriculture paysanne,
comme dans la boulangerie artisanale, je réalise chaque jour
de mon voyage l'importance de tenir de solides réflexions autour
de l'ergonomie et de la pénibilité au travail. »**

les associés qui ont repris le site un an plus tôt, et leurs deux woofers qui leur prêtent main forte pour la saison. Avec eux, je découvre le fonctionnement d'un Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC). Ici, on parle d'« ateliers » pour qualifier les différentes activités exercées, comme celles autour du pain dont Vincent est le référent, et la chèvrerie-fromagerie gérée par Apolline. Lors de mon passage, c'est Agathe, une woofeuse (stagiaire venue découvrir le monde agricole en échangeant ses services contre une expérience et un hébergement sur place) qui la remplace. En seulement quatre jours, j'aurai donc l'occasion de ramener les chèvres dispersées dans le vallon, de participer à une fournée, de vendre au marché d'Avranches, et - un baptême pour moi - de rentrer les bottes de foin coupé. Initiée par un voisin agriculteur, j'apprends le bon geste, celui qui permet de soulever le poids conséquent de la botte à bout de bras pour lui faire atteindre la remorque qui avance simultanément au pas, le long du pré.

Au sortir d'une formation académique qui valorise, à mon désespoir, tout sauf l'utilisation de ce merveilleux outil qu'est notre corps, apprendre de nouveaux gestes est pour moi une grande source de joie. Pour autant, je suis loin d'idéaliser aveuglément ces tâches physiques. Dans l'agriculture paysanne, comme dans la boulangerie artisanale, je réalise chaque jour de mon voyage l'importance de tenir de solides réflexions autour de l'ergonomie et de la pénibilité au travail. Contrairement aux anciens temps où ces sujets étaient souvent négligés, les femmes et les hommes que j'ai rencontrés ont toujours en tête de trouver une dynamique de travail équilibrée pour ménager leur corps. Beaucoup de ceux qu'on appelle « néo-paysans » partagent cependant un constat après leur changement de vie : l'activité de plein air génère une fatigue souvent plus saine que le stress quotidien des milieux et emplois urbains. Reste à savoir placer le curseur. En parlant de fatigue, ces journées de labeur collectif couplées

à de bonnes nuits de sommeil m'auront revigorée, et je quitte le Petit Changeons en pleine forme pour entrer dans le vaste pays breton que je vais sillonner pendant plusieurs semaines. De nouvelles rencontres m'y attendent et, bientôt, je devrai poser à nouveau pied à terre pour prendre part à d'autres fournées et travaux des champs. Les moissons approchant et les fruitiers croulant sous les quetsches, reines-claude et autres prunes mûries par le soleil de la fin juillet.

■ Par **Eugénie Senlis**

Eugénie Senlis - l'ambullangère -
@vikingonabike

Les Cuistots migrants : de l'exil au fournil

L'association des Cuistots migrants a ouvert une école afin de former gratuitement des réfugiés majeurs au métier de commis de cuisine.

Les Cuistots migrants accompagnent, depuis 2016, des personnes réfugiées grâce à la cuisine. Objectif : lutter contre les préjugés, les aider à trouver leur place grâce à des métiers de bouche. Après l'activité de traiteur et de restaurant, l'équipe a monté en novembre 2020 une école pour former des personnes venues de loin, dont le but est de « maximiser l'impact social », comme le raconte Mélanie Rousseau, responsable marque et communication de l'association. Pour ces femmes et ces hommes, originaires de pays d'Afrique ou encore d'Asie, il est parfois difficile de trouver des emplois stables, surtout à l'heure où les professionnels de la restauration peinent à recruter en cette période si particulière. Ainsi, les Cuistots migrants proposent une formation gratuite et diplômante de quatre mois à l'issue de laquelle les réfugiés peuvent obtenir – dans un premier temps – la qualification professionnelle de commis de cuisine. En trois ans, l'association a l'intention d'accompagner

200 personnes de 18 ans et plus. Des citoyens au statut de réfugié qui doivent également, pour postuler, être demandeurs d'emplois, parler un minimum français et avoir un intérêt pour la gastronomie. Pas la peine, néanmoins, d'avoir eu auparavant une expérience dans le domaine. Dans la promotion pilote, par exemple, si certains ont pu travailler dans des filières agricoles ou alimentaires, ce n'est pas le cas de tout le monde.

Le jargon culinaire à la sauce française

Il leur est dispensé à l'institut culinaire de Paris des cours de cuisine. « Les personnes apprennent en majorité des recettes traditionnelles françaises, ainsi qu'à préparer des plats d'autres pays, pour faire écho à leurs origines, note Imaad Ali, responsable pédagogique de l'association. On leur apporte une approche culturelle de la cuisine et on leur inculque différentes techniques qui, parfois, se retrouvent dans des cuisines différentes. »

La formation comprend par ailleurs des cours de français adaptés au secteur. « Outre l'apprentissage du jargon culinaire, ces femmes et ces hommes apprennent à se faire comprendre dans les cuisines de restaurants, au sein de brigades, ajoute le cofondateur de Thot, l'école de français pour personnes en exil, partenaire de l'École des Cuistots migrants. On souhaite aussi les aider en cas de besoin administratif, sur le logement et on leur désigne un parrain (bénévole de l'École des Cuistots migrants) pour qu'ils puissent découvrir autre chose que la cuisine », ajoute-t-il. Sans oublier un accompagnement personnalisé pour que chacun, une fois son diplôme en poche, trouve un emploi ou crée, pourquoi pas, sa propre entreprise. Si, pour l'heure, l'association dispense une formation de commis de cuisine, elle réfléchit à d'autres pistes. Certains rêvent de devenir boulangers-pâtisseries, d'autres, encore, sommeliers. Tous les rêves sont permis.

■ Par **Philippe Lesaffre**

En trois ans, l'association
a l'intention d'accompagner
200 personnes de 18 ans et plus.





Chékéba Hachemi : inspirer, se battre et recommencer

La présidente fondatrice de l'ONG Afghanistan Libre a eu mille vies, de la vallée du Pandjchir aux hautes instances de l'Union européenne. Aujourd'hui, elle continue de se battre pour les droits des femmes et des filles, en Afghanistan et ailleurs.

Chékéba Hachemi fait partie de ces femmes qu'on n'oublie pas : engagée, libre, combative, qui dit ce qu'elle pense. Celle qui se définit comme « grande gueule » est née en Afghanistan, et quitte son pays à l'âge de 11 ans. « J'ai traversé les montagnes, et c'est là que j'ai pris conscience que plus jamais aucun homme ne me dira quoi faire », raconte-t-elle. En France, elle crée l'ONG Afghanistan Libre, qui vient en aide aux femmes et filles afghanes, dans leur accès à l'éducation et à la santé.

« C'était une suite logique de ce que j'avais vécu. La vie m'avait donné la chance de voir et le bon côté, et j'allais profiter d'être du bon côté de la planète pour aider celles qui n'en avaient pas la possibilité », se rappelle-t-elle. Après la création de l'ONG en 1996, elle repart en Afghanistan au début des années 2000 dans la vallée du Pandjchir, haut lieu de la résistance aux talibans. Au milieu des bombes, elle y rencontre une femme qui lui demande de construire une école pour ses enfants.

Quelques jours plus tard, elle rencontre le commandant Massoud, avec qui elle construira le lycée Malalai. Elle se rappelle de cette phrase prononcée par Massoud : « Qui mieux que la diaspora afghane pour mieux comprendre leurs sœurs afghanes. » Au début des années 2000, elle devient la première femme afghane diplomate auprès de l'Union européenne après la chute des talibans, puis conseillère aux affaires économiques auprès du vice-président afghan.



En 2009, elle démissionne de ses fonctions après avoir dénoncé la corruption du régime et des grandes institutions. « *J'ai passé plus de temps à me justifier en tant que jeune femme plutôt que de faire le boulot* », soupire Chékéba Hachemi. Elle crée CH Consulting, agence de conseil en philanthropie auprès de grandes entreprises et de fondations et écrit plusieurs livres.

« S'il y a des jeunes filles qui s'identifient, moi j'aurai gagné »

25 ans après la création d'Afghanistan Libre, plus de 300 000 filles ont bénéficié des

projets de l'ONG, qui revendique une approche holistique, en lien avec les populations locales.

« *Si vous ne vous mouillez pas et n'allez pas sur le terrain, vous n'arriverez pas à travailler* », insiste Chékéba Hachemi. L'ONG développe des écoles pour filles, mais également des bibliothèques et des centres de santé. Elle se bat pour l'attribution généralisée de l'état civil pour les filles, directement dans les écoles, et met en place du suivi psychosocial, essentiel dans un pays traumatisé par des décennies de guerre.

En 2018, le projet de classes digitales, dans des zones rurales afghanes sans électricité,

est développé grâce à des panneaux solaires. Pour Chékéba Hachemi, la transmission est essentielle. « *On est des role models. S'il y a des jeunes filles qui s'identifient, moi j'aurai gagné* », souligne-t-elle, avec le souvenir ému d'une lycéenne afghane lui ayant dit : « *Quand je serai grande, je voudrai être comme vous, je voudrai être ambassadrice.* » De fait, écrire, transmettre lui permet de continuer.

« *Les femmes, ça compte, c'est important* », résume-t-elle.

■ Par **Pauline Ferrari**





L'association Afghanistan Libre : éducation, accès au soin et empowerment des femmes

L'ONG créée par Chékéba Hachemi continue depuis 25 ans à lutter pour les droits des femmes et des filles dans les zones rurales d'Afghanistan.

« Notre cœur d'action, c'est l'éducation », résume Louise Clément, directrice d'Afghanistan Libre. Créée en 1996 en réponse à la prise de pouvoir des talibans, l'ONG Afghanistan Libre se bat contre la dégradation des droits des femmes. « On agit en zones rurales, difficiles d'accès, où 75 % des Afghanes n'ont pas accès aux essentiels, que ce soit l'éducation ou la santé », souligne Louise Clément.

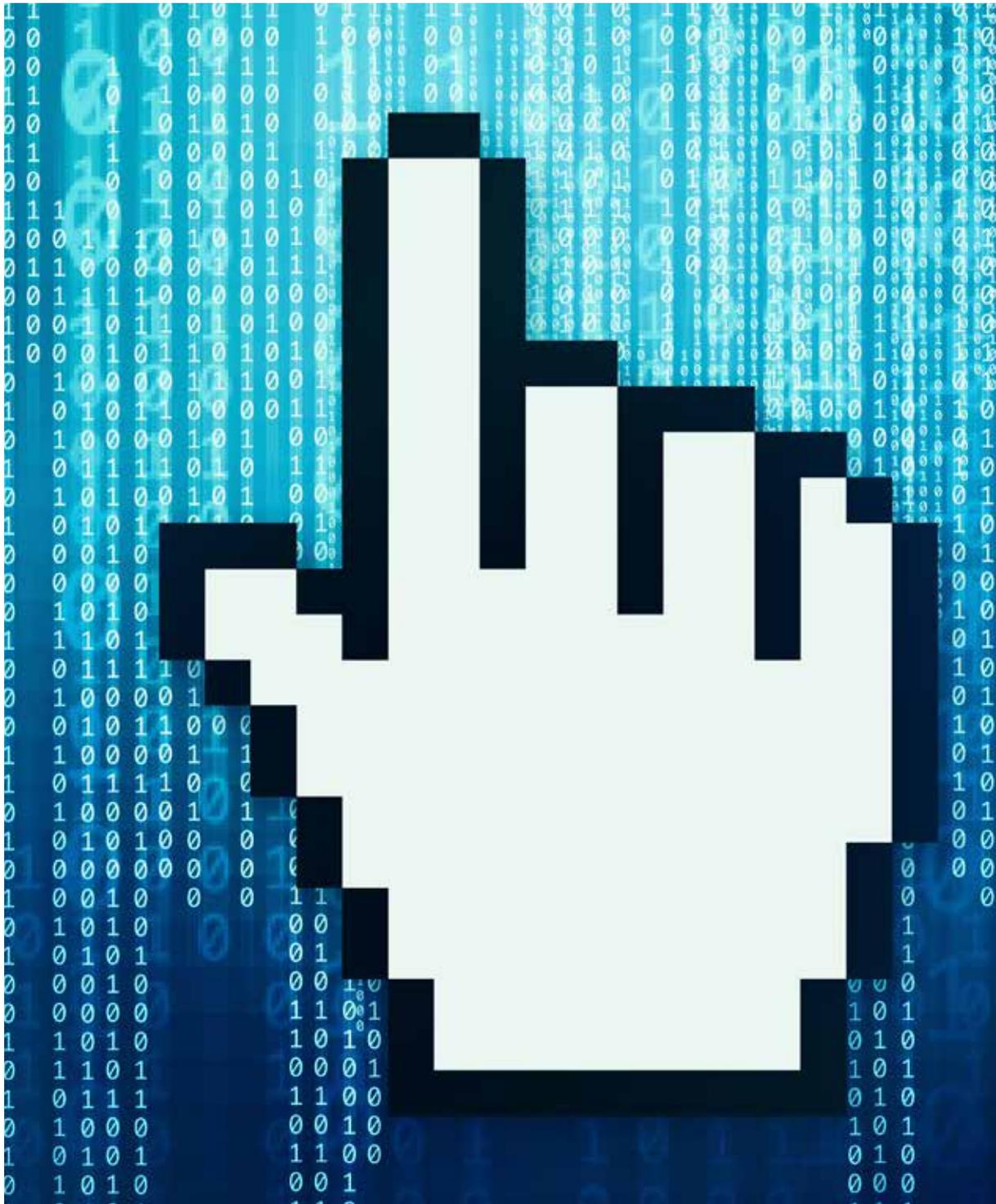
Dès le début des années 2000, l'ONG construit la première école de filles dans la vallée du Pandjchir, fief de la résistance : l'école Malalai accueillie encore aujourd'hui plus de 3 000 jeunes filles.

« À partir de l'éducation et du lieu de l'école, on a créé tout un programme pour les femmes, de la naissance jusqu'à l'âge adulte », explique Louise Clément. Une approche holistique qui accompagne les femmes tout au long de leur vie, à travers 14 écoles publiques, 4 Maisons de femmes, 5 crèches et 3 bibliothèques.

Dans un pays où 87 % des femmes ont déjà subi des violences sexuelles, conjugales ou des mariages forcés, Afghanistan Libre a mis en place un programme d'accompagnement socio-communautaire, doublé de soins psychosociaux. De plus, l'ONG mise sur des formations professionnelles à travers des activités génératrices de revenus pour les femmes, comme la couture. Depuis trois ans, l'ONG va plus loin dans son ambition d'éducation et

de formation professionnelle, à travers des classes digitales qui permettent l'apprentissage de l'anglais et de l'informatique, dans des régions où il n'y a pas d'électricité.

En 2016, Afghanistan Libre rejoint le département Solidarité internationale du Groupe SOS, dont Chékéba Hachemi est « fière administratrice », selon ses mots. La situation politique et sécuritaire reste complexe à Kaboul, à laquelle s'ajoute la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19. Si l'ONG a des bureaux à Paris en coordination, Louise Clément et Chékéba Hachemi vantent le travail sur le terrain de leur équipe de six personnes, qui connaissent bien les zones et mettent tous les jours leur vie en danger. « On est là pour les soutenir », insiste Louise Clément.



Le code de la seconde chance

L'association Code Phenix, cofondée par Briec Le Bars, un jeune ingénieur informatique, accompagne les détenus au retour à l'emploi, grâce à un programme de formation au codage informatique. Une façon de lutter contre la récidive tout en répondant aux besoins du marché du travail.

Au centre de détention de Melun, en Seine-et-Marne, un petit groupe d'une dizaine de détenus se forment tous les matins, du lundi au vendredi, à un langage qui leur était totalement inconnu jusque-là.

« Nous leur proposons une formation de 520 heures à différents langages de code : HTML, CSS et JavaScript », explique

Briec Le Bars, créateur et formateur au sein de l'association Code Phenix. Ce programme innovant a pour ambition de former en neuf mois au métier de développeur web opérationnel, au cœur même de la prison. Une réelle opportunité de préparer au mieux la réinsertion des détenus, car le métier de développeur est clairement en tension. Dans le secteur digital, on compte en moyenne 11 offres d'emploi par candidat. « Rien qu'en 2020, 130 000 postes de développeurs sont restés vacants », précise Briec Le Bars. C'est d'ailleurs ce qui lui a donné l'idée, en 2019, de lancer l'association Code Phenix.

À peine diplômé de l'École centrale, le jeune ingénieur sait qu'il a envie de mettre ses compétences au service d'une mission à fort impact social. Il s'inspire de l'action de l'association Simplon, qui forme déjà des personnes défavorisées aux métiers du numérique, et décide de se rapprocher du secteur pénitentiaire où la réinsertion des détenus



« Pour lutter contre la récidive, il faut lutter contre le chômage des détenus. »

est un véritable enjeu de société. *« Cinq ans après une peine de prison ferme, le taux de récidive approche les 63 %, sans accompagnement d'insertion. En milieu carcéral les conseillers en insertion sont débordés. Pour lutter contre la récidive, il faut lutter contre le chômage des détenus »,* analyse Brieuc Le Bars.

« Pour beaucoup de personnes, un développeur, c'est un hacker super fort. En vérité, le codage informatique est beaucoup plus accessible qu'il n'y paraît »,

Développeur web, un métier accessible

« Pour beaucoup de personnes, un développeur, c'est un hacker super fort. En vérité, le codage informatique est beaucoup plus accessible qu'il n'y paraît »,

assure le jeune ingénieur. Pour construire son programme de formation dédié aux détenus, le cofondateur de Code Phenix bénéficie sur le plan pédagogique des conseils de l'équipe de l'École 42, qui forme gratuitement aux métiers du numérique des personnes sans condition de diplôme, mais aussi du fondateur de l'association américaine The last Mile.org, du fondateur de Simplon.Co, ainsi que du Club informatique pénitentiaire, une association qui intervient en milieu carcéral.

Les apprenants sont choisis après un entretien, au cours duquel seule leur motivation est

évaluée, puisqu'aucune compétence spécifique n'est requise. Le groupe de formation est constitué de profils très différents, avec des détenus âgés de 22 à 65 ans. Ils apprennent le code informatique sans utiliser Internet, car l'accès à la toile est interdit en détention. Ils travaillent uniquement sur les algorithmes. C'est un petit challenge pour les développeurs professionnels qui interviennent durant la formation, mais rien d'insurmontable. Une fois la formation validée par un certificat, les détenus ont la possibilité de travailler sur des projets en étant rémunérés au titre du travail carcéral.

« En offrant l'accès à une seconde chance aux détenus, on crée une société plus apaisée. »

« Les apprenants réalisent des sites web pour des clients et sont rémunérés à hauteur de 45 % du SMIC », précise Brieux Le Bars. Une opportunité de se confronter à la réalité du métier. « Quand les clients sont satisfaits, cela est très valorisant pour nos apprenants, ils reprennent confiance en eux. »

Programmer sa vie d'après

Le concept de l'insertion des détenus par le code est déjà un succès aux États-Unis, où il est porté par l'association The last Mile.org. « 100 % des détenus américains formés au codage informatique par cette association retrouvent un travail après la détention. Pour l'instant, en France, notre action est trop récente pour évaluer ses effets », poursuit le fondateur de l'association Code Phenix. L'association a pour ambition de lancer des programmes d'insertion par le code dans d'autres centres de détention en France, mais le développement prend du temps. Il faut fédérer différents acteurs et en particulier l'administration pénitentiaire.

Chiffres-clés

130 000

postes de développeurs vacants en France en 2020

63 %

c'est le taux de récidive après 5 ans de prison ferme, sans accompagnement

47 000 euros

c'est le coût d'un détenu récidiviste

Source : OIP (Observatoire international des prisons) et Pôle Emploi.

La France est le troisième pays en Europe où la surpopulation carcérale est la plus forte, selon l'observatoire internationale des prisons. En novembre 2020, le Conseil économique, social et environnemental a rendu un rapport sur la réinsertion des personnes détenues au gouvernement. Dans ce document, le Cese constate que seules 28 % des personnes détenues exercent une activité rémunérée – contre 46,2 % en 2000 –

et déplore surtout que « le travail en prison est peu qualifié et porte sur de simples tâches d'exécution. Il est actuellement utilisé comme un outil de paix sociale et pas comme un vecteur de l'insertion professionnelle après la détention ». Concernant les formations en prison, le bilan n'est guère meilleur. Le Conseil économique, social et environnemental relève que seules 15 % des personnes détenues en ont bénéficié en 2017. Dans ce contexte, l'association Code Phenix apporte une solution à un enjeu de société. « Il faut se demander quel système carcéral on veut. Le coût de la récidive est évalué à 47 000 euros par détenu. En offrant l'accès à une seconde chance aux détenus, on crée une société plus apaisée », estime Brieux Le Bars, impatient d'essayer son projet sur l'ensemble de l'Hexagone.

■ Par **Sandra Coutoux**

Pour aller plus loin :

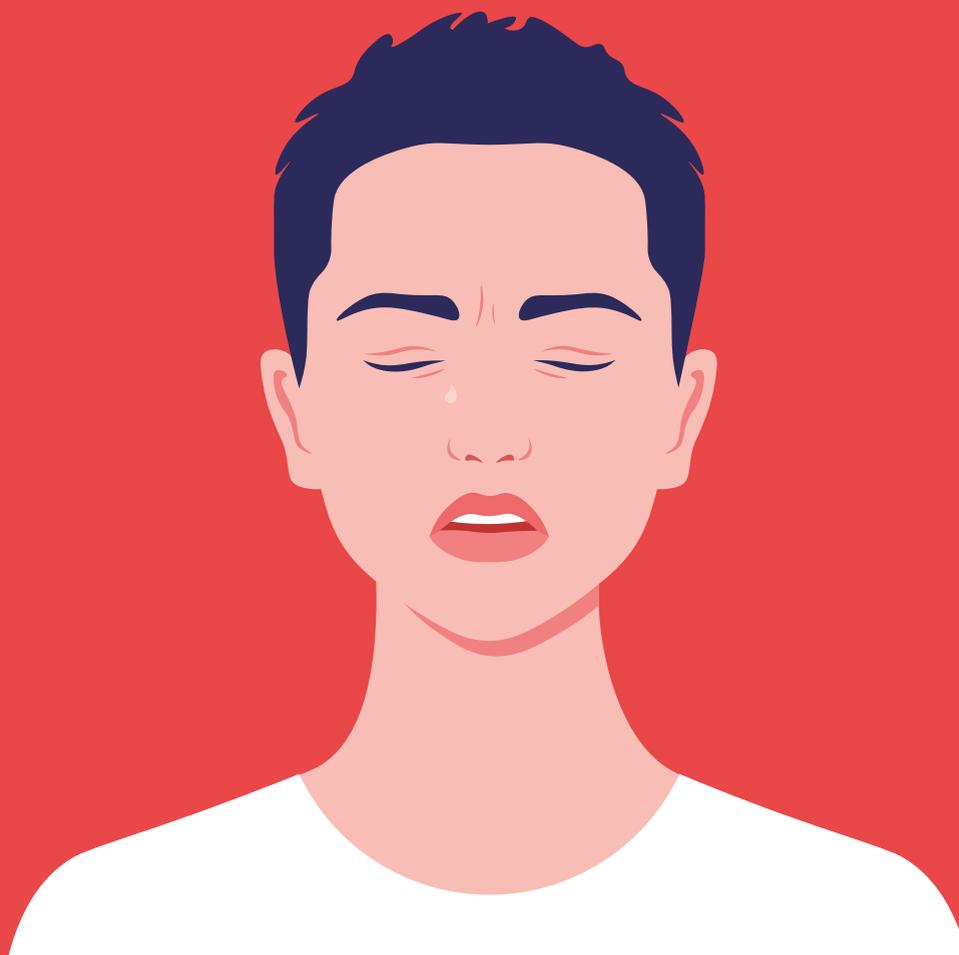
www.codephenix.fr

TÊTU

Comment réagir face aux mots qui blessent ?

Parce qu'une expression, une phrase malencontreuse peuvent faire aussi mal qu'une gifle, le combat contre les violences LGBTphobes doit aussi se mener sur le terrain du vocabulaire.

■ Par **Stéphanie Gagnol**



« Elle est trop belle pour être lesbienne ! » « Tu ne fais pas du tout gay ! » La société a beau devenir plus « friendly », les LGBT+ sont encore très souvent confrontés.e-s à des formulations qui les heurtent. Pour définir ces piques, un terme : celui de « microagression ». Utilisé pour la première fois dans les années 70 aux États-Unis, il qualifie, à l'origine, des offenses envers les Afro-Américains avant de s'étendre à l'ensemble des communautés socialement marginalisées. Le professeur de psychologie Derald Wing Sue*, qui leur a consacré plusieurs ouvrages outre-Atlantique, les définit comme « de brefs échanges quotidiens qui envoient des messages dénigrants à certaines personnes en raison de leur appartenance à un groupe ».

Pas forcément d'intention de nuire

Ces « microagressions » ne répondent pas toujours à la volonté de nuire. Leurs auteurs pêchent, parfois, plus par ignorance ou par maladresse que par malveillance, à l'image de ce chef d'entreprise brut de décoffrage incarné par Jean-Pierre Bacri dans le film *Le Goût des autres*. Invité au vernissage d'une exposition, Jean-Jacques

Ces « microagressions » ne répondent pas toujours à la volonté de nuire. Leurs auteurs pêchent, parfois, plus par ignorance ou maladresse.

Castella converse avec un jeune peintre déçu que peu de journalistes se soient déplacés pour l'évènement. Il croit lui être sympathique en lançant un tonitruant : « Ils disent qu'ils viennent et ils viennent pas ? Ah, c'est vraiment des gros PD ! » « Vous voulez dire des gens qui s'enculent ? », l'interroge le compagnon de l'artiste. Comme mon ami et moi ? » Castella n'est pas un mauvais bougre, il est simplement un peu « lourd » et présentera des excuses sincères ; il ne voulait pas blesser. « Et c'est bien ça le problème... », fera-t-on remarquer en l'invitant à mesurer l'écart entre l'intention de ses propos et l'effet qu'ils peuvent produire. Quand Nicolas entend : « Tu sais, je n'ai rien contre les gens comme toi », il assure le vivre comme « la pire des insultes ». « Ce qu'il ressent ne peut pas être pris dans le prisme d'une poursuite pénale, commente l'avocate Caroline Mécaray. C'est l'expression d'une opinion qui, certes, est offensante, mais

il faut accepter que quelqu'un qui est gêné avec l'homosexualité puisse le dire. C'est ce qui fonde notre liberté d'expression. » Elle conseille, pour autant, de ne pas laisser passer. « Il faut engager un dialogue qui va permettre à celui qui est en face de prendre conscience du caractère extrêmement méprisant de sa façon de s'exprimer. »

Comment « PD » a peu à peu remplacé « connard »

Olivier Lallart, 33 ans, a observé que certaines paroles discriminantes s'étaient banalisées, jusqu'à passer dans le langage courant, notamment dans les cours de récréation. Un constat qui a inspiré à ce jeune réalisateur d'un moyen-métrage sur l'homophobie en milieu scolaire délibérément appelé PD. « Durant mes années collège et lycée, ce sont les mots bâtard ou connard qui étaient les insultes à la mode, pas PD. Des potes de mon frère qui ont 25 ans et même des amis de mon âge l'utilisent.

*Derald Wing Sue. *Microagressions in Everydaylife : Race, Gender and Sexual Orientation*.

Tu sers un verre, tu récoltes un :
 "Eh, tu m'as mis une dose de PD!"
Cette situation m'a interpellé :
quel effet peut-elle produire
sur un individu en recherche
d'identité ou qui se cache et
entend ça toute la journée ?»
 Dans son film, un prof d'histoire monte à la volée lorsque deux élèves s'invectivent en classe en employant ce terme. Malgré leur tentative de minimiser, l'enseignant entend décrypter. « *Ce prof, c'est une version idéalisée de ce que j'aurais aimé faire ou dire dans certaines circonstances* », explique l'auteur. À travers ce porte-parole, le trentenaire s'est aussi positionné par rapport à un débat qui divise la communauté LGBT+ : de son point de vue, ses membres doivent aussi jeter ce mot aux oubliettes.

Renoncer aux causes perdues

Selon plusieurs études, ces atteintes « ordinaires » qui agissent comme autant de petites lacérations auraient

un effet délétère. Parmi celles et ceux qu'elles visent, certain-e-s se croient vacciné-e-s ; d'autres cèdent à la légitime tentation de laisser filer. Pas forcément envie de monter à l'assaut, de répliquer quand un-e collègue lance une vanne lourdingue. « *Quand ces phrases blessantes surgissent dans des moments de partage, avec des gens sympathiques, je laisse un peu passer, reconnaît Olivier. En d'autres circonstances, j'ai réagi sur le coup. Comme lorsqu'au lycée, j'ai pu entendre des filles dire : "Oh, j'aimerais bien avoir un ami gay, on pourrait aller faire du shopping ensemble!" Ça veut dire quoi un ami gay ? Moi, le shopping, ça ne m'intéresse pas.* »
 Face aux microagressions, Cédric, 43 ans, tient généralement à marquer le coup. Dans son ancienne entreprise de presse, il se souvient avoir recadré une DRH. « *Alors qu'elle chahutait avec un collègue et qu'il venait de lui déverser tout un spray d'huile essentielle dans*

son bureau, elle l'a traité de "tarlouze". Je me suis levé, posté dans l'embrasure de sa porte, j'ai croisé les bras et je lui ai simplement dit : Bonjour P... Elle a tout de suite compris et s'est aussitôt confondue en excuses. Je suis persuadé qu'elle n'était pas homophobe. Il m'a juste suffi de pointer du doigt l'écart de langage. »

Réagir au moment propice

Cédric guerroye aussi sur les réseaux sociaux quand il sent une possibilité de repêchage. « *Récemment, sur un forum de discussion dédié aux jeux télé, un certain Daniel a écrit au sujet d'un candidat : "Qu'il retourne avec sa drag-queen !" J'ai été le premier à intervenir, mais plein d'autres participants se sont manifestés en lui disant : eh ben, Daniel, c'est pas très correct ce que vous partagez, vous devriez retirer vos propos.* »
 Julien travaille dans le milieu du vin. Un environnement qu'il juge « très machiste et très

Ces atteintes « ordinaires » qui agissent comme autant de petites lacérations auraient un effet délétère.

Généralement, un « ne t'inquiète pas, tu n'es pas mon style » suffit à calmer toute velleité d'enchérir.

viriliste», mais il ne s'y cache pas. « *Tout le monde sait que je suis homo et que je milite chez SOS Homophobie.* » Lors des dégustations qu'il organise, deux phrases lui sont régulièrement réservées : « *Ça, c'est pas un vin de PD* » et « *Faites gaffe, les gars, v'la Julien !* » quand il arrive quelque part. Pour lui, pas de méchanceté dans ces paroles. « *C'est juste beauf, un peu bourrin. Le fond n'est pas mauvais, mais la vanne est rentrée dans l'inconscient des gens et dans ce qui relève pour eux de l'acceptable.* » Généralement, un « ne t'inquiète pas, tu n'es pas mon style » suffit à calmer toute velleité d'enchérir. Souvent, celles et ceux qui se sont fait recadrer vont s'excuser en privé et c'est à cette occasion qu'il endosse sa panoplie de pédagogue. « *Quand quelqu'un vient me trouver en me disant qu'il ne faut pas le prendre comme ça, je réponds que si, justement, il faut le prendre comme ça. J'explique à mon interlocu-*

teur que, face à quelqu'un qui n'est pas à l'aise, timide ou pas en capacité de les entendre, ses réflexions ne passeraient pas. »

Un tiers à la rescousse

Pour Anne-Laure Thomas Briand, directrice Diversité & Inclusion France chez L'Oréal, « *il faut toujours laisser le bénéfice du doute à quelqu'un qui dit : "Je ne me suis pas rendu compte." Dans ce cas, on réexplique, on reprend. En revanche, au bout d'un moment, quand on sait qu'il y a eu de la pédagogie, de l'information et de la sensibilisation, on ne doit plus tolérer, on doit pouvoir sanctionner* ».

La politique maison s'attache à impliquer chacun dans la lutte contre les microagressions. « *C'est parfois trop difficile de réagir quand on est directement concerné-e. D'où l'importance du témoin capable d'affirmer : "Moi, ta blague, elle ne me fait pas rire ; ton propos, je le trouve déplacé".* »

Olivier Lallart abonde dans son sens et se réjouit, aujourd'hui, de recevoir des messages d'enseignant-e-s inspiré-e-s par la « leçon » de son prof d'histoire. « *Elles et ils m'expliquent qu'elles et ils ne savaient pas trop comment intervenir face à certaines situations et qu'elles et ils ont, désormais, une idée plus précise de la façon dont elles et ils doivent procéder.* » Un pas de plus dans la stratégie des petites victoires que résume Cédric, optimisme chevillé au corps. « *Tu ne peux pas changer la Terre entière, mais si tu peux faire évoluer la façon de réagir d'une ou deux personnes, c'est déjà pas mal... Ça vaut le coup !* »





Se cultiver

Se nourrir des créations des autres, c'est s'ouvrir à de nouveaux regards sur le monde. Découvrez l'actualité musicale, littéraire, théâtrale, en lien avec la temporalité de ce numéro.

De la photographie aux bonnes feuilles d'auteurs inspirants sur nos sujets, ce cahier devient l'écho d'une création riche en messages et en exercices de style : du temps court au temps long, de l'image au texte...

Voici une sélection pour vous accompagner dans le mouvement.

Une seconde chance
(au cinéma)
118

Jean-Pascal Zadi, engagé
et tout simplement drôle
130

Rachid Ouramdane :
« La diversité culturelle,
c'est la diversité des individus
et de leurs imaginaires »
124

Climate Heroes
134

Le monde à poils : des fables
pour changer le monde
140

Écouter, c'est s'inspirer :
notre sélection de podcasts
128

Les Beaubois
144

Metro-Goldwyn-Mayer
PRÉSENTE
UNE PRODUCTION GEORGE PAL

LA MACHINE À EXPLORER LE TEMPS

D'après
le célèbre roman de
H.G. WELLS



avec

ROD TAYLOR · ALAN YOUNG · YVETTE MIMIEUX
SEBASTIAN CABOT · TOM HELMORE

Réalisation de **GEORGE PAL** · En **METROCOLOR**

Une seconde chance (au cinéma)

Le concept de voyage temporel a passionné nombre d'auteurs et de scénaristes. Au cinéma (américain en particulier), de nombreux films ont offert la possibilité à leurs personnages de revivre certains moments de leur vie.

Mais peuvent-ils vraiment changer les choses ?

La vie n'offre jamais une seconde chance. De nouvelles opportunités, peut-être, mais revivre le même moment exactement, en espérant que les choses se passent différemment, en espérant faire d'autres choix, jamais. La fiction, pourtant, et le cinéma en particulier, est riche de ces histoires de voyages dans le temps, dans lesquels le héros obtient une miraculeuse seconde chance. Bien entendu, s'il s'agit de parler de voyages dans le temps, il faut distinguer deux catégories de films. D'une part, celle faisant du voyage temporel

une odyssée vers des terres inconnues, comme *La Machine à explorer le temps* (1960) de George Pal, d'après H. G. Wells, ou *La Planète des Singes* de Franklin Schaffner (1968) ou Tim Burton (2001), d'après Pierre Boulle. De l'autre, les voyages d'une conscience, qui projettent l'individu dans le corps de sa jeunesse ou de quelques jours ou heures auparavant. L'opération mystérieuse transformant son passé, parfois proche, en présent à nouveau, donne au personnage une prescience des événements à venir.

Ainsi, l'intérêt du spectateur dans le concept n'est plus celui de découvrir des mondes inconnus, mais au contraire celui de connaître l'avenir, et de distinguer à travers le protagoniste les bons choix des mauvais, afin de saisir habilement une seconde chance.

Encore et encore

Certains films offrent l'opportunité de revivre encore et encore la même journée, permettant avec ludisme de mesurer l'ensemble des options qui s'offrent au héros sur la manière de la vivre.



Nyles parvient à séduire Sarah au début du très récent *Palm Springs* (2021) de Max Barbakow grâce à l'expertise parfaite des événements de la soirée dont il est le prisonnier, condamné à la revivre à chaque réveil. Lorsque l'on parle de boucle temporelle, le classique des classiques est certainement le *Jour sans Fin* d'Harold Ramis (1993). On y suit Phil, un journaliste cynique et hautain, joué par Bill Murray, envoyé un 2 février dans la petite ville de Punxsutawney, en Pennsylvanie, couvrir les festivités du Jour de la Marmotte. Le soir venu, après avoir exécuté le reportage non sans condescendance, et offert à la petite ville son mépris de citadin

puant, Phil est contraint de rester sur place, bloqué par un blizzard. Lorsqu'il se réveille le lendemain à Punxsutawney, c'est toujours le 2 février, et la même journée que la veille recommence. Elle recommencera ainsi jour après jour. Phil pourra donc explorer l'infinité de possibilités que la parfaite connaissance de cette journée lui offrira au fur et à mesure. Mais rien n'y fait, peu importe sa conclusion, peu importe la radicalité de ses choix (Phil ne compte plus les suicides), elle sera toujours suivie d'un réveil en douceur à Punxsutawney. En réalité, car *Un Jour sans fin* est un film moral, l'issue au 2 février ne sera offerte que si Phil change

intérieurement. Qu'il laisse de côté sa misanthropie et son égocentrisme pour véritablement percevoir le monde. Ainsi, la seconde chance que lui offre le monde n'est pas celle de prendre une nouvelle décision, mais de changer intérieurement – car les décisions ont finalement peu d'importance si les motivations sont les mêmes. Toute seconde chance est vaine, si la nature des choses n'a pas changé, semble affirmer le réalisateur.

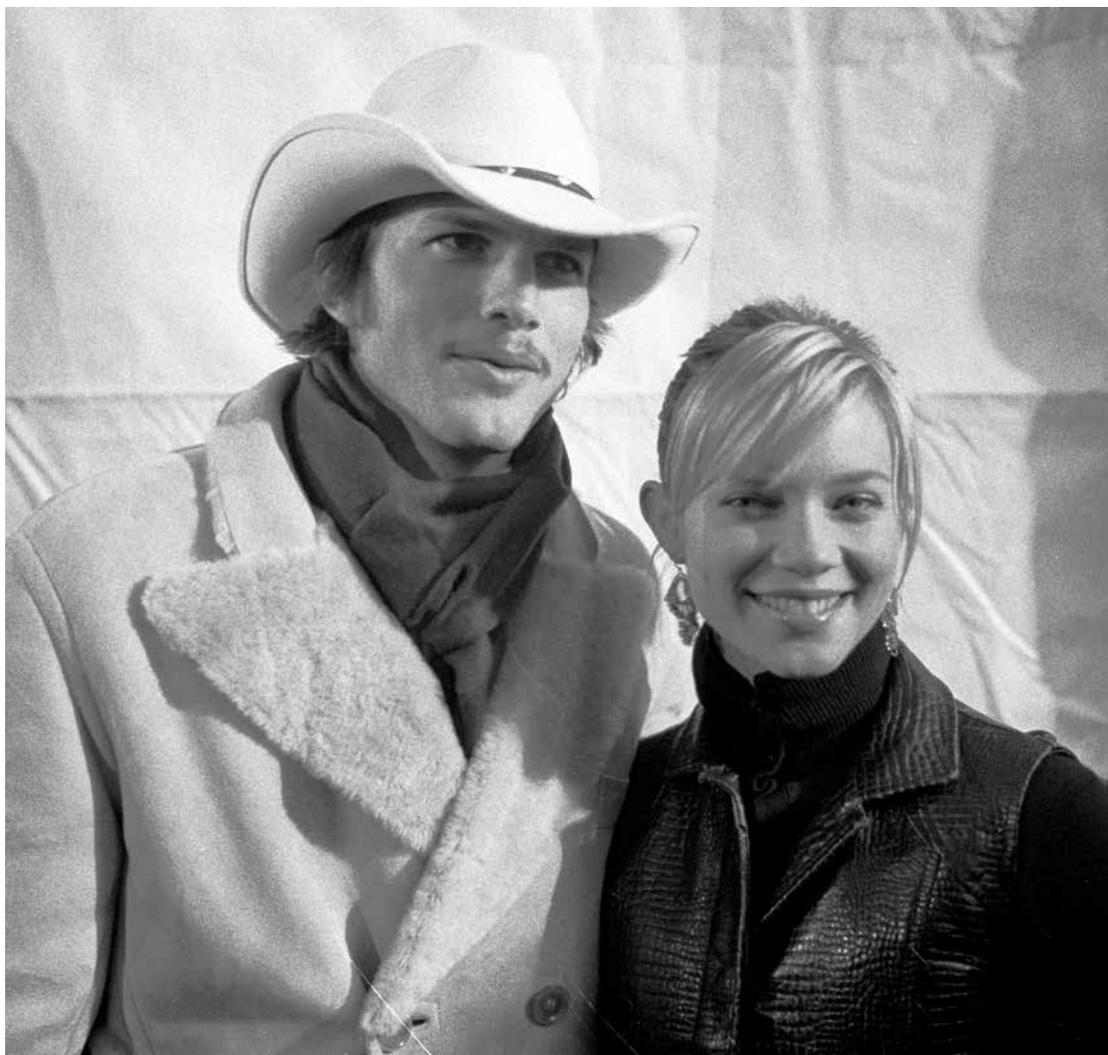
Si j'avais su

Le principal moteur de l'envie de seconde chance est le sentiment de regret : les choses auraient pu être différentes

si d'autres décisions avaient été prises. *Un Jour sans fin* y répond par l'introspection : plutôt que de vouloir changer les choses, changez-vous vous-même. D'autres films sont plus cartésiens encore. Dans *L'Effet Papillon* (2004), d'Eric Bress et J. Mackye Gruber, le héros, Evan (Ashton Kutcher), peut revivre chaque moment fondateur de sa vie, durant lesquels il a pris

les décisions fondamentales qui ont défini son futur. Sa vie est triste, misérable, marquée par des événements dramatiques. En revenant en arrière, il espère réparer ses erreurs, pour éviter les drames. Mais chaque autre décision rend sa vie plus tragique encore, dans un enchaînement de cause à effet parfaitement déprimant – le fameux « effet papillon ». Le film peut sembler

très noir, mais sa morale est plutôt joyeuse. Elle nous rappelle qu'il est impossible d'avoir une seconde chance, et c'est tant mieux : car quelle que soit la décision que nous avons prise, inutile de la regretter : ce sera toujours la meilleure. De toute façon, y en avait-il une autre ? Les choses auraient-elles pu vraiment se dérouler autrement ?







Ressortie :
Peggy Sue s'est mariée de
Francis F. Coppola

Chef d'œuvre méconnu de Francis Ford Coppola, *Peggy Sue s'est mariée* (1986) vient de ressortir en Blu-Ray et DVD dans une édition collector.

L'occasion de redécouvrir ce voyage dans le temps nostalgique qui a inspiré Noémie Lvovsky pour *Camille Redouble* (2012).

Qui n'aimerait pas retourner dans son adolescence, « *revivre un seul instant le temps du bonheur* », comme le chantait Dave dans *Du côté de chez Swann* ? C'est l'opportunité qui est offerte à Peggy Sue, la quarantaine.

À la réunion des anciens de son lycée, elle s'évanouit et se réveille 25 ans plus tôt à l'infirmerie du lycée Buchanan, en automne 1960. Elle revoit ainsi avec émotion, ses amies d'alors, sa mère encore si jeune, ses grands-parents encore vivants. Mais surtout, elle pense que c'est l'occasion d'une seconde chance pour ne pas reproduire

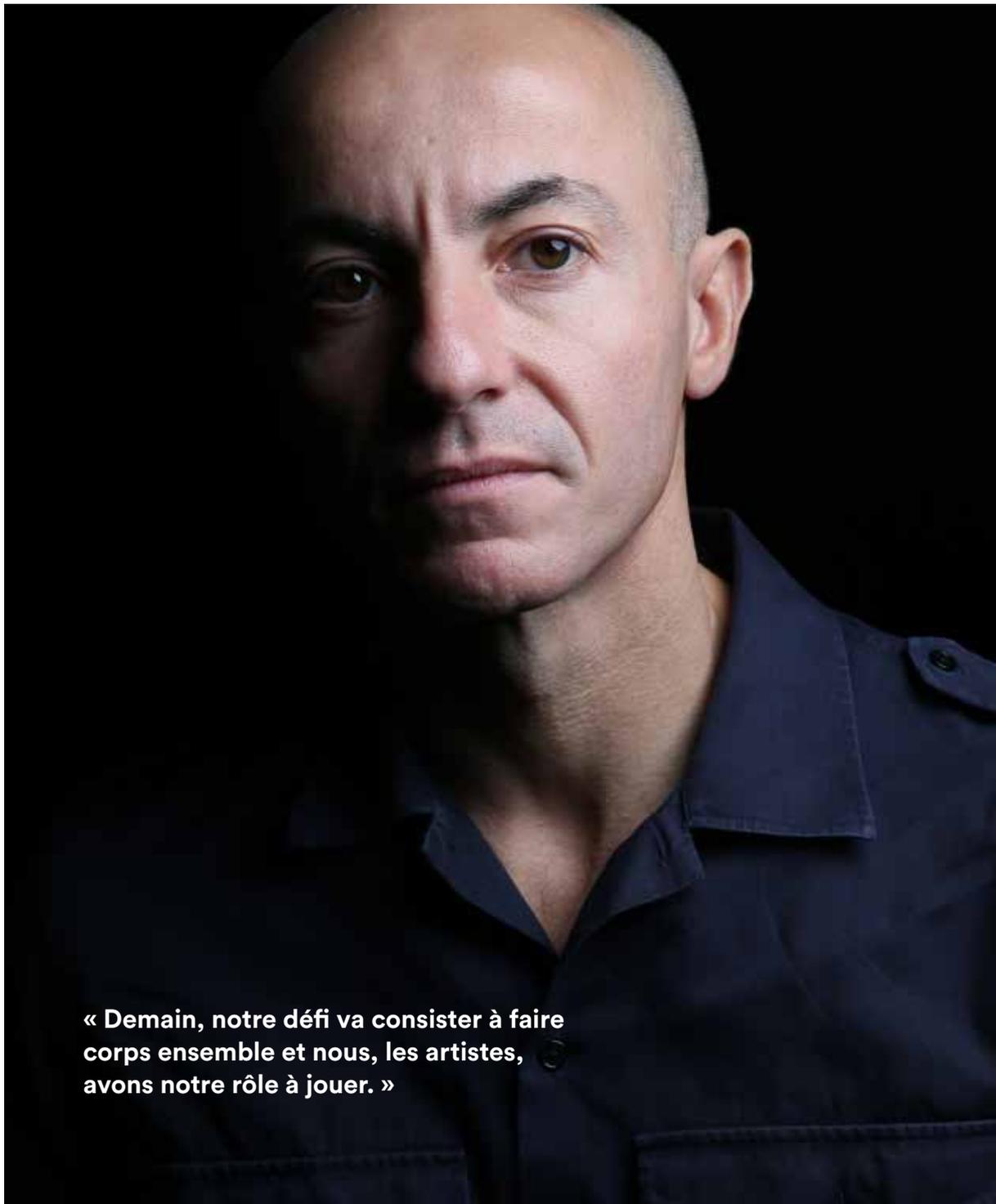
la même vie : se marier à peine sortie de l'adolescence avec son amour d'enfance (Charlie, incarné par un tout jeune Nicolas Cage, drolatique et touchant), pour divorcer des années plus tard, victime d'infidélité après une vie conjugale pathétique. Non, Peggy Sue ne fera pas deux fois la même erreur. Mais, pourtant, en retombant en adolescence, elle se souvient pourquoi elle était tombée amoureuse de ce Charlie maladroit et un peu benêt, mais si émouvant. Pourquoi se marier avec lui était alors l'évidence. Peggy Sue ne reproduit pas son erreur. Elle comprend que ce n'était pas une erreur – et que si elle est malheureuse, inutile de fouiller son passé à la recherche d'une maladresse fatale, c'est dans le présent que se trouve la solution.

■ Par **Pierre Charpillou**

Peggy Sue s'est mariée de Francis Coppola (1986) – en coffret collector DVD et Blu-Ray chez Carlotta Films.

REVUS
 & corrigés

Revus & Corrigés est un trimestriel papier consacré à l'actualité des films de patrimoine – les films qui ont plus de dix ans, classiques comme pépites méconnues. C'est aussi un site Internet (revusetcorriges.net) ainsi que l'organisateur de nombreux événements (projections, rencontres, festivals).



« Demain, notre défi va consister à faire corps ensemble et nous, les artistes, avons notre rôle à jouer. »

Rachid Ouramdane

« La diversité culturelle, c'est la diversité des individus et de leurs imaginaires »

Artiste engagé, le chorégraphe Rachid Ouramdane, qui a fait de l'exil et des enjeux écologiques les sources d'inspiration de ses œuvres, va prendre la direction du théâtre Chaillot début avril. Il souhaite faire de ce haut lieu parisien un espace d'innovation sociale par la culture.

Vous souhaitez que Chaillot, théâtre national de la danse, devienne un lieu culturel des « diversités ». Qu'entendez-vous par là ?

Depuis plusieurs années, nous vivons une période de tensions sociales autour de la diversité. Il me semble important de remettre à jour cette notion, non pas avec des slogans, mais avec des gestes artistiques. Le monde de la culture et de l'art nous rappelle à la diversité des esthétiques, à travers les approches subjectives des artistes. La diversité culturelle,

c'est la diversité des individus et de leurs imaginaires, c'est aussi la diversité sociale, celle des genres. C'est tout cela que j'ai envie de valoriser dans ce théâtre qui est aussi un symbole, puisque c'est en ce lieu qu'a été signée la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 1948. Je souhaite, qu'en tant que théâtre national, Chaillot s'engage aussi à porter la diversité de l'art chorégraphique, qui va de la danse académique et contemporaine aux danses du monde. La France est un pays multiculturel qui a encore

du mal à l'assumer. Il ne faut pas céder à la tentation du repli identitaire. Nous sommes tous porteurs d'identités multiples, nous sommes toutes et tous singuliers. L'enjeu aujourd'hui est de nous libérer des étiquettes, tout en apprenant à faire corps ensemble.

Vos créations chorégraphiques s'inspirent des crises écologiques et sociales que nous traversons ces dernières années. Pourquoi ces choix ?

Je suis persuadé que la danse, comme l'art en général, nous permet d'en savoir davantage sur la réalité du monde.

« Nous sommes tous porteurs d'identités multiples, nous sommes toutes et tous singuliers. »

Le corps nous rappelle à notre fragilité, mais aussi à notre capacité de résilience. C'est ce que j'ai appris au contact des réfugiés climatiques que j'ai rencontrés en Chine, en 2010, dans les provinces du Yunan et du Sichuan, lourdement impactées par des inondations et un tremblement de terre. Je me souviens qu'à ce moment-là, on parlait du réchauffement comme d'un cataclysme à venir.

Là, je rencontrais des personnes qui l'avait vécu dans leur chair. Ce n'était plus une prophétie, c'était déjà une réalité.

Les éco-réfugiés ont inspiré ma création *Sfumato*, réalisée en collaboration avec l'auteure Sonia Chiambretto en 2012, qui transposait leurs témoignages. Je me suis aussi intéressé à l'exil et à l'espoir, à travers le regard des mineurs isolés étrangers avec qui j'ai créé *Franchir la nuit*, en 2018. J'ai aimé travailler avec des psychologues de la protection de l'enfance, des éducateurs spécialisés, les services de la préfecture. Créer un spectacle, c'est toujours créer des liens, des échanges.

Au cours de ce projet, j'ai aimé observer la transformation physique de ces jeunes exilés, qui retrouvaient peu à peu leur force de vie. Cela se manifestait à travers un changement de posture de leur corps qui recommençait à se tenir droit par exemple.

Votre nouvelle création intitulée « Corps extrêmes » interroge aussi notre rapport à l'environnement ...

Ce spectacle est proposé les 11 et 12 mai sur la scène nationale d'Annecy et au théâtre Chaillot en 2022. On peut y voir des chorégraphies aériennes réalisées par des artistes et des experts du highline - cette pratique qui consiste à marcher sur une sangle à plusieurs centaines de mètres de hauteur -, comme Nathan Paulin, ou des sportifs tels que la grimpeuse suisse Nina Caprez. Ces athlètes sont des aventuriers de l'extrême. Ils se confrontent, au quotidien, à des environnements majestueux et inaccessibles pour la plupart d'entre nous. Ils finissent pourtant par ne faire

plus qu'un avec les éléments naturels. Leurs expériences hors norme nous interrogent sur le changement climatique, sur la déshumanisation des villes et notre rapport à la nature, mais aussi à la liberté.

Avec la crise sanitaire qui s'éternise, nos corps sont confrontés à de nombreuses limites. Que vous inspire cette période ?

Après le déconfinement, on a observé de nombreuses personnes ayant éprouvé le besoin de courir, de remettre leur corps en mouvement. La privation de liberté nous a fait collectivement prendre conscience de notre besoin essentiel de liberté. Le simple fait de marcher prend une nouvelle dimension. Durant la période de restrictions sanitaires, au printemps dernier, quand les lieux culturels ont rouvert en Europe, j'ai été invité en Italie au festival Bolzano Danza, et nous avons proposé à un seul spectateur à la fois de s'installer dans une salle de 1.000 personnes pour assister

Bio express

- 1971 Naissance à Nîmes
- 1992 Diplômé du Centre national de la danse contemporaine d'Angers
- 2007 Création de sa propre compagnie « l'Association »
- 2012 Création de *Sfumato*, qui traite des réfugiés climatiques
- 2018 Création de *Franchir la nuit*, avec des mineurs étrangers isolés
- 2016 Codirecteur du Centre chorégraphique national de Grenoble
- 2021 Directeur du Théâtre national de la danse Chaillot à Paris

à un spectacle. Imaginez un spectateur seul face à un solo de danse. Les émotions étaient fortes. Les artistes se relayaient du matin au soir. C'était une façon de créer un autre espace malgré les restrictions liées à la pandémie.

Vous savez, je suis assez fasciné par le ballet des étourneaux qui forment ces grands nuages en mouvement dans le ciel, dans une sorte de chaos organisé. Demain, encore une fois, notre défi va consister à faire corps ensemble et, nous, les artistes, avons notre rôle à jouer.

■ Propos recueillis par
Sandra Coutoux

Pour aller plus loin :

Théâtre Chaillot-théâtre national de la danse
1, Place du Trocadéro et du 11 Novembre
75016 Paris
www.theatre-chaillot.fr



Écouter, c'est s'inspirer : notre sélection de podcasts

Des pistes pour développer sa résilience, soigner son éco-anxiété ou même devenir parent, voici notre sélection de podcasts à écouter sans modération.

Restez dans le Flow

La podcasteuse Florence Dell'Aiera raconte des histoires de résilience en donnant la parole à des femmes qui ont réussi à dépasser leurs traumatismes. Dans *Avec Flow*, Florence raconte à la première personne comment elle s'est reconstruite après avoir subi un inceste et partage des entretiens avec des professionnels de la thérapie. Au printemps 2021, elle s'apprête à proposer un nouveau projet *Un Flow de femmes*, « un répondeur sur lequel de nombreuses femmes laisseront des messages à l'attention des autres, ou bien prendront la parole pour partager des ressources », nous a-t-elle confié.

L'effondrement et moi

La collapsologie, popularisée par les chercheurs Pablo Servigne et Raphaël Stevens, avec leur livre *Comment tout peut s'effondrer* n'est peut-être plus une fiction à l'heure où une pandémie confine toujours une partie de la planète. Le réchauffement climatique et l'effondrement de certains écosystèmes sont déjà en cours, selon les experts de la biodiversité et du climat. Et si tout cela était à prendre au sérieux ? Karine Le Loët a longtemps été journaliste à *Terra eco*, avant de devenir productrice à France Culture. Dans cette série en quatre épisodes, elle cherche des solutions pour apaiser son angoisse climatique.

Parentalité(s)

Vous êtes parents, futurs parents ? Vous vous posez des questions sur la PMA, la grossesse, le post-partum, la charge mentale, les premières années, l'éducation... *Parentalité(s)* est là pour vous aider à surmonter les difficultés qui jalonnent ou jaloneront votre vie de parents. Dans ce podcast, Mathilde Bouychou, psychologue clinicienne experte de tous ces sujets, aide les parents et les futurs parents à surmonter les difficultés. À chaque épisode, un témoin et un expert reviennent sur un sujet précis de la parentalité.

Idées Fixes, le podcast des irréductibles engagés

Produit par MOUVEMENT UP, *Idées Fixes* est un tout nouveau podcast qui met en lumière le parcours professionnel et personnel de personnalités engagées. Dans le premier épisode, vous pourrez écouter le climatologue Jean Jouzel, engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique. Trois questions à Louis Boillot, le créateur d'*Idées Fixes*.

Comment est née l'idée de ce podcast ?

J'ai travaillé à la direction du Trésor à Bercy sur des sujets liés aux risques climatiques et plus récemment sur la politique de soutien financier aux entreprises. Je suis aussi passionné de radio depuis longtemps et j'avais envie

de créer un podcast pour mettre en lumière une personnalité inspirante. Le concept d'*Idées Fixes* part de l'idée fixe de l'invité, celle qui est au cœur de sa vie et qui donne du sens à son action.

Comment avez-vous abordé le premier épisode ?

J'ai eu envie de rencontrer Jean Jouzel, climatologue français qui a contribué, à travers sa participation au Giec, à alerter les dirigeants et le grand public des effets du réchauffement climatique sur la planète. Dans ce premier épisode, j'ai voulu comprendre comment ces découvertes avaient impacté sa vie professionnelle, ainsi que sa vie personnelle, et donner du sens à son action.

Quelles thématiques allez-vous traiter dans votre podcast ?

J'ai envie de partager des entretiens avec des personnes qui font la différence pour rendre cette planète plus durable et soutenable, des personnes qui portent des innovations environnementales ou sociales, et qui apportent des solutions aux défis actuels. Dans le prochain épisode, j'ai envie d'interviewer Victorien Erussard, le capitaine du bateau Energy Observer, premier navire capable de produire de l'hydrogène à partir de l'eau de mer. Il s'est lancé dans un tour du monde des énergies renouvelables et navigue, sans émissions de gaz à effet de serre ni particules fines, en visant l'autonomie énergétique.



« Je voyais beaucoup de gens qui subissaient leur vie. Moi je voulais choisir mon destin. »

Jean-Pascal Zadi

Engagé et tout simplement drôle

Il revendique son humour à la fois absurde et engagé, une positivité à toute épreuve, et un parcours atypique au sein de la grande famille du cinéma français. À 40 ans, Jean-Pascal Zadi a remporté le César du meilleur espoir masculin pour «*Tout simplement noir*», une comédie qui aborde de manière décomplexée la question de la diversité en France.

Dans *Tout simplement noir*, Jean-Pascal Zadi incarne un double de fiction, JP, 39 ans, comédien raté en mal de notoriété, qui décide d'organiser une marche de contestation noire en France. Il cherche le soutien de personnalités influentes de la communauté. L'occasion de voir défiler une brochette de personnalités qui jouent leur propre rôle, de Fary à Lilian Thuram, en passant par Fabrice Eboué, Mathieu Kassovitz, Soprano ou Jonathan Cohen. Très vite, les clichés sur les noirs tombent grâce à des scènes souvent hilarantes, qui questionnent les fondements même de l'identité. «*Le film est une critique du communautarisme par l'absurde, on essaie de montrer que parler de communautarisme n'a pas de sens*», explique le réalisateur.

«*On a fait un film d'hommes et de femmes qui parlent de la société française et de l'identité, pas des communautés. Un être humain n'est pas déterminé par un groupe mais par ce qu'il est*», aime-t-il rappeler. Le film déconstruit des idées reçues, milite pour la fin des étiquettes en assumant un humour absurde et engagé : «*Faire rire les gens, ça peut ouvrir à des discussions sérieuses* », poursuit-il. Faire rire les gens : un don qu'il a cultivé très tôt, dès son enfance.

Le parcours d'un autodidacte

Jean-Pascal Zadi grandit dans la banlieue tranquille de Caen, dans une famille d'immigrés ivoiriens de 10 enfants. Sa mère est femme de ménage, son père enchaîne les petits boulots.

À la maison, les fins de mois sont difficiles, mais on s'aime, et surtout la valeur travail est sacrée. «*On était pauvres, mais on était heureux*», se souvient celui qui n'aurait jamais imaginé, à cette époque, accéder au milieu du cinéma. Cinquième enfant de la fratrie, il se sent un peu transparent, lance des blagues pour attirer l'attention, surtout à l'école, où il est le seul élève noir de sa classe. Très vite, l'humour l'aide à trouver sa place. Il fait rire les filles, s'en sort plutôt bien à l'école. «*Je voyais beaucoup de gens qui subissaient leur vie. Moi je voulais choisir mon destin.* » Il obtient un bac littéraire, intègre une fac d'économie pour faire plaisir à sa mère, mais sa véritable vocation se révèle au moment où il crée, avec des amis

de Caen, le groupe de rap La Cellule. C'est lui qui tourne les clips du groupe, il se forme sur les tas et adore ça. En 2003, il arrive à Paris avec l'idée de passer l'audition du cours Simon. Il veut jouer Louis XIV, on lui répond qu'« *il ne serait pas crédible* ». Il claque la porte sans se laisser démonter. Il apprend à tourner à l'instinct, tout seul, avec très peu de moyens et un matériel léger et cela l'amène à créer son premier film *Cramé* en 2008.

« *Une comédie qui raconte l'histoire d'un mec qui doit de l'argent à un dealer.* » Un film autoproduit qu'il réussit à vendre en DVD. L'expérience est formatrice et, surtout, lui donne confiance : « *Tout change alors dans ma tête, je me suis dit que tout était possible.* »

Défendre la parole de la rue, celle du quotidien

En 2010, Jean-Pascal réalise *African Gangster*. Un distributeur mise sur lui et lui accorde une avance de 15 000 euros. Canal + lui consacre alors un reportage, tout comme Libération quelques mois plus tard. C'est ainsi que Fabrice Eboué et Thomas Ngijol

le découvre. Jean-Pascal Zadi les retrouve sur le tournage du *Crocodile du Botswana*, en 2013, où il devient ami avec John Wax, alors photographe de plateau. Les deux comparses décident de réaliser le film *Tout simplement noir* ensemble quelques années plus tard. En 2020, lorsque les deux hommes présentent le scénario de ce film, l'accueil des maisons de production est frileux. Jean-Pascal Zadi a beau avoir autoproduit plusieurs films, créé la web-série déjantée *Craignos*, diffusée sur le site de France TV, travaillé pour l'émission *Before le Grand journal* sur Canal plus, on lui répond qu'un film sur « les noirs » n'intéressera personne. Pas de quoi le décourager, il persévère, avec l'idée que « *pour avancer, il faut ouvrir les portes soi-même* ». C'est finalement Gaumont qui lui fera confiance. Un pari gagnant puisqu'à sa sortie, en juillet 2020, *Tout simplement noir* cartonne au cinéma avec 780 000 entrées, alors même que l'occupation des salles est réduite en raison de la crise sanitaire. Avec son complice John Wax, Jean-Pascal

Bio express

- 1980 Naissance à Bondy
- 1985 S'installe à Caen avec ses parents
- 2008 Réalise son premier film *Cramé*
- 2013-2015 Réalise des chroniques vidéo dans *Le Before du Grand Journal* sur Canal +
- 2018 Crée la websérie *Craignos* diffusée sur France.tv
- 2020 Coréalise avec John Wax *Tout simplement noir*
- 2020 Parraine l'association Sol solidaire qui lutte contre la précarité énergétique
- 2021 Remporte le César du meilleur espoir masculin dans *Tout simplement noir*

Zadi défend une « *parole qui est celle des gens de la rue, du quotidien* ». Leur succès inattendu bouscule les codes d'un cinéma français qui se réfugie souvent dans l'entre-soi.

« Le film est une critique du communautarisme par l'absurde, on essaie de montrer que parler de communautarisme n'a pas de sens. »

Le partage comme moteur

Au cinéma, comme dans la vie, le comédien est animé par l'envie de faire avancer la société. En 2020, en compagnie de l'humoriste Amelle Chahbi, il s'engage aux côtés de l'association Sol Solidaire qui œuvre pour équiper les toits des HLM de panneaux solaires, afin de réduire les factures d'électricité des plus modestes. Un engagement tout à fait naturel pour Jean-Pascal Zadi :

« C'est une action concrète qui permet d'aider des familles pauvres, c'était évident pour moi de soutenir cette action. J'ai connu la galère du manque d'argent dans mon enfance, donc si je peux aider des personnes à vivre mieux, cela me paraît naturel de le faire. »

Côté cinéma, il avoue avoir déjà de nouvelles idées en tête. Le passage par la case Césars ne lui donne pas le sentiment d'« être arrivé quelque part ». En tant qu'artiste, son seul objectif est de continuer à s'exprimer sur des sujets de société, pour contribuer à remettre en question des réflexes de pensées obsolètes. Pour cela, pas besoin de s'appuyer sur la colère ou l'indignation. Son moteur à lui, c'est le partage. *« Dans la vie, on peut toujours trouver des coupables ou des raisons de se plaindre. Moi, ma seule exigence est d'être en accord avec moi-même et de contribuer positivement à la société. »*

■ Par **Sandra Coutoux**

Tout simplement noir de Jean-Pascal Zadi et John Wax. 2020. Disponible en DVD, Blu-Ray et VOD.



Des panneaux solaires et solidaires dans les quartiers populaires

Le comédien et réalisateur Jean-Pascal Zadi soutient l'association Sol Solidaire*, lancée en 2019, dont l'objectif est de permettre aux habitants de logements sociaux de réduire leur facture d'électricité grâce à l'énergie solaire. 7 millions de ménages en France sont en précarité énergétique. Pour répondre à cet enjeu à la fois social et écologique, l'association propose d'équiper les familles modestes. En bénéficiant de l'électricité produite par l'énergie solaire, un ménage peut ainsi réaliser une économie de 200 euros par an, pendant 30 ans. Le montant nécessaire pour équiper un HLM de 100 logements est d'environ 50 000 euros. Une campagne de crowdfunding a été lancée via la plateforme HelloAsso pour financer ce projet fin 2020. Et l'association a déjà réussi à lever 150 000 euros !

*L'association a été lancée par 6 membres fondateurs : l'ADEME, la société d'avocats De Gaulle Fleurance et Associés, le syndicat professionnel Enerplan, le Groupe BPCE, le bureau d'études Tecsol et l'Union Sociale pour l'Habitat.

Pour aller plus loin :

www.solsolidaire.fr

www.helloasso.com/associations/sol-solidaire/collectes/reduire-la-precarite-energetique-grace-au-solaire

CLIMATE



— Brian devant la voiture électrique que sa femme et lui utilisent désormais. Elle est rechargée grâce à l'électricité fournie par son éolienne.

HEROES

Climate Heroes, c'est 6 ans de travail et 20 reportages à travers le monde réalisés par Maxime Riché (basé à Paris) et Luke Duggleby (basé à Bangkok), rejoints par d'autres photographes contributeurs et journalistes scientifiques du monde entier. Ils racontent les histoires de citoyens ordinaires qui ont réagi face à une situation, une idée, et dont le geste simple est devenu un moteur d'inspiration pour des milliers d'autres. Ce sont les habitants de l'île danoise de Samsø qui l'ont transformée en une communauté 100% énergies renouvelables, c'est la gambienne Isatou Ceesay, qui a transformé les déchets en profits, le moine Bun Saluth qui a sauvé 18 261 hectares de forêt au Cambodge au péril de sa vie, ou encore Perrine et Charles Hervé-Gruyer, qui ont créé la preuve, avec la ferme du Bec Hellouin en Normandie, que la permaculture est à la fois rentable et bénéfique. Ce sont les histoires inspirantes de citoyens ordinaires devenus extraordinaires, qui montrent qu'il suffit parfois d'un geste, d'une volonté, pour créer une réaction en chaîne.

« Notre monde est en crise et la frontière entre dégâts climatiques, sanitaires, environnementaux ou sociaux, de plus en plus floue. L'individualisme forcené, auquel nous sommes poussés parfois malgré nous-mêmes, semble être devenu la valeur souveraine de nos sociétés modernes. Malgré tout, ce que démontrent les Héros du Climat, c'est que chacun et chacun d'entre nous peut agir à son niveau et conserver un esprit collectif. La notion de héros a bien évolué depuis l'Antiquité et les mythologies grecque et latine : les héros modernes sont des citoyens comme vous et moi. Les histoires de ces héros ordinaires sont contées dans ce livre comme les mythes décrivant le voyage du héros de nos récits fondateurs : sa vie ou celle de sa communauté soudain bouleversée par un événement déclencheur, il ou elle prend la route et affronte un certain nombre d'obstacles, avant de revenir vainqueur dans le monde renouvelé qu'il a contribué à rendre vivable, jusqu'à la prochaine crise. Les héros modernes s'engagent au nom et au service de leur communauté et de la planète.

Quant à nous, il nous reste à affronter ensemble ces obstacles pour faire émerger ce monde nouveau. Ce petit manifeste d'engagement écologique se veut ainsi un outil de partage et d'inspiration. J'espère que vous emplirez ses pages colorées, volontairement laissées vierges, d'idées et de propositions à diffuser autour de vous. Que vous le transmettiez ensuite avec un regard complice à vos proches, à vos amis pour les inspirer à leur tour. Qu'ensemble nous suivions et prolongerions le chemin tracé par les Héros du Climat présentés dans cet ouvrage. Tous font preuve d'un engagement exceptionnel. J'espère qu'ils vous donneront envie de vous engager, à votre tour, sur ce chemin. » Maxime Riché

Nous reproduisons ci-dessous deux double-pages extraites du livre, avec l'autorisation de son auteur. Pour soutenir la publication du livre, participez au financement participatif avec le lien : kisskissbankbank.com/fr/projects/climate-heroes

L'APPEL



— Isatou Ceesay, sur la décharge municipale de Banjul, capitale de la Gambie, où elle collecte une partie du plastique recyclé par Women Initiative, The Gambia.

CLIMATE HEROES



La voiture colorée progresse lentement sur le chemin terreux, et les ornières emplies d'eau de pluie boueuse engloutissent parfois totalement ses roues. En ce mois de septembre, alors qu'approche la fin de la saison des pluies, le chauffeur qui mène **Isatou Ceesay** à la décharge publique de Brikama, près de Banjul, la capitale de la Gambie, redouble d'ingéniosité et de prudence. À l'arrière du véhicule, trois volontaires en formation à la "*Women Initiative, The Gambia*" (WI), accompagnent celle qu'on surnomme affectueusement la "reine du plastique".

Isatou a fait éclore cette ONG il y a plus de 17 ans. Les 2 000 membres de WI, presque uniquement des femmes, se déploient sur toute la Gambie, tels les rameaux d'un bel arbre à palabres, pour collecter les déchets plastiques dans les villages et sur les marchés.

Luttant contre les habitudes de gestion des déchets ménagers et la culture du plastique encore très répandue, elles donnent une seconde vie aux sacs et autres objets composés de ce matériau en confectionnant des portefeuilles, cabas, ballons et autres créations. La revente de ces accessoires leur assure un revenu mensuel qui participe à la si précieuse autonomie financière de leur famille.

Mais cette tâche n'est pas aisée, explique Isatou alors que la voiture progresse péniblement sur le terrain inondé.

(...)

L'APPEL



— Perrine et Charles Hervé-Gruyer dans le jardin de la Ferme du Bec Hellouin.



Une simplicité qui ne déplairait pas à **Perrine et Charles Hervé-Gruyer**. Dans une vie antérieure, Perrine était juriste internationale. Lassée de la société ultra-libérale, elle démissionne de son poste en Asie et rencontre Charles, marin sur un voilier-école, de 15 ans son aîné et nourri par ses voyages autour du monde.

Ensemble, ils décident de se reconverter et de mettre le cap sur l'autosuffisance alimentaire en suivant les principes de l'agriculture biologique. Ils acquièrent un lopin de terre peu fertile au Bec Hellouin, en Normandie, et rêvent de devenir paysans, tout en respectant la nature. Ils refusent l'usage de toute énergie fossile ou de machines et recréent de la biodiversité sur leur modeste surface.

Marin et réalisateur de documentaires à bord de son voilier-école *La Fleur de Lampaul*, Charles emmenait auparavant des enfants à la rencontre des peuples premiers, tout autour du monde.

Ces quinze années de navigation et de vie au contact de quelques-unes des sociétés les plus proches de la nature lui ont conféré une sagesse palpable.

***“J’ai énormément appris
de mes maîtres aux pieds nus,
comme j’aime à les appeler.”***

— souligne Charles.

(...)

LE MONDE À POILS

Des fables pour changer le monde





Pourquoi avoir choisi d'écrire des fables ?

J'ai commencé à écrire sous cette forme après avoir écouté le podcast *Présages* durant l'été 2018. C'est un podcast qui donne la parole à différentes personnes engagées sur le sujet de transition écologique et sociale. Je me souviens en particulier de cet épisode qui évoquait *la Fable des abeilles* de Bernard Mandeville. C'est une fable politique écrite au 18^e siècle qui légitime la théorie du ruissellement, cette idée que l'État doit soutenir l'enrichissement des plus aisés pour qu'ils réinjectent leur richesse dans le système économique. J'ai écrit *la Fable des abeilles bleues* en réaction à ce modèle

Damien Héron est l'auteur du « Monde à poils », un recueil de 100 fables qui questionne le modèle de société actuel, et nous invite à changer de regard sur le monde.

avec lequel je ne suis pas en phase. Je me suis ensuite pris au jeu et me suis lancé le défi d'écrire 100 fables pour partager une vision plus solidaire et durable du monde.

Quels sont les thèmes traités dans votre livre ?

L'écologie, les sciences, la politique, la société. À chaque fois, j'essaie de proposer des morales qui donnent à réfléchir, à questionner les modèles dominants. C'est aussi une manière de partager des opinions sur l'état du monde, du capitalisme, des inégalités sociales ou de questionner l'acceptation de nos limites.

Pourquoi vous semble-t-il urgent de changer le monde ?

J'ai 28 ans et je suis issu d'une génération atterrée par cette course folle vers la destruction, malgré les messages d'alerte qui se suc-

cèdent depuis les années 70. Le wagon humanité poursuit sa route sur une voie qui n'est pas durable. Il est temps d'inverser les choses. Changer le monde, pour moi, c'est sortir de l'aveuglement et trouver de nouvelles voies.

Ces fables sont ma contribution à un récit collectif tourné vers un monde plus écologique, solidaire et durable, un monde dans lequel j'ai envie de vivre.

■ Propos recueillis par
Sandra Coutoux

À lire : *Le Monde à poils*
Fabuliste : Damien Héron
Illustratrice : Constance Augé
Éditrice : Philippine Héron 230 pages. Disponible sur la plateforme Achevé d'imprimer et dans certaines librairies indépendantes.

LA MARMOTTE

Fatigué de lui-même, l'été partait au sud
 Pour délivrer les antipodes
 De l'étreinte d'un hiver rude.
 Les amours reprendraient au prochain épisode.
 L'automne, déjà, se faisait camériste,
 Maquillant la nature de couleurs fantaisistes.
 Comme il est de coutume au peuple marmottin,
 En attendant la neige, l'heure était au festin.
 Un de ces doux quidams, à la fourrure épaisse,
 Se nourrissait avec largesse
 Prenant, pour ainsi dire, le large.
 Déjà il n'avait plus beaucoup de marge.
 Mais la peur de manquer, ce mobile puissant,
 Le poussait à manger bien plus que son content.
 « Tu te rendras malade », lui dit une compagne.
 La marmotte répond : « Moi j'ai le sens pratique
 Et sais ce qu'est la faim, l'hiver, dans la montagne.
 Mon épiderme est élastique ;
 Ma graisse me gardera du froid. »
 Vint à passer l'oiseau de proie.
 Le cri du guet résonne fort
 Sur l'adret et les contreforts
 Et les siffleux subitement
 Se précipitent en leurs asiles.
 Notre marmotte, hélas, plombée d'empâtement,
 Peine à gagner le gîte. L'oiseau la jauge et, vil,
 La frappe comme foudre et l'emporte en son nid.
 Ainsi la gourmandise fut punie.

Nous nous encombrons tous de choses inutiles
 Que nous tirons partout comme un fil à la patte.
 Elles donnent à nos vies des airs de vaudeville
 Dont nous faisons les frais sur décor carton-pâte.
 Et si nous apprenions des nomades anciens
 Traversant l'existence avec fort peu de biens ?

Scannez et
découvrez !



JE M'ABONNE

OFFRE DE PRINTEMPS

Profitez d'une remise de 50 % sur nos abonnements papier et digital pour 1 an d'abonnement!

1 AN PAPIER
15 € au lieu de 30 €

1 AN DIGITAL
9 € au lieu de 18 €

Mes coordonnées

Civilité : M Mme

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Email

Téléphone

Paiement par virement et par chèque
STUDIO MOUVEMENT UP
15 rue de la Fontaine au Roi - 75011 Paris
boutique@mouvement-up.fr

Un doute, une question ?

Contactez le service abonnement !
01 58 30 52 41 ou
abonnements@mouvement-up.fr

MOUVEMENT-UP.FR

SUIVEZ-NOUS



LES BEAUBOIS

ONT POUSSÉ EN VILLE, CETTE FAMILLE QUI RESSEMBLENT À BEAUCOUP D'AUTRES. CHERMÉE A ÊTRE PLUS RESPECTUEUSE DE LA PLANÈTE, ET TENTE UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE. ELLE NE DÉROGE PAS À SES CONTRADICTIONS ET AUX INCOMPRÉHENSIONS GÉNÉRATIONNELLES EN TACHANT AVEC VOLONTÉ DE FAIRE MEUX.



K'ESCKIA ?

VOTRE GÉNÉRATION EN A JAMAIS ASSEZ !



MAIS J'Y SUIS POUR RIEN !

MOI !





ÉCOUTE MOI !!

OKAiiii ?!



TU VEUX GAGNER DE L'ARGENT POUR LE BIEN DE TA FAMILLE ?

DIS-TOI QUE L'ÉTHIQUE, LA CONSCIENCE SOCIALE ET L'ÉCOLOGIE SONT NOTRE AVENIR.

L'ÉCONOMIE N'EST PAS UNE SCIENCE EXACTE, MAIS ELLE EST SOUMISE À LA MORALE DES INDIVIDUS QUI LA PORTENT.



LES CHANGEMENTS RADICAUX D'UNE SOCIÉTÉ SE PRODUISENT PAR LES INDIVIDUS AU TRAVERS DE LEUR VIE MÊME.



DE PLUS EN PLUS DE CHEFS D'ENTREPRISES SUIVENT DES LIGNES RESPONSABLES.



DANS CES ENTREPRISES, LES ACTIONNAIRES SONT AUSSI PRODUCTEURS. LES ATTENTES EN MATIÈRE DE GAINS SONT BASSES, MAIS LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL EST MEILLEUR. L'ÉCOLOGIE, LE SOLIDAIRE SONT D'AVANTAGE PRIS EN COMPTE.



C'EST QUE T'ESSAYE DE TE DIRE C'EST QUE LE DON, LE SOIN, L'ÉCOLOGIE METTENT EN LUMIÈRE LA FACE CACHÉE D'UN PRODUIT.

ET QUE TU POURRAIS T'INTERROGER SUR UN BUSINESS PLUS MUTUALISTE POUR DE NOUVELLES ALTERNATIVES ENTREPRENEURIALES.



IL EST PEUT-ÊTRE TANT QUE TU CHANGES PAPA.

À PLUS !



LA VACHE ! CH'UIS PAS CERTAIN D'AVOIR TOUT COMPRIS.



J'ME DEMANDE SI C'EST VRAIMENT MA FILLE ?

FAUT QUE JE PENSE À FAIRE UN TEST DE PATEMNITÉ.

MOUVEMENT UP

15, rue de la Fontaine au Roi
75011 Paris
info@mouvement-up.fr
www.mouvement-up.fr

Directeur de la publication

Jean-Marc Borello
jmb@groupe-sos.org

**Directeur général
du Mouvement UP**

William Elland-Goldsmith
william.elland-goldsmith
@mouvement-up.fr

Rédactrice en chef

Macha Binot
macha.binot@mouvement-up.fr

**Secrétaire général
de la rédaction**

Geoffrey Chapelle

Rédacteurs

Macha Binot, Geoffrey Chapelle,
Sandra Coutoux, Philippe Lesaffre

Ont participé à ce numéro :

TÊTU, KissKissBankBank,
Revus & Corrigés,
Eugénie Senlis

Communication, partenariats

Jessica Roquain
jessica.roquain@mouvement-up.fr
01 58 30 52 41

Création / Maquette

MOUVEMENT UP, L'AGENCE.
Agence conseil & studio de création
en communication sociétale et
environnementale
Jean Perret 06 10 82 31 92
jean.perret@mouvement-up.fr

Direction artistique et maquette

Nicolas Naudon
nicolas.naudon@mouvement-up.fr

Direction artistique couverture

Sarah Kahn -
Mathias Laurent
mathias.laurent@mouvement-up.fr

Photothèque

• Cahier 1
Barbara Pravi – Alexia Bakar
Mot féminicide : DeuxPlusQuatre
Ferme des 1000 vaches – Novissen

• Cahier 2
Chloé Morin – Francesca Mantovani
Monsieur le Juge Renaud Van
Ruybeck : David Atlan et
Ed. Tallandier

• Cahier 3
L'ambullangère - Eugénie Senlis

• Cahier 4
Rachid Ouramdane -
Géraldine Aresteanu

• Pictures : Getty image

Impression

Aubin imprimeur
Chemin des 2 croix
86240 Liguge

Routage

Routage 86

MOUVEMENT UP est un magazine
trimestriel édité par Studio
MOUVEMENT UP, SARL dont
le numéro de S.I.R.E.T. est
444 567 508 000 30,
ayant son siège social au
15, rue de la Fontaine au Roi
75011 Paris, représentée par
Nicolas Froissard, et dont
les associations fondatrices sont
GROUPE SOS Solidarités,
GROUPE SOS Jeunesse,
GROUPE SOS Seniors et
GROUPE SOS Santé.

Tous droits de reproduction réservés.
Les articles publiés n'engagent que
leurs auteurs.

DATE PARUTION

Mars 2021
Dépôt légal mars 2021.
Commission paritaire (CPPAP) :
1123 D 83337
ISSN : 2272-2793

Abonnements**MOUVEMENT UP**

15, rue de la Fontaine au Roi
75011 Paris
01 58 30 52 41 ou
abonnements@mouvement-up.fr

GROUPE SOS

102, rue Amelot
75 011 Paris
Tél. 01 58 30 55 55
Fax 01 58 30 55 79
www.groupe-sos.org

Avec 21 500 personnes employées
en 2019, 550 établissements et
services et 950 millions de CA,
le GROUPE SOS est la première
entreprise sociale européenne.
Depuis 35 ans, il met l'efficacité
économique au service de l'intérêt
général et répond ainsi aux enjeux
de société de notre époque
en développant des solutions
innovantes dans ses
9 secteurs d'activité : Jeunesse,
Emploi, Solidarités, Santé, Seniors,
Culture, Transition écologique, Action
internationale, Action territoriale.
1,7 million de personnes bénéficient
directement des actions du
GROUPE SOS chaque année.

ERRATUM

Dans le numéro de décembre 2020,
l'actu ciné Dark Waters a été écrite
par Esther Brejon.

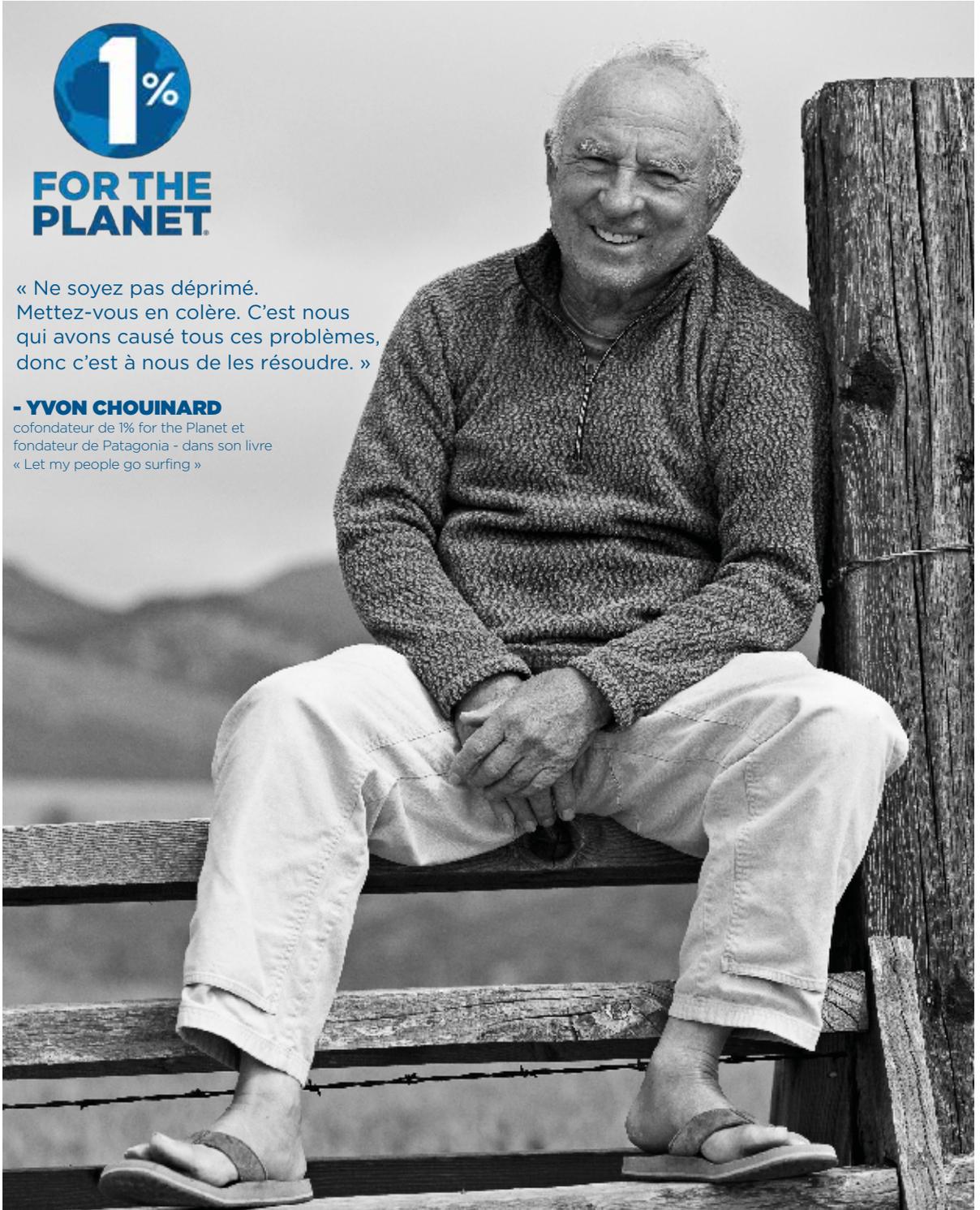


**FOR THE
PLANET.**

« Ne soyez pas déprimé.
Mettez-vous en colère. C'est nous
qui avons causé tous ces problèmes,
donc c'est à nous de les résoudre. »

- YVON CHOUINARD

cofondateur de 1% for the Planet et
fondateur de Patagonia - dans son livre
« Let my people go surfing »



+1 Yvon Chouinard soutient 1% for the Planet, réseau d'entreprises philanthropes
consacrant 1% de leur chiffre d'affaires à des associations environnementales.
onepercentfortheplanet.fr



PRINTEMPS 2021

MOUVEMENT **UP**

ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

Benjamin Coriat

**LES COMMUNS CONCILIENT
ÉCOSYSTÈMES
ET DÉMOCRATIE**

Chékéba Hachemi

**INSPIRER, SE BATTRE
ET RECOMMENCER**

Jean-Pascal Zadi

**ENGAGÉ ET TOUT
SIMPLEMENT DRÔLE**

7C50

